



National Library  
of Canada

Acquisitions and  
Bibliographic Services Branch

395 Wellington Street  
Ottawa, Ontario  
K1A 0N4

Bibliothèque nationale  
du Canada

Direction des acquisitions et  
des services bibliographiques

395, rue Wellington  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0N4

*Your file* *Votre référence*

*Our file* *Notre référence*

## NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

## AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

Canada

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE SOVIÉTIQUE : ASSISTANCE MILITAIRE  
SOVIÉTIQUE AUX PAYS DU TIERS MONDE (1964-1979)

par  
Sonia Gauthier

Thèse déposée à  
l'École des études supérieures et de la recherche  
en vue de l'obtention de  
la maîtrise ès arts en science politique

Directrice : professeure Jeanne Laux

Université d'Ottawa  
août 1992

© Sonia Gauthier, Ottawa, Canada, 1992



National Library  
of Canada

Acquisitions and  
Bibliographic Services Branch

395 Wellington Street  
Ottawa, Ontario  
K1A 0N4

Bibliothèque nationale  
du Canada

Direction des acquisitions et  
des services bibliographiques

395, rue Wellington  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0N4

*Your file* *Voire référence*

*Our file* *Notre référence*

The author has granted an irrevocable non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of his/her thesis by any means and in any form or format, making this thesis available to interested persons.

L'auteur a accordé une licence irrévocable et non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de sa thèse de quelque manière et sous quelque forme que ce soit pour mettre des exemplaires de cette thèse à la disposition des personnes intéressées.

The author retains ownership of the copyright in his/her thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her permission.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège sa thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

ISBN 0-315-80062-3

Canada



UNIVERSITÉ D'OTTAWA  
UNIVERSITY OF OTTAWA

Je tiens à remercier ma directrice de thèse Madame Jeanne Laux de son appui et de ses précieux conseils, au cours des années consacrées à la recherche et à la rédaction de cette thèse. Son aide a été grandement appréciée.

## TABLE DES MATIERES

Liste des Tableaux . . . . .	VI
------------------------------	----

### INTRODUCTION

A. Cadre d'analyse . . . . .	4
B. Pays étudiés : les pays du tiers monde . . . . .	7
C. Période d'Étude . . . . .	8
D. Hypothèse : . . . . .	9
E. Méthode de recherche . . . . .	10
F. Définition des concepts . . . . .	14
1. Orientation idéologique . . . . .	14
2. Pays en voie de développement ou du tiers monde . . . . .	15
3. S'affirmer envers les États-Unis et la Chine . . . . .	15
4. Ressources . . . . .	16
5. Devises fortes . . . . .	16
6. Définition du transfert d'armes . . . . .	16
a. Qu'est-ce qu'une arme? . . . . .	16
7. Pourquoi «transfert»? . . . . .	19
8. Problèmes de sources statistiques . . . . .	20
a. Institut International des Recherches pour la Paix de Stockholm . . . . .	20
b. U.S. Arms Control and Disarmament Agency . . . . .	22
c. Difficultés particulières pour l'U.R.S.S. . . . .	23
9. Phases du transfert d'armes . . . . .	24
10. Mode de paiement . . . . .	24
G. Utilité de la recherche . . . . .	25

### PREMIER CHAPITRE

#### HISTORIQUE DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE SOVIÉTIQUE

A. Première période de la politique extérieure soviétique . . . . .	28
1. Brest-Litovsk . . . . .	28
2. Le socialisme dans un seul pays . . . . .	31
3. Staline au pouvoir . . . . .	32
B. Deuxième période de la politique extérieure soviétique . . . . .	33
1. La deuxième guerre mondiale et l'expansion du socialisme dans les régions limitrophes. . . . .	33
2. Incompatibilité des ambitions soviétiques et américaines . . . . .	35
C. Troisième période de la politique extérieure soviétique . . . . .	37
1. Guerre Froide - Division du monde en deux camps . . . . .	37

D. Quatrième période de la politique extérieure soviétique . . . . .	38
1. Établissement du socialisme en Chine . . . . .	38
2. Création du Cominform . . . . .	39
3. La guerre de Corée . . . . .	40
a. Trois hypothèses sur la guerre de Corée . . . . .	42
4. Formation du Pacte de Varsovie . . . . .	43
E. Cinquième période de la politique extérieure soviétique . . . . .	44
1. Khrouchtchev : Le tiers monde et la troisième voie . . . . .	44
2. Khrouchtchev et la coexistence pacifique . . . . .	45
3. Aide économique et militaire soviétique aux pays du tiers monde . . . . .	46
4. Difficultés soviétiques avec la Chine . . . . .	47
5. Révolution à Cuba . . . . .	48
a. Explications théoriques soviétiques concernant les liens de l'U.R.S.S. avec les pays en voie de développement . . . . .	51
b. État de démocratie nationale . . . . .	52
c. Troisième phase de la crise générale du système capitaliste mondial . . . . .	53
d. État de démocratie révolutionnaire . . . . .	53
e. Crise des missiles à Cuba . . . . .	54
6. Résumé de la période Khrouchtchev . . . . .	56
F. Sixième période de la politique extérieure soviétique . . . . .	57
1. Le leadership de Léonid Brejnev . . . . .	57
2. Atteinte de la parité avec les États-Unis . . . . .	57
3. Détente soviéto-américaine 1972 . . . . .	60
a. SALT I . . . . .	61
4. Liens militaires soviétiques avec les pays en voie de développement . . . . .	62
a. Intervention soviéto-cubaine . . . . .	62
b. Intervention militaire soviétique en Afghanistan . . . . .	63
5. Liens économiques soviétiques avec les pays en voie de développement . . . . .	66
6. Résumé de la période Brejnev . . . . .	68
G. Septième période de la politique extérieure soviétique . . . . .	69
1. Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir - les changements . . . . .	69
2. Le désarmement . . . . .	70
3. Écroulement du communisme dans les pays de l'Est . . . . .	72
4. Gorbatchev et le tiers monde . . . . .	72
5. Retrait d'Afghanistan . . . . .	74
6. Retrait des autres conflits régionaux . . . . .	75
7. Plan de conversion des industries de défense . . . . .	76
8. Réduction du budget de défense . . . . .	77
H. Création de la Communauté des États Indépendants . . . . .	77
I. Conclusion . . . . .	78

## DEUXIÈME CHAPITRE

## LE TRANSFERT D'ARMES AUX PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

A. Années 20 aux années 50 . . . . .	80
B. Période Khrouchtchev - début du transfert d'armes . . . . .	80
C. Le tiers monde - division en plusieurs secteurs . . . . .	81
D. Transferts d'armes soviétiques au Moyen-Orient . . . . .	85
1. Conclusion Moyen-Orient . . . . .	97
E. Transferts d'armes soviétiques en Asie . . . . .	98
1. Conclusion Asie . . . . .	106
F. Transferts d'armes soviétiques en Afrique . . . . .	106
1. Conclusion Afrique . . . . .	116
G. Transferts d'armes soviétiques en Amérique Latine . . . . .	119
1. Conclusion Amérique latine . . . . .	123
H. Conclusion . . . . .	124

## TROISIÈME CHAPITRE

MOTIFS DE L'UTILISATION PAR L'UNION SOVIÉTIQUE DES TRANSFERTS  
D'ARMES DANS SA POLITIQUE EXTÉRIEURE

A. Motivations de grande puissance . . . . .	126
1. La Concurrence Est-Ouest . . . . .	126
2. Conflit avec la Chine . . . . .	130
a. Asie . . . . .	131
b. Afrique . . . . .	131
c. Lutte contre l'impérialisme et l'hégémonie . . . . .	133
3. Acquérir des avantages stratégiques . . . . .	135
4. Informations sur la performance des armes . . . . .	137
5. Moyen de faire de l'espionnage . . . . .	137
B. Motivations économiques . . . . .	139
1. Années 50-60 - conditions avantageuses pour les pays du tiers monde . . . . .	139
2. Années 70 : les ventes d'armes, des sources de devises fortes . . . . .	141
3. Débat des économistes sur l'apport en devises fortes des ventes d'armes . . . . .	144
4. Recherche et développement . . . . .	152
C. Conclusion . . . . .	154

## QUATRIÈME CHAPITRE

## L'U.R.S.S. ET LES AUTRES PUISSANCES

A. Ventes aux pays du tiers monde . . . . .	160
1. Dépendance des industries exportatrices d'armes . . . . .	161
2. Politique générale des trois États . . . . .	161
3. Conditions pour les clients du tiers monde . . . . .	162
4. Raisons économiques de fabriquer des armes . . . . .	163
5. Débat sur les bénéfices économiques . . . . .	165
B. La France . . . . .	167
1. Statistiques . . . . .	167
2. Motivations derrière la vente des armes . . . . .	168
3. Motivations politiques . . . . .	168
4. Motivations économiques . . . . .	171
5. Conditions de fabrication des armes françaises . . . . .	174
6. Restrictions et offensives des ventes . . . . .	175
7. Un gouvernement socialiste . . . . .	176
8. Conclusion . . . . .	178
C. Le Royaume-Uni . . . . .	178
1. Historique . . . . .	178
2. Motivations politiques . . . . .	179
3. Motivations économiques . . . . .	180
4. Conditions de la fabrication des armes britanniques . . . . .	183
5. Conclusion . . . . .	184
D. Allemagne de l'Ouest . . . . .	185
1. Historique . . . . .	185
2. Motivations économiques . . . . .	188
3. Motivations politiques . . . . .	189
4. Conditions de la fabrication des armes allemandes . . . . .	191
E. Conclusion . . . . .	193

## CONCLUSION

A. Reprise de l'hypothèse : . . . . .	196
B. Résultats de la recherche . . . . .	197

## POST-FACE

A. Données sur les exportations d'armes à la fin des années 1980 . . . . .	203
B. Ventes d'armes soviétiques au tiers monde . . . . .	207
3. Les ventes d'armes: des ressources économiques . . . . .	208

**BIBLIOGRAPHIE**

Articles de journaux, de revues et de livres . . . . .	210
Publications gouvernementales . . . . .	218
Livres . . . . .	219

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.1	Orientation idéologique des États receveurs de l'armement soviétique . . . . .	83
Tableau 3.1	La valeur cumulative des armes transférées aux principaux récipiendaires d'armes soviétiques entre 1976-1980 en millions de dollars américains . . .	143
Tableau 3.2	Estimations des livraisons militaires soviétiques aux pays du tiers monde entre 1970-1981 en millions de dollars américains . . . . .	147
Tableau 4.1	La part des fournisseurs principaux en % des exportations d'armes mondiales. (SIPRI) . . . .	159
Tableau 4.2	La part des fournisseurs principaux en % des exportations d'armes mondiales (ACDA) . . . . .	159

## INTRODUCTION

Au cours de l'année 1991-92, nous avons été témoins de l'écroulement de l'U.R.S.S.<sup>1</sup> et de la formation de la Communauté des États indépendants (CEI). Même si l'Union soviétique en soi n'existe plus, pour bien comprendre la dynamique des relations internationales d'après-guerre, il nous apparaît essentiel de faire un retour dans le passé et d'observer l'Union soviétique au cours des années qui ont connu la consolidation de son hégémonie, de sa puissance et finalement de son déclin. Notre problématique est d'étudier la politique extérieure de l'Union soviétique avec une attention particulière sur son influence sur les pays en voie de développement à partir de 1964. Nous avons choisi d'étudier l'assistance militaire soviétique parce que sur la scène internationale c'est entre les années 60 à 80 que l'U.R.S.S. a fait sa place au tiers monde en y envoyant des armes. Cette politique d'assistance militaire a eu pour effet qu'au début des années 1980, les hommes politiques occidentaux et en particulier les Américains, ont lancé un appel au monde entier pour combattre l'expansion du communisme, justifiant leur politique en les appelant à défendre la liberté et la démocratie contre le mal soviétique.

---

<sup>1</sup> - L'U.R.S.S. sera cité comme État à part entière jusqu'à la fin de 1991, le premier janvier 1992 voyant l'entrée en vigueur de la formation des États indépendants composés de la majorité des anciennes républiques soviétiques. Ainsi, dans le cadre de cette thèse, nous avons choisi de mentionner l'U.R.S.S. au présent; ce choix a été fait parce qu'on observe encore les effets de cette puissance qui se font actuellement ressentir dans le monde.

La nature de l'hégémonie soviétique demande à être précisée vue sa spécificité par rapport à l'hégémonie américaine. L'hégémonie signifie pour nous une grande puissance qui réussit par ses capacités en ressources matérielles et sa volonté de leadership à imposer aux autres les structures de sécurité et de développement économique.<sup>2</sup> L'Union soviétique lors de la période étudiée trouve son hégémonie explicite limitée à la région des pays d'Europe de l'Est où elle a institutionnalisé son influence par le Pacte de Varsovie, le Comecon et les rapports inter-partis communistes. Mais à l'échelle mondiale, l'Union soviétique n'est pas une puissance hégémonique capable de contrôler les rapports de force économique, dans une économie monde capitaliste. Ainsi sa capacité de structurer les conditions de développement économique au tiers monde se trouve limitée. Selon Arrighi,

...le capital soviétique n'a guère eu tendance à s'implanter à l'étranger, sinon sur une décision politique et sous la forme d'opérations financières ou commerciales non concurrentielles.<sup>3</sup>

L'Union soviétique n'a jamais fait partie des institutions de plusieurs centres d'interventions et de décisions d'économies capitalistes comme le FMI et le GATT. En somme et en dépit de son idéologie marxisme-léninisme à vocation universelle son statut de superpuissance à l'échelle mondiale repose sur sa capacité d'agir sur les plans militaire et nucléaire, ce qui lui permet de devenir:

---

<sup>2</sup> - Robert O. KEOHANE, After Hegemony; Cooperation and Discord in the World Political Economy; 1984, Princeton University Press, Princeton New Jersey, pp. 34-35

<sup>3</sup> - Giovanni Arrighi, «Une crise d'hégémonie» dans La crise, quelle crise?, 1982, Paris, François Maspero, p. 97

le seul contrepoids crédible aux États-Unis. Mais même si les deux superpuissances ont atteint une capacité nucléaire, la capacité des deux grands est très différente. Christer Jonsson indique que seul les États-Unis sont membres du triangle politique, militaire et économique mondial.<sup>4</sup> Par conséquent l'Union soviétique doit dépendre surtout des fournitures militaires pour influencer les pays visés.<sup>5</sup> Ainsi en nous penchant sur un volet de sa politique internationale, c'est-à-dire le transfert d'armes aux pays du tiers monde nous serons davantage en mesure d'apprécier les ambitions de l'Union Soviétique.

Nous voulons par cette thèse vérifier si l'objectif qui consiste à répandre l'idéologie marxiste-léniniste peut, tel qu'affirmé par de multiples chroniqueurs de la guerre froide, expliquer la présence des armes soviétiques au tiers monde. Nous avons voulu mieux cerner, «ex posteriori», les raisons d'être de la politique de transferts d'armes de l'Union soviétique au tiers monde. Notre objectif n'est pas d'analyser le processus de décision qui a influencé les dirigeants Soviétiques. Nous ne cherchons pas non plus à traiter des buts et des motivations des preneurs de décisions ou du processus de formulation des politiques avant leur mise en vigueur, mais plutôt des conséquences des décisions prises et appliquées. Comme l'explique Mark N. Katz, les

---

<sup>4</sup> - Christer JONSSON, Superpower, Comparing American and Soviet Foreign Policy, 1984, p. 102.

<sup>5</sup> - Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre, le nouvel empire soviétique ou du bon usage de la détente, 1986, Flammarion, France, p. 20, JONSSON, op. cit., pp. 103, 138,

Soviétiques n'ont jamais défini ou expliqué leurs objectifs militaires et les théoriciens ne font qu'interpréter des déclarations Soviétiques.<sup>6</sup> Voilà pourquoi il nous est impossible d'analyser avec exactitude les motivations soviétiques puisque seuls les hauts responsables de l'ex-U.R.S.S. pourraient répondre à ces questions. Nous ne pouvons qu'observer les effets des décisions soviétiques et voir leurs conséquences sur l'influence de l'U.R.S.S. dans le monde.

#### A. Cadre d'analyse

Suite à une lecture critique de soviétologues renommés comme Hélène Carrère d'Encausse, André Fontaine, Jacques Lévesque, Adam Ulam et Christer Jonsson, nous trouvons plusieurs explications possibles sur la présence soviétique au tiers monde. Ces thèses que nous énumérerons brièvement ici serviront d'hypothèses pour la présente étude. Une des thèses présentées par les spécialistes des relations internationales soutient que le seul but de l'U.R.S.S. dans sa politique extérieure, a été de favoriser l'expansion de la révolution socialiste à l'échelle mondiale. Il faut souligner que cette idée s'inspire de la révolution de 1917, car les révolutionnaires socialistes soviétiques, en particulier Léon Trotski, voulaient que les événements en Union soviétique soient le

---

<sup>6</sup> - Mark N. KATZ, Gorbachev's Military Policy in the Third World, 1989, The Washington Papers, Praeger, p. 10.

point de départ de la révolution socialiste à l'échelle mondiale.<sup>7</sup> Pour ces théoriciens c'est même jusqu'aux années 1980 que l'Union soviétique a cherché à étendre son modèle idéologique et ce, en dépit du fait que la révolution était difficile à réaliser.<sup>8</sup> Cette vision de l'U.R.S.S. toujours révolutionnaire a été utilisée par les hommes politiques occidentaux pour mieux justifier l'augmentation de leurs budgets d'armements. Par exemple, selon Ronald Reagan ex-président des États-Unis l'U.R.S.S. cherchait à répandre le modèle marxiste à l'échelle mondiale. Ainsi, ce dernier a affirmé que:

During my first press conference as President [...] I pointed out that, as good Marxist-Leninists, the Soviet leaders have openly and publicly declared, that the only morality they recognize is that will further their cause which is the world revolution. I think I should point out I was only quoting Lenin their guiding spirit.<sup>9</sup>

Une deuxième thèse présentée par les observateurs de la politique extérieure soviétique, est que l'objectif de cette dernière est d'agir de façon à contrer les politiques impérialistes américaines. Cette thèse fait référence à l'acceptation d'un monde bipolaire où deux grandes puissances se font faces et cherchent à

---

<sup>7</sup> - André FONTAINE, Histoire de la guerre froide: Les grandes études contemporaines, Fayard, Tome 1, 1965, p. 15, Adam ULAM, Expansion and Coexistence. The History of Soviet Foreign Policy : 1917-1967, New York, Washington, 1968, pp. 13, 45, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale de 1917 à nos jours, Armand Colin Collection, 2e édition, 1987, pp. 14, 32.

<sup>8</sup> - Raymond ARON, Paix et guerre entre les nations, Calmann Levy, 1962, 8<sup>e</sup> édition, 1984, pp. 417, 448.

<sup>9</sup> - Weekly Compilation of Presidential Documents, Monday, March 14, 1983, vol 19, number 10, p. 368.

empêcher l'autre d'exercer son influence, de s'établir, de s'enraciner et d'agir sur un ou plusieurs territoires, tout ceci pour éviter que le rapport de force ne se retrouve modifié.<sup>10</sup>

Dans ce cas nous avons assisté après la deuxième guerre mondiale à la formation de deux blocs, l'un formé par le monde capitaliste, ayant à sa tête les États-Unis, l'autre formé par le monde communiste, ayant à sa tête l'Union soviétique. L'objectif aurait été de bloquer l'autre grande puissance, entraînant ainsi l'U.R.S.S. dans le jeu classique d'un monde bipolaire, où la compétition idéologique trouvait sa place, les États-Unis étant chef de file du monde capitaliste.

La troisième thèse mise de l'avant par les observateurs affirme que l'U.R.S.S. voit son action dans la vie politique mondiale liée aux intérêts nationaux classiques des grandes puissances au sens traditionnel. L'action de la politique extérieure soviétique serait reliée à son intérêt de se procurer des ressources et des territoires et d'élargir sa sphère d'influence, par les liens diplomatiques, l'appui politique ou les alliances, afin d'assurer sa sécurité et ses intérêts d'État. Ainsi, selon Duroselle, puisqu'aucun État n'est seul au monde, sa puissance se trouve liée à tous les appuis, à toutes les alliances du moment. À cela, Hélène Carrère d'Encausse rajoute que l'Union soviétique était à la recherche constante d'alliances et exprimait en plus un désir de rattraper et dépasser les États-Unis. On

---

<sup>10</sup> - Raymond ARON, Paix et guerre entre les nations, pp. 145, 148, 499.

s'accorde pour expliquer que la puissance d'un État et sa capacité de modifier la volonté d'un autre, se trouve liées à ses appuis et ses alliances.<sup>11</sup> Raymond Aron distingue quelques éléments nécessaires à la définition d'une grande puissance:

D'abord l'espace qu'occupent les unités politiques, ensuite les matériaux disponibles et le savoir qui permet de les transformer en armes, le nombre des hommes et l'art de les transformer en soldats (ou encore la quantité et la qualité des outils et des combattants); enfin la capacité d'action collective [...]. Ces trois termes dans leur expression abstraite, couvrent l'ensemble puisqu'ils équivalent à la proposition : la puissance d'une collectivité dépend de la scène de son action et de sa capacité d'utiliser les ressources matérielles et humaines, qui lui sont données; milieu, ressources, action collective, tel sont de toute évidence, quelque soit le siècle et quelles que soient les modalités de la compétition entre unités politiques les déterminants de la puissance.<sup>12</sup>

Selon cette thèse la présence soviétique au tiers monde lui aurait permis, mise à part l'idéologie, de se procurer des bases militaires, des ressources économiques, ainsi que des alliés dans sa lutte contre les États-Unis et la Chine.

#### B. Pays étudiés : les pays du tiers monde

Si nous avons choisi d'observer le tiers monde, c'est qu'il est devenu le théâtre privilégié des actions des Soviétiques et des Américains au début des années 60; conséquence de la décolonisation et de la relative faiblesse des anciennes puissances coloniales

---

<sup>11</sup> - J. B. DUROSELLE, «Qu'est-ce qu'une grande puissance?» Relations internationales, Paris, 1979, pp. 3-10, Raymond ARON, Paix et guerre entre les nations, pp. 418, 448.

<sup>12</sup> - Ibid, p. 65

telle que la France et la Grande-Bretagne qui ont rendu possible les revirements de situations politiques internes et d'alignement externe. Cette région représente après l'instauration de la guerre froide en Europe, le seul terrain d'intervention souple pour les deux superpuissances. Ceci s'explique par la situation militaire figée en Europe depuis la fin de la seconde guerre mondiale sans possibilité de remettre en question ce rapport de force, vu la parité nucléaire, l'institutionnalisation des alliances et l'acceptation des frontières nationales. Voilà pourquoi notre analyse sera centrée sur la politique extérieure militaire et sécuritaire de l'U.R.S.S., par l'envoi d'armes au tiers monde.

### C. Période d'Étude

Nous avons choisi d'analyser plus attentivement la période Brejnev entre 1964 et 1979, parce que ces années marquent la plus grande augmentation des flux d'assistance militaire au tiers monde. Suite à la décolonisation, les exportations d'armes et l'aide militaire, sont devenues les instruments les plus importants de la politique extérieure soviétique. Le début des années 80 était marqué par un bref retour à la guerre froide avec l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan, et une réanimation des rivalités entre les deux superpuissances tant au niveau du discours politique qu'au niveau des actions sur la scène politique mondiale. Le président réanimait l'anti-soviétisme dans son discours en parlant de l'«Empire du mal.»

I urge you to beware of blithely declaring  
yourselves above it all and label both sides

equally at fault to ignore the fact of history and the aggressive impulses of an evil empire to simply call the arms race a giant misunderstanding and thereby remove yourself from the struggle between right and wrong and good and evil.<sup>13</sup>

Reagan proposait un nouveau modèle de défense qui ébranlerait la stabilité de la dissuasion nucléaire avec le programme dit de «guerre des étoiles.» Du côté soviétique en 1979-1980, l'U.R.S.S. transgressa les frontières du camp socialiste en envoyant ses troupes en Afghanistan et en donnant, selon la doctrine Monroe, son appui à un régime d'orientation marxiste-léniniste au Nicaragua à l'intérieur même du bastion intouchable des Américains. Cette période exceptionnelle qui s'est terminée par la baisse de l'hégémonie soviétique ne sera pas incluse dans notre analyse, sauf lors de notre conclusion.<sup>14</sup>

#### D. Hypothèse :

La proposition centrale qui sera élaborée en hypothèse, est que la fourniture d'armes soviétiques au tiers monde n'est pas liée exclusivement à une progression idéologique communiste. De là une question se pose, notamment que d'autres objectifs auraient motivé la politique extérieure de l'U.R.S.S., et plus particulièrement que son assistance militaire au tiers monde servait en fait d'autres objectifs que celui de l'expansion de l'idéologie communiste. Ce

---

<sup>13</sup> - Weekly Compilation of Presidential Documents, p. 369

<sup>14</sup> - Il demeure que parfois, selon les statistiques disponibles et pour mieux comprendre les tendances historiques, il nous est arrivé d'aller observer au-delà des dates indiquées, c'est-à-dire au-delà de 1964 et 1979.

travail n'est pas une analyse de la capacité de l'Union Soviétique d'exercer l'hégémonie à l'échelle mondiale, mais plus étroitement une analyse des motivations de sa politique d'exportation d'armes au tiers monde. Vu que les thèses explicatives émises par les spécialistes des relations internationales soviétiques sont différentes nous avons cherché à confronter et explorer les divergences des spécialistes des relations internationales soviétiques et ainsi réexaminées ces thèses dans le cadre des politiques de transfert d'armes. Voilà pourquoi l'hypothèse suivante est proposée :

Notre hypothèse stipule que (1) les transferts d'armes soviétiques au tiers monde ne proviennent pas seulement d'une volonté d'expansion animée par l'idéologie marxiste-léniniste. À ceci nous rajoutons deux sous-hypothèses : que les transferts d'armes de l'U.R.S.S. sont aussi et surtout faits (1.1) dans le but de s'affirmer à l'encontre des États-Unis et de la Chine et (1.2) d'augmenter les ressources de l'U.R.S.S. en tant que grande puissance.

#### **E. Méthode de recherche**

Nous avons voulu faire dans un premier chapitre, un retour historique sur la politique extérieure soviétique depuis 1917, dans le but de cerner l'expansion du mouvement communiste et de l'influence de l'U.R.S.S. par l'assistance militaire au tiers monde qui lui a ouvert ses portes. Ce chapitre confirme le postulat des

soviétologues cités ci-haut, selon lequel il y a expansionnisme de la part de l'U.R.S.S. en politique étrangère.

Dans notre deuxième chapitre notre hypothèse principale sera examinée en étudiant la relation entre les régimes receveurs des armes soviétiques et l'orientation idéologique de ces derniers. Ainsi nous avons pris en considération le flux d'armes sur toute la période étudiée, repéré les récipiendaires et par la suite mis en catégorie ces régimes politiques selon leur orientation idéologique : soit un régime communiste au pouvoir, un régime à tendance socialiste, ou un régime à alignement anti-gauche. Le deuxième chapitre étudiera les bénéficiaires de l'aide militaire soviétique au tiers monde. Selon plusieurs auteurs, il y a beaucoup de pays qui reçoivent des armes mais ne se sentent pas nécessairement liés à l'orientation idéologique communiste. Il est donc important de découvrir s'il y a un lien entre les fournitures d'armes et l'orientation idéologique des régimes au pouvoir. L'orientation idéologique des régimes récipiendaires servira à rendre opérationnel notre concept clé. Les données seront présentées dans un tableau explicatif selon les différentes orientations idéologiques des pays receveurs de l'armements soviétiques. Par la suite le matériel sera groupé par secteur, ou région, c'est-à-dire le Moyen-Orient, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine. Cette catégorisation des données nous permettra d'identifier les catégories d'avantages liées aux situations géopolitiques suivantes : le risque d'escalade, la concurrence entre grande puissance y compris la Chine, des limites à la domination

des États-Unis. De cette façon, nous ferons la démonstration de la première partie de notre hypothèse, qui démontre que les transferts d'armes soviétiques au tiers monde ne proviennent pas seulement d'une volonté d'expansion animée par l'idéologie marxiste-léniniste.

Suite à notre étude de la non-exclusivité des objectifs idéologiques reliés aux transferts d'armes soviétiques au tiers monde, nous voudrions exposer dans un troisième chapitre les autres motivations pour les exportations d'armes. Ce chapitre nous permettra alors de confirmer nos sous-hypothèses selon lesquelles l'Union soviétique se sert des exportations d'armes pour consolider ses capacités de grande puissance. Dans un premier temps, les exportations d'armes lui procure les avantages géo-politiques qui lui servent à limiter l'influence des États-Unis l'autre grande puissance, et lui permet de contrer l'influence de la Chine sa rivale dans le monde communiste. Il nous faut souligner que ces capacités de grande puissance sont reflétées par l'acquisition de bases militaires, la possibilité de gagner des avantages stratégiques, l'information sur la performance des armes. Dans un deuxième temps, l'U.R.S.S. trouve de plus en plus d'avantages économiques, surtout après 1975 car avec la hausse des prix du pétrole, les exportations d'armes lui ont donné une source additionnelle de devises. Nous avons évalué l'importance et l'impact de la vente d'armes sur l'économie soviétique afin de démontrer que les ventes sont devenues davantage commerciales qu'idéologiques. Pour ce faire, nous avons choisi comme

indicateurs, les devises et la part du revenu national soviétique qui provient de la vente d'armes, pour voir leurs évolutions de 1950 à 1960, où les conditions étaient avantageuses pour les pays du tiers monde, et les années 70 où les ventes d'armes sont devenues une source de devises fortes. Nous avons constaté l'apport économique considérable que pouvait gagner l'U.R.S.S. en transférant des armes.

Dans notre dernier et quatrième chapitre, nous allons soumettre à nouveau notre hypothèse à l'épreuve par une analyse comparée, où nous verrons que l'U.R.S.S. est en compétition avec d'autres grandes puissances sur le marché mondial des ventes d'armes. D'après nos études de cas comparées, chacune poursuit des objectifs similaires, confirmant ainsi notre hypothèse que l'U.R.S.S. lorsqu'on exclut l'idéologie a le comportement d'une puissance classique et qu'elle cherche des ressources économiques par les transferts d'armes. En la comparant à d'autres puissances, nous voyons la part qu'occupe l'Union soviétique sur le marché mondial des ventes d'armes et nous constatons que l'U.R.S.S. a normalisé sa politique d'assistance militaire. L'U.R.S.S. vend des armes également pour les mêmes objectifs géo-politiques et commerciaux que les autres puissances non-communistes. Notre hypothèse permettra donc de confirmer que la relation assistance militaire et orientation idéologique ne peut être retenue comme seule explication de la présence soviétique au tiers monde.

## F. Définition des concepts

### 1. Orientation idéologique

Pour les besoins de cette thèse, l'orientation idéologique sera définie en terme de régime politique en place dans un pays donné. Cette définition n'est pas facile à faire et pose certaines difficultés. Comme l'expliquent S. Neil MacFarlane et Wayne Limberg, le marxisme tel qu'il est interprété et appliqué au tiers monde diverge selon le pays, la période de temps, et les interprétations soviétiques. Souvent les Soviétiques n'ont pas reconnu ouvertement des pays comme étant à caractère socialiste, craignant ainsi d'éloigner ces régimes et plusieurs pays qui s'identifient à différentes catégories de socialisme, par exemple le «socialisme scientifique».<sup>15</sup> Mais suivant l'exemple cubain, il y avait une possibilité d'adhérence au mouvement mondial socialiste. En somme, des nuances doivent être faites tout au long du texte entre l'orientation d'un régime et son identification au socialisme et la reconnaissance par l'Union soviétique du pays au clan socialisme. Nous avons donc tenté d'amener ces éclaircissements lorsque nous l'avons jugé nécessaire.

---

<sup>15</sup> - S. Neil MACFARLANE, "Success and Failures in Soviet Policy Toward Marxist Revolutions in the Third World 1917-1985," pp. 7-8, et Wayne P. LIMBERG, "Soviet Military Support for Third World Marxist Regimes", p. 53, dans Mark N. KATZ, The USSR and Marxist revolutions in the Third World, Woodrow Wilson International Centres, Cambridge University Press,

## 2. Pays en voie de développement ou du tiers monde

Par pays en voie de développement ou du tiers monde, nous nous référons à tous les pays en Asie du Sud sauf le Japon, aux pays du Moyen Orient, et à ceux d'Afrique et d'Amérique latine.

## 3. S'affirmer envers les États-Unis et la Chine

Les auteurs n'ont pas défini le terme «s'affirmer», ou le terme «contrer» qui signifie s'opposer, présupposant que les actions politiques se font par un État pour acquérir plus de pouvoir, en particulier lorsqu'il s'agit de grande puissance. Ainsi, selon Raymon Aron :

Deux États dominants sont presque inévitablement ennemis (à moins d'être étroitement unis) pour la seule raison qu'il ne subsiste un équilibre qu'à la condition que chacun des deux appartienne au camp opposé [...] En simplifiant, on dira que quelques grands sont en conflit à cause de la divergence ou de la contradiction de leurs intérêts ou de leurs revendications, les autres, grands ou petits, se joignent à l'un ou l'autre.<sup>16</sup>

Nous présupposons comme Aron, que suite à la guerre froide, les deux États dominants furent les États-Unis et l'U.R.S.S., et que ces deux États se sont opposés sur la scène internationale. Nous pensons également que dans le cadre des relations est-est, l'U.R.S.S. et la Chine, les deux États dominants se considèrent des rivaux suite aux crises idéologiques des années 60, chacun voulant acquérir davantage de pouvoir par rapport à son adversaire. Voilà pourquoi dans notre deuxième chapitre nous avons analysé les

---

<sup>16</sup> - Raymond ARON, Paix et guerre entre les nations, p. 107

données sur les transferts d'armes par secteurs, ou régions, - c'est-à-dire le Moyen-Orient, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine - ces régions ayant chacune une importance différente selon les stratégies géo-politiques des deux superpuissances.

#### 4. Ressources

Par ressources, nous entendons les ressources géo-politiques, comme l'obtention de bases militaires, l'accès à des ressources naturelles, à des voies navigables et commerciales. Également, gagner des devises fortes et augmenter sa part du marché mondial des ventes d'armes.

#### 5. Devises fortes

Les devises fortes sont des valeurs convertibles en or et en monnaie d'autres pays. Elles servent de devises internationales. Le rouble n'étant pas reconnu sur le marché économique international comme devise convertible, l'U.R.S.S. avait grand besoin des devises fortes pour pouvoir acheter sur les marchés internationaux.

#### 6. Définition du transfert d'armes

##### a. Qu'est-ce qu'une arme?

Nous aimerions malgré certaines difficultés donner une définition de ce que nous entendons par transfert d'armes. La première difficulté est de définir exactement ce qu'est une arme,

ou de l'armement, puisqu'il existe de l'équipement pouvant être également utilisé pour des objectifs militaires et civils :

... on peut considérer que, tout produit utilisé par un établissement militaire, est un bien militaire. Toutefois, comme cette définition englobe toutes sortes d'articles, allant des vêtements aux fournitures de bureau, il faudrait la préciser davantage pour qu'elle puisse être utile. [...] on s'accorde pour dire qu'il sera difficile d'en arriver à une définition qui permettra de catégoriser les armes ayant à la fois des applications civiles et militaires.<sup>17</sup>

Par exemple, les moyens de transport peuvent servir dans le déplacement des populations civiles pour le transport de militaires. Les matériaux de construction peuvent être utilisés tant pour la construction de maisons que pour de l'équipement militaire. Et les exemples se multiplient... La décision d'inclure ou non un article dans la définition de ce qu'est une arme est souvent arbitraire, dépendant du point de vue de l'auteur.

Le support logistique, qui vient quelquefois des années après la vente de l'équipement, comme l'entretien, les réparations et la formation du personnel doit également être pris en considération. Lorsque l'utilisation du produit n'est pas bien connue, il est difficile de déterminer si celui-ci doit être comptabilisé dans le transfert d'armes.<sup>18</sup>

---

<sup>17</sup> - Keith KRAUSE, Rapport sur la conférence intitulée, «Le commerce international des armes : problèmes et perspectives», Sommaire des délibérations d'une conférence sur le commerce international des armes, Hull, (Québec), les 21-22 octobre 1987, Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, p. 47

<sup>18</sup> - Christian CATRINA, Arms Transfers and Dependence, United Nations Institute for Disarmament Research, Taylor & Francis, New York, Philadelphia, Washington D.C., London, 1988, p. 8

The definition of weapon is not universal; the notion of military products is ambiguous and depends on various circumstances. In wartime for example, any product can be considered as a weapon for the defense of a country. In peacetime, it is often difficult to know the real nature of products which can be used in either civil or military fields.<sup>19</sup>

Une autre difficulté est la différence entre les armes classiques et les armes de destruction massive. En 1948, la Commission de l'ONU pour les armements classiques a déclaré que toutes les armes et toutes les forces armées sauf les armes atomiques et celles de destructions massives relèvent de sa compétence. En nous basant sur cette affirmation, nous excluons de notre étude les armes de destruction massive comme les armes atomiques, les armes chimiques et biologiques.<sup>20</sup> La définition de la US Arms and Control Agency démontre ce que nous considérons comme de l'armement.

Arms transfers (arms imports and exports) represent the international transfer (under terms of grant, credit barter or cash) of military equipment, usually referred to as "conventional" including weapons of war, parts thereof, ammunition, support equipment and other commodities designed for military use. Among the items included are tactical guided missiles and rockets, military aircraft, naval vessels, armored and nonarmored military vehicles) communications and electronic equipment, artillery infantry weapons, on all arms,

---

<sup>19</sup> - Jacques Fontanel & Jean-François Guilhaudis, "Arms Transfer Control and Proposals to Link Disarmament to Development", Edited by Thomas OHLSON, Arms Transfer Limitations and Third World Security, SIPRI, Stockholm International Peace Research Institute, Oxford University Press, 1988, p. 217

<sup>20</sup> - Keith KRAUSE, «Le commerce international des armes : problèmes et perspectives», 1987, p. 40, Pris dans Study on Conventional Disarmament, Publication de l'ONU, numéro de vente, E 85, IX, 1:1 195, p. 6

ammunition, other ordnance, parachutes, and uniforms. Dual use equipment, which can have application in both military and primary mission is identified as military. The building of defense production facilities and licensing fees paid as royalties for the production of military equipment are included when they are contained in military transfer agreements.<sup>21</sup>

Cette définition rejoint celles de plusieurs autres auteurs qui insèrent dans le transfert d'armes, les conseillers, l'entraînement, la production sous licence et les projets de production conjoint entre pays.<sup>22</sup>

#### 7. Pourquoi «transfert» ?

Notre choix d'utiliser le terme «transfert» d'armes plutôt que vente s'est fait naturellement, puisque ce terme englobe toutes les méthodes comme les transactions faites à titre de subventions ou par le troc, et les armes échangées ou mêmes fournies contre des conditions financières.<sup>23</sup>

... even the dollar-value data on arms transfers is difficult to utilize. Inflation or deflation and changing currency exchange rates are two problems which affect dollar-value time series. Both problems [...] must be solved to obtain a constant

---

<sup>21</sup> - Christian CATRINA, Arms Transfer and Dependence, p. 9 Pris dans US Arms Control and Disarmament Agency, World Military Expenditures and Arms Transfers, 1987, Washington D.C. U.S. Government printing office p. 144,

<sup>22</sup> - Ibid., p. 9, Mark N. KRAMER, "Soviet Arms Transfers to the Third World", Problems of Communism, Sept-Oct. 1987, vol. 36, p. 52

<sup>23</sup> - Keith KRAUSE, «Le commerce international des armes: problèmes et perspectives», 1987, p. 10, Keith KRAUSE, Le commerce international des armes, Institut Canadien pour la paix et la sécurité internationales, mars 1989, p. 1

unit of measure against which arms transfers and military expenditures can be compared.<sup>24</sup>

## 8. Problèmes de sources statistiques

Au problème de la définition de l'armement vient s'ajouter la difficulté de trouver des statistiques vraiment fiables et complètes sur le sujet; les fournisseurs et leurs clients ne sont pas toujours disposés à laisser transparaître les détails de leurs ventes et de leurs achats.<sup>25</sup> Vu les difficultés liées à la recherche des sources statistiques et notre objectif de vérifier les effets des transferts d'armes plutôt que le nombre exact d'armes transférées, il faut préciser que pour cette étude nous avons utilisé davantage les données de l'Institut international des recherches pour la paix de Stockholm (SIPRI) et de la U.S. Arms Control and Disarmament Agency (ACDA) traitées d'ailleurs par d'autres auteurs.

### a. Institut International des Recherches pour la Paix de Stockholm

L'Institut International des Recherches pour la paix de Stockholm (SIPRI) publie chaque année la circulation des principaux armements vers le tiers monde, avec une liste détaillée des principaux systèmes d'armes qui sont commandés ou sur le point d'être livrés. Dans ses données SIPRI ne prend en considération

---

<sup>24</sup> - Edward T. FEI, "Understanding Arms Transfers and Military Expenditures. Data Problems", dans Stephanie G. NEUMAN et Robert E. HARKARY, Arms Transfers in the Modern World, Praeger, 1979, p. 2

<sup>25</sup> - Keith KRAUSE, Le commerce international des armes, 1989, p. 2

que les livraisons majeures comme les tanks, les véhicules blindés légers, les avions militaires, les navires de guerre ainsi que des missiles. Les statistiques provenant de cet institut reposent sur des sources publiques comme des publications gouvernementales officielles, la presse et les revues spécialisées. Les Américains sont la première référence pour les statistiques de SIPRI avec leurs publications officielles émanant de divers organismes, comme le Department of State Congressional Research Service, la Arms Control and Disarmament Agency et le Central Intelligence Agency, SIPRI est donc consciente des limites de ses données.<sup>26</sup>

It should be stressed that SIPRI relies on open sources only, above all on a wide range of Western sources, the possible bias of which cannot be discounted. Furthermore, these Western sources are surrounded by varying degrees of secrecy as well, meaning that details on methodology and method are often not revealed [...]. Clearly, all independent evaluation is by necessity subjective and subject to margins of error. However, in the absence of more detailed information by either side there can be no substitute for independent analytical judgements. The usual caveat applies : all statistics in this research independent of source, should be treated with extreme care and caution.<sup>27</sup>

---

<sup>26</sup> - Christian CATRINA, Arms Transfers and Dependence, pp. 10-11, Keith KRAUSE, «Le commerce international des armes: problèmes et perspectives», 1987, p. 49, Keith KRAUSE, «Le commerce international des armes», 1989, p. 2

<sup>27</sup> - SIRPI Yearbook 1990, World Armaments and Disarmament, SIPRI, Stockholm International Peace Research Institute, Oxford University Press, 1990, p. 167

b. U.S. Arms Control and Disarmament Agency

L'autre grande source pour les statistiques sur le transfert d'armes est la US Arms Control and Disarmament Agency (ACDA), un organisme gouvernemental américain qui publie la valeur en dollars du commerce des armes pour chaque année et par pays. Puisque ACDA prend en considération toutes les livraisons militaires tel que nous l'avons mentionné ci-dessus, les statistiques de cet organisme sont plus considérables que celles de SIPRI. Par contre ses sources proviennent d'agences américaines comme la CIA qui se base souvent sur des rapports d'espionnage et l'interprétation de photos satellite; il est donc difficile de savoir si les données sont fiables. Comme on est renseigné souvent en retard et de façon irrégulière, les données concernant les livraisons pour une année ont tendance à croître à mesure que le temps passe.<sup>28</sup> Les statistiques pour une année précise sont donc sujettes à révision.<sup>29</sup>

---

<sup>28</sup> - Laure DESPRÈS, «Les ventes d'armes de l'URSS et des six pays socialistes européens aux pays en voie de développement», dans Marie LAVIGNE, Les relations est-sud dans l'économie mondiale, Economica, Paris, pp. 65, 86, 90, Christian CATRINA, Arms Transfers and Dependence, pp. 8-11, Keith KRAUSE, «Le commerce international des armes», 1989, p. 2, Keith KRAUSE, «Le commerce international des armes problèmes et perspectives», p. 49

<sup>29</sup> - Edward T. FEI, Understanding Arms Transfers and Military Expenditures, p. 30

### c. Difficultés particulières pour l'U.R.S.S.

Ce domaine d'étude est particulièrement difficile pour l'Union soviétique puisque ce pays ne publiait pas jusqu'à tout récemment de données chiffrées sur les armes transférées. Comme le souligne Edward T. Fei, lorsque les informations sont difficiles à obtenir comme dans le cas des pays communistes, la valeur des armes exportées peut être révisée à la hausse pour plusieurs années à mesure que les informations deviennent disponibles.<sup>30</sup> SIPRI base ses estimations sur le budget de défense soviétique et sur un différent calcul du taux de change. ACDA fait une estimation des prix comparativement à ce qui se passe aux États-Unis. Les estimations de SIPRI ne sont susceptibles de changer que lorsqu'il y a une annonce dans le budget soviétique. Mais ACDA demeure une plus grande source pour montrer les changements dans les dépenses soviétiques. Selon Edward T. Fei, entre 1970 et 1977 SIPRI montre un déclin des dépenses militaires Soviétiques, alors qu'ACDA accuse une hausse de 30 % des dépenses militaires.

... the data should be used with caution; the analyst should not attempt to be too subtle in wringing out nuances of meaning from the data since the numbers are subject to both error and revision. Finally, other sources of information should if possible, be used in conjunction with data on arms transfers or military expenditures. Multiple streams of evidence can be used by the analyst to increase or decrease one's confidence in one's findings.<sup>31</sup>

---

<sup>30</sup> - Edward T. FEI, Understanding Arms Transfers and Military Expenditures, p. 39

<sup>31</sup> - Ibid, p. 46

C'est seulement en 1989 que l'U.R.S.S. a publié pour la première fois des données officielles sur la question. Mais ceci ne nous empêchera pas d'étudier l'Union soviétique puisque les données fournies par SIPRI et l'ACDA, pour les années précédentes sont relativement complètes.<sup>32</sup>

### 9. Phases du transfert d'armes

Comme le transfert se fait normalement en deux phases, en premier lieu l'accord ou la promesse de fournir des équipements militaires et en deuxième lieu, la livraison de ces derniers, nous avons choisi de ne prendre en considération que les armes qui ont été livrées.<sup>33</sup>

### 10. Mode de paiement

Nous devons également prendre en considération les modes de paiement, car les armes peuvent être transférées gratuitement, à crédit, par argent comptant, ou même par troc. Mais comme le souligne Christian Catrina dans Arms transfers and dependence, souvent les arrangements financiers demeurent inconnus rendant impossibles la détermination du prix réel. ACDA et SIPRI calculent les livraisons à l'aide de prix fictifs, qui sont en fait basées sur les coûts de production occidentaux. Il faut souligner que ACDA et SIPRI traitent seulement des ventes d'armes entre

---

<sup>32</sup> - Laure DESPRÈS, «Les ventes d'armes de l'URSS et des six pays socialistes européens...», p. 85

<sup>33</sup> - Mark KRAMER, Soviet Arms Transfers to the Third World, p. 52

gouvernements, on y exclu les transactions faites sur le marché noir et les ventes aux mouvements de guérilla ou de libération nationale.<sup>34</sup>

### G. Utilité de la recherche

Les démarches entreprises pour vérifier notre hypothèse confirmeront que la présence soviétique dans le tiers monde est surtout liée aux objectifs propres à une grande puissance qui sont : d'assurer les ressources nécessaires à sa sécurité nationale, cette sécurité étant liée dans une période de guerre froide à l'objectif de limiter les actions américaines, à un combat contre le dit impérialisme des États-Unis et à la limitation de l'influence chinoise dans un combat pour le leadership du monde communiste. En somme, les Soviétiques n'ont pas fourni d'armes seulement là où le régime en place partage son idéologie marxiste-léniniste. Notre recherche nous permettra d'affirmer que les Soviétiques fournissent une assistance militaire à divers pays sans tenir compte de l'orientation idéologique de ces derniers. La question sous étude mérite d'être étudiée à la lumière des événements récents, soit la prise de position des Soviétiques en faveur de la paix et du désarmement, ainsi que le démantèlement de l'Union soviétique.

Notre thèse se veut utile sur le plan théorique puisqu'elle permet de voir au-delà du discours américain de l'anti-communisme.

---

<sup>34</sup> - Christian CATRINA, Arms transfers and Dependence, pp. 10-11, DESPRÈS, Les ventes d'armes de l'URSS et des six pays socialistes européens..., pp. 86, 90.

Elle donne la possibilité au lecteur de saisir les nuances de la politique extérieure soviétique et ainsi de mieux comprendre les raisons qui sous-tendent les actions soviétiques à la fin de son hégémonie. En s'attardant à des facteurs autres que simplement idéologiques, comme le facteur commercial et les facteurs motivant les grandes puissances traditionnelles, notre étude donne au lecteur la possibilité de prévision de la situation politique de l'ex-U.R.S.S. surtout pour la Russie et l'Ukraine, en regard des politiques militaires classiques.

## PREMIER CHAPITRE

### HISTORIQUE DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE SOVIÉTIQUE

Le but principal de notre étude étant de faire une analyse critique de l'expansion soviétique au tiers monde, nous vous proposons donc de situer d'abord par un bref historique, la politique extérieure soviétique depuis 1917. Ce retour en arrière nous aidera à voir les activités de l'U.R.S.S. sur la scène internationale et ses tendances à s'orienter vers l'expansionnisme. Ceci nous amènera à comprendre le rôle qu'occupe les pays du tiers monde dans la politique extérieure soviétique et ainsi voir pourquoi une analyse de la politique d'assistance militaire est essentielle pour mettre à l'épreuve notre hypothèse sur les objectifs de la politique internationale soviétique.

Cet historique est divisé en sept périodes selon les intentions et les pratiques de la présence soviétique dans le monde. Comme nous l'avons indiqué dans notre introduction, on observe, lors de la première période après l'échec de l'expansion de la révolution communiste à l'échelle mondiale la formule lancée par Staline qui est celle du socialisme dans un seul pays, soit l'Union soviétique. Avec la deuxième guerre mondiale, la deuxième période de la politique extérieure soviétique fut l'expansion du socialisme aux régions limitrophes, c'est-à-dire en Europe de l'Est et dans les Balkans. La troisième période est caractérisée par la formule d'Andrei Jdanov celle de deux mondes, deux camps c'est-à-dire le camp impérialiste et le camp communiste. La quatrième période, bien qu'elle ne fut pas l'oeuvre des actions soviétiques

marque l'établissement du socialisme en Asie par la révolution chinoise de 1949. Cette période est surtout importante de par les réactions négatives en occident contre l'expansionnisme communisme. La cinquième période débute avec la formule des trois mondes de Nikita Khrouchtchev : socialisme, capitalisme impérialisme et le tiers monde qui signifie la troisième voie. Entre 1964 et 1983 on assiste sous Brejnev, à la sixième période de la présence soviétique dans le monde, où l'U.R.S.S. a entrepris un grand nombre d'interventions et d'actions sur la scène internationale. C'est précisément cette période qui est l'objet de notre étude empirique. En 1983, avec la mort de Brejnev, on assiste à la septième et dernière période de la politique extérieure soviétique, celle de la nouvelle pensée et ouverture de Gorbatchev.

## A. Première période de la politique extérieure soviétique

### 1. Brest-Litovsk

La première période débute par la prise du pouvoir par Lénine et les Bolcheviks lors de la révolution russe. Lénine croyait que les Bolcheviks pourraient conserver le pouvoir en mettant fin immédiatement à la guerre ainsi qu'à l'expansion de la révolution socialiste aux autres pays.<sup>1</sup> La paix serait ainsi assurée par des

---

<sup>1</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale de 1917 à nos jours, Armand Colin Collection, Paris, 2<sup>e</sup> édition refondue et augmentée, 1987, p. 34, Adam ULAM, Expansion and Coexistence, The History of Soviet Foreign Policy : 1917-1967, Frederick A. Praeger, Publishers, New York, Washington, 1986, p. 53, Paul MARANTZ, De Lénine à Gorbatchev: L'évolution des perspectives soviétiques sur les relations est-ouest, Les Cahiers de l'Institut. Institut Canadien pour la paix et la sécurité internationale. Mai 1988, p. 13, pp. 17-18

révolutions socialistes surtout chez les nations industrielles avancées. Le régime bolchevik décida alors sans se soucier des gouvernements de demander aux masses travailleuses, aux prolétariats des trois nations dirigeantes en guerre soit l'Angleterre, la France et l'Allemagne, de faire la révolution. Le 3 mars 1918 les Bolcheviks signèrent le traité de paix avec l'Allemagne à Brest-Litovsk.<sup>2</sup> Ce traité de paix demandait à la classe ouvrière de France, d'Angleterre et d'Allemagne de s'unir pour mettre fin à la guerre par la révolution.<sup>3</sup>

Selon Adam Ulam, ce traité mit fin au rêve Bolchevik d'une révolution mondiale, car en signant ce traité de paix, ces derniers auraient fait le choix de sauver le premier État socialiste, même au risque de dissoudre le rêve d'une révolution socialiste mondiale. Dès Brest-Litovsk, certains théoriciens ont jugé que l'Union soviétique avait abandonné son idéal révolutionnaire pour son intérêt national,<sup>4</sup> et qu'à partir de cette période le gouvernement soviétique aurait accepté de jouer le rôle traditionnel de la diplomatie en acceptant la coexistence de son régime avec le capitalisme.<sup>5</sup> Par contre, pour certains Bolcheviks dont Trotsky, commissaire aux relations étrangères et négociateur

---

<sup>2</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 36

<sup>3</sup> - Ibid, pp. 32-33, Adam ULAM, Expansion and Coexistence, The History of Soviet Foreign Policy : 1917-1967, pp. 52-53; Paul MARANTZ, De Lénine à Gorbatchev: L'évolution des perspectives soviétiques sur les relations est-ouest, p. 17

<sup>4</sup> - ULAM, op. cit, pp. 36, 75

<sup>5</sup> - Ibid, p. 76

de la paix à Brest-Litovsk, la révolution en Europe apparaissait comme une certitude, et il affirmait qu'une révolution mondiale avait débuté avec la Russie soviétique. Trotsky qui avait retiré les troupes russes de la guerre avec sa formule ni paix ni guerre, croyait que l'offensive allemande provoquerait une vague révolutionnaire en Allemagne.<sup>6</sup> Un exemple de l'expansion de la révolution mondiale fut la Georgie. Après la guerre civile, les diverses nationalités de la région transcaucasienne retombent dans l'orbite soviétique sauf la Georgie, où les dirigeants avaient réussi à établir une république indépendante reconnue par le gouvernement soviétique. La Georgie avait libéré les prisonniers communistes qui avaient préparé le terrain à une invasion de l'Armée rouge en 1921.<sup>7</sup> Ailleurs, quelques tentatives de révolution ont été tentées, par exemple à la fin de mars 1919 il y eut proclamation de la république soviétique de Hongrie qui ne vécut pas plus que quatre mois. Par la suite, on a assisté à la création en Bavière d'une autre république soviétique qui survécut un mois seulement. Au mois d'août de 1921 les Polonais repoussèrent hors de leur pays les forces de l'Armée rouge qui sous les ordres de Lénine avait l'objectif de reconquérir le plus de territoire possible de l'ancienne Russie tsariste au nom du socialisme. Un armistice fut déclaré en octobre et le traité de Riga qui

---

<sup>6</sup> - Adam ULAM, Expansion and Coexistence..., pp. 54-55, pp. 75, 112, 122, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 35

<sup>7</sup> - ULAM, op. cit., p. 110

établissait les frontières entre la Pologne et l'Union soviétique fut signé en mars 1921.<sup>8</sup>

## 2. Le socialisme dans un seul pays

Après l'échec de l'expansion de la révolution communiste à l'échelle mondiale, on observe la formule lancée par Lénine et Staline, celle du socialisme dans un seul pays, c'est-à-dire l'Union soviétique. Elle vise à assurer par la paix et la stabilité internationale, sa survivance sur le plan politique et économique.<sup>9</sup> Comme la révolution en Union soviétique était la seule victoire du mouvement communiste, la survie de cet État devenait très importante.<sup>10</sup>

La justification de Brest-Litovsk invoquée par Lénine à savoir la nécessité absolue de sauver le premier État socialiste envers et contre tout, a jeté les premiers germes du socialisme dans un seul pays. L'absence d'une révolution mondiale comme conséquence de la révolution russe et le maintien de l'État soviétique dans un environnement international hostile a aussi posé le problème de la contradiction possible entre les intérêts de l'État soviétique et ceux du prolétariat et du mouvement révolutionnaire international.<sup>11</sup>

- 
- <sup>8</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., pp. 41-45, Adam ULAM, Expansion and Coexistence, pp. 71-77, pp. 93-109
- <sup>9</sup> - Ibid, pp. 118-119, pp. 128, 133, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 55
- <sup>10</sup> - Ibid, p. 66, Paul MARANTZ, De Lénine à Gorbatchev..., p. 14, pp. 18-21
- <sup>11</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., op. cit., p. 37

### 3. Staline au pouvoir

À la mort de Lénine, Staline vit sa position assurée à la tête du parti à la fin de 1927.<sup>12</sup> Avec Staline le mouvement communiste se trouve orienté vers un rôle d'expansion du pouvoir de l'Union soviétique, qui visait la promotion et la défense des intérêts de cet État.<sup>13</sup> Derrière cette théorie, se trouvait l'idée qu'en se développant, l'U.R.S.S. deviendrait le pays à partir duquel s'étendrait la révolution mondiale.<sup>14</sup>

Pendant cette première période au milieu des années trente, l'orientation du régime socialiste qui prônait la lutte contre le capitalisme, a dû donner préséance à l'écrasement du fascisme puisque les dirigeants Soviétiques réalisaient qu'une guerre en territoire soviétique pouvait amener un renversement de leur régime.<sup>15</sup>

---

<sup>12</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 84

<sup>13</sup> - Adam ULAM, Expansion and Coexistence..., pp. 144, 181, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., op. cit., pp. 88-89

<sup>14</sup> - Ibid, p. 90, Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, «La pénétration soviétique au Moyen-Orient», sous la dir. de Pierre KENDE et al. Le Système communiste : un monde en expansion, 1982, p. 189

<sup>15</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., op. cit., p. 98, Adam ULAM, Expansion and Coexistence..., p. 135, Paul MARANTZ, De Lénine à Gorbatchev..., pp. 21, 28, 45.

## B. Deuxième période de la politique extérieure soviétique

### 1. La deuxième guerre mondiale et l'expansion du socialisme dans les régions limitrophes.

La deuxième étape de la politique extérieure soviétique débute avec la deuxième guerre mondiale et l'expansion du socialisme dans les régions limitrophes, soit les Balkans et l'Europe de l'Est. On assista dans des pays comme la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, et la Bulgarie, à la prise du pouvoir des communistes avec l'aide de la Russie et de l'Armée rouge.<sup>16</sup> En Yougoslavie et en Tchécoslovaquie ce furent les communistes locaux qui prirent le pouvoir. Le 21 novembre 1943, Tito constitua un comité de libération nationale et les communistes commencèrent à recevoir une aide régulière des Anglais et des Américains à laquelle devait s'ajouter de l'aide soviétique à partir d'avril 1944, qui consistait en des avions et du matériel de guerre. Des élections eurent lieu le 11 novembre 1945 et 90,48 % des voix allèrent au front populaire de Tito.<sup>17</sup>

---

<sup>16</sup> - Adam ULAM, Expansion and Coexistence..., pp. 355, 363, 420, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., pp. 124, 127, 142, Paul KENNEDY, The Rise and Fall of the Great Powers, p. 465, 469, André FONTAINE, Histoire de la Guerre Froide..., Tome 1, p. 383, Miklos MOLNAR, «La révolution importée : Europe de L'Est (1944-1948)» sous la dir. de Pierre KENDE et al. Le système communiste : un monde en expansion, Institut français des relations internationales, 1982, p. 36, James A. NATHAN & James K. OLIVER, United States Foreign policy and World Order, Hélène CARÈRE D'ENCAUSSE, «La pénétration soviétique au Moyen-Orient», dans Le système communiste un monde en expansion, p. 190

<sup>17</sup> - François FEJTO, Histoire des démocraties populaires, Editions du Seuil, nouvelle édition 1969, Tome 1, L'ère Staline, pp. 49-70

En Tchécoslovaquie, le gouvernement provisoire de Benès, reconnu en 1940 par la Grande-Bretagne, avait conclu un accord politique avec les communistes qui entrèrent au Conseil national, c'est-à-dire le parlement en exil. Suite à un accord conclu en 1941 entre la Tchécoslovaquie et l'U.R.S.S., l'Armée rouge devait remettre, lors de son avance en Tchécoslovaquie, l'administration des territoires libérés aux représentants du gouvernement de Londres. Au moment de sa libération, la Tchécoslovaquie était presque complètement aux mains des communistes; la seule force organisée. En mars 1945, le gouvernement a été formé avec les représentants des quatre grands partis : le parti de Benès populiste et socialiste-nationaux, le social-démocrate et le communiste tchèque, et deux partis slovaques démocrate et communiste. Ces partis signèrent un programme prévoyant une politique étrangère basée sur l'alliance avec l'U.R.S.S. et sur l'amitié des peuples slaves de l'Est, mais n'excluant pas des relations amicales avec les puissances occidentales. Ce gouvernement provisoire comprenait huit communistes parmi vingt-cinq ministres. En 1946, la Tchécoslovaquie tenu des élections où le Parti communiste conquis près de 40 % des suffrages ce qui entraîna la formation d'un gouvernement pluraliste.<sup>18</sup>

---

<sup>18</sup> - Miklos MOLNAR, «La révolution importée...», sous la dir. de Pierre KENDE, Le Système communiste..., p. 43, Francois FEJTO, Histoire des démocraties populaires, tome 1, pp. 77-84, André FONTAINE, Histoire de la guerre froide, Tome 1 pp. 222, 343, 399, 403, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., pp. 124, 130, 133, 139, Adam ULAM, Expansion and Coexistence..., pp. 345, 351, 355, pp. 421-422, Paul KENNEDY, The Rise and Fall of the Great Powers, p. 486

## 2. Incompatibilité des ambitions soviétiques et américaines

L'accession au pouvoir des communistes dans les pays de l'Est visait à rendre cette partie du monde vitale à la sécurité de l'Union soviétique tout à fait imperméable aux influences extérieures,<sup>19</sup> puisqu'avec la fin de la deuxième guerre mondiale, on observe un retour au réalisme politique, c'est-à-dire à l'incompatibilité des ambitions soviétiques et américaines.<sup>20</sup> Cette incompatibilité fut surtout marquée par les problèmes au sujet de la frontière polonaise. Ainsi sous l'accord Molotov-Ribbentrop, l'Union soviétique avait occupé une grande partie de la Pologne. Les Polonais de Londres voulaient s'assurer que les frontières polonaises d'avant 1939 seraient rétablies lors de la victoire des alliés. Les Soviétiques parlaient de restaurer la Pologne ethnique, soit d'une Pologne ou ces régions seraient annexées à l'U.R.S.S., indiquant dans leur communiqué qu'ils considéraient leur acquisition aux dépens de la Pologne en 1939, comme partie intégrante de l'Union soviétique. L'Union soviétique appuyait alors l'Union des Polonais patriotes, organisation communiste rivale du gouvernement polonais en exil.

À la Conférence de Téhéran en novembre 1943, il fut décidé de donner à l'Union soviétique les territoires désirés, avec compensation pour la Pologne de territoires allemands. En janvier

---

<sup>19</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., pp. 135, 149, Adam ULAM, Expansion and Coexistence..., p. 457, Paul KENNEDY, The Rise and Fall of the Great Powers, pp. 480-481

<sup>20</sup> - André FONTAINE, Histoire de la guerre froide..., p. 302

1944, un communiqué officiel soviétique indiqua que les frontières à l'ouest de l'U.R.S.S. seraient celles de la ligne Curzon, soit la frontière du Pacte Molotov-Ribbentrop. Ce tracé attribuait à l'U.R.S.S. les territoires orientaux habités par une majorité d'Ukrainiens. Staline suggérait que la Pologne fut dédommagée à l'ouest par l'attribution de la Prusse orientale de Dantzig, de la Silésie d'Opole pour les territoires perdus au profit de l'U.R.S.S..<sup>21</sup>

À Postdam, en 1945 on fit un règlement provisoire où en attendant le règlement définitif, on confiait à la Pologne l'administration des anciens territoires germaniques situés à l'est d'une ligne allant de la mer Baltique immédiatement à l'ouest de Swinemunde suivant l'Oder jusqu'au confluent de la Neisse occidentale, et longeant cette rivière jusqu'à la frontière Tchécoslovaque.<sup>22</sup> On assiste en conséquence aux États-Unis, à l'établissement d'une politique d'endiguement du communisme qui visait d'abord l'Union soviétique, en accordant aux pays d'Europe de l'Ouest une aide économique par le Plan Marshall et une assistance militaire par la formation de l'OTAN en 1949.<sup>23</sup>

---

<sup>21</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., pp. 114-115, Adam ULAM Expansion and Coexistence..., pp. 280-287, p. 297, pp. 320-322, pp. 331-332, pp. 340-344, pp. 352-360, pp. 374-378, pp. 392-393, Paul KENNEDY, The Rise and Fall of the Great Powers, p. 481

<sup>22</sup> - François FEJTO, Histoire des démocraties populaires, pp. 34-46, p. 107.

<sup>23</sup> - Paul KENNEDY, The Rise and Fall of the Great Powers, pp. 484, 488, James NATHAN et James K. OLIVER, United States Foreign Policy and World Order, pp. 67-68, pp. 71, 75, 81, 87, 127, Adam ULAM, Expansion and Coexistence..., pp. 423, 499, 431,

## C. Troisième période de la politique extérieure soviétique

### 1. Guerre Froide - Division du monde en deux camps

L'expansion du socialisme vers les pays de l'Est mena à une nouvelle formulation de la doctrine soviétique par le modèle de la division du monde entre deux camps, lancée en 1948 par André Jdanov. Ainsi, une troisième période commence avec l'orientation de la politique extérieure soviétique vers une politique binaire, c'est-à-dire une politique dirigée vers le monde du socialisme, l'autre vers le monde impérialisme.<sup>24</sup> Plus spécifiquement :

... Jdanov affirmait que le monde se divisait désormais en deux camps. Il s'agissait d'une part du camp impérialiste dominé par les États-Unis qui cherchait à s'assurer l'hégémonie mondiale. [...] Le camp impérialiste avait d'autre part son antithèse, le camp anti-impérialiste, dont la base est constituée par l'U.R.S.S. et les pays de démocratie nouvelle. Il s'agissait du futur camp socialiste [...] Jdanov affirmait que dans le camp anti-impérialiste «le rôle dirigeant revient à l'U.R.S.S.»<sup>25</sup>

Cette période de coexistence entre deux mondes différents fut appelé la «guerre froide», qui se définit comme la distribution du pouvoir mondial entre deux blocs ayant des objectifs et des idéaux différents.<sup>26</sup>

---

pp. 496-497, Raymond ARON, République impériale, Les États-Unis dans le monde: 1945-1972, Calman Lévy, 1973, France, p. 61, André FONTAINE, Histoire de la guerre froide..., p. 388

<sup>24</sup> - Adam ULAM, Expansion and Coexistence..., p. 449

<sup>25</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 134

<sup>26</sup> - ULAM, Expansion and Coexistence..., op. cit., pp. 409, 418, 437, 449, James A. NATHAN & James K. OLIVER, United States Foreign Policy and World Order, pp. 56, 81, 101, Paul MARANTZ, De Lénine à Gorbatchev..., pp. 23-24, p. 27, pp. 29-30,

## D. Quatrième période de la politique extérieure soviétique

### 1. Établissement du socialisme en Chine

La quatrième période de l'expansion du socialisme dans le monde fut marquée par la révolution chinoise en 1949,<sup>27</sup> la création du Cominform, ainsi que la guerre de Corée, cristallisation de la guerre froide. L'avènement de la Chine populaire bien qu'elle ne fut pas l'oeuvre des soviétiques vit une redistribution de l'équilibre des forces en Asie de l'Est, ce qui voulait dire que les révolutionnaires communistes avaient eu aussi un modèle. La Chine permettait à l'Union soviétique de limiter au minimum sa présence en Asie, réduisant les risques soviétiques.<sup>28</sup> Même si l'U.R.S.S. n'a pas contribué à la prise de pouvoir des communistes de Mao en Chine, cette dernière accepta que ses intérêts soit subordonnés à ceux du «Fatherland of Socialism».<sup>29</sup> Cette période est surtout importante de par les réactions négatives en occident contre l'expansionnisme communisme. Ces événements, ainsi que l'explosion de la première bombe atomique soviétique, ont

---

p.46

- <sup>27</sup> - Adam ULAM, Expansion and Coexistence..., p. 419, p. 471, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., pp. 143-144, Thai Quang TRUNG, «L'Asie de l'Est dans la stratégie globale de l'URSS», sous la dir. Pierre KENDE et al. Le système communiste un monde en expansion, Institut français des Relations Internationales, 1982, p. 84, James A NATHAN & James K. OLIVER, United States Foreign Policy and World Order, p. 81
- <sup>28</sup> - André FONTAINE, Histoire de la guerre froide, Tome 1, p. 392, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., op. cit., p. 151, ULAM, op. cit., p. 514
- <sup>29</sup> - Ibid, pp. 483, 485, LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., op. cit., pp. 145-146

intensifié cette volonté de la politique américaine de contenir le communisme.<sup>30</sup> À cette époque, l'U.R.S.S. avait comme priorité d'éviter toute confrontation avec les États-Unis en ce qui concernait la Chine.<sup>31</sup> Également l'U.R.S.S. ne voulait pas que la Chine devienne co-dirigeante du mouvement communiste, puisqu'elle avait elle aussi comme objectif, la consolidation de son pouvoir comme maître de l'idéologie communiste à l'échelle mondiale. L'Union soviétique était également centrée sur l'objectif de la consolidation de son contrôle sur les nouveaux satellites et sur la destruction de ceux qui s'opposaient à son aspiration à l'hégémonie mondiale. Ainsi la révolution socialiste en Chine était moins importante pour la stratégie soviétique.<sup>32</sup>

## 2. Création du Cominform

À l'été 1947, l'Union soviétique avait décidé de créer une nouvelle organisation, le Cominform, pour que les partis communistes puissent échanger de l'information et comparer leurs expériences. Le Cominform unirait les satellites européens et les

---

<sup>30</sup> - Thai Quand TRUNG, «L'Asie de l'Est dans la stratégie globale....», sous la dir. Pierre KENDE et al. Le Système communiste..., p. 84, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., pp. 144, 151, Adam ULAM, Expansion and Coexistence..., pp. 470-471, pp. 484, 497, James A. NATHAN & James K. OLIVER, United States Foreign Policy and World Order, pp. 101, 104, 112,

<sup>31</sup> - LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., op. cit., p. 148

<sup>32</sup> - André FONTAINE, Histoire de la guerre froide, Tome 1, p. 442, James A. NATHAN & James K. OLIVER United States Foreign Policy and World Order, p. 106, LÉVESQUE L'URSS et sa politique internationale..., op. cit., p. 152

partis communistes français et italiens à l'exception de l'Albanie dominé à cette époque par la Yougoslavie. En fait le Cominform servait à couvrir la direction de l'Union Soviétique en matière de politique étrangère relative au communisme par l'Union soviétique. L'U.R.S.S. a omis d'inviter le parti communiste chinois à se joindre au Cominform, car Staline voulait être le seul à exercer l'autorité à la tête du mouvement ouvrier international. Staline préférait que les dirigeants des satellites doivent leur pouvoir à Moscou et au maintien de l'Armée rouge, et qu'ils soient trop faibles pour songer à contester ses ordres.<sup>33</sup>

### 3. La guerre de Corée

Lors de la guerre de Corée qui débuta en 1950, on vit la Chine jouer un rôle prépondérant, ce qui a permis à l'U.R.S.S. d'avoir une place secondaire.<sup>34</sup> On assiste donc pour la première fois à une confrontation militaire entre les deux systèmes. Selon les faits, le 25 juin 1950 l'armée de la Corée du Nord aurait franchit

---

<sup>33</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., pp. 146-152, Adam ULAM, Expansion and Coexistence..., pp. 459-461, pp. 485-486, André FONTAINE, Histoire de la guerre froide, Tome 1, p. 441

<sup>34</sup> - Harrison SALISBURY, Chine-URSS : La guerre inévitable, Editions Albin-Michel, Paris, 1970, pp. 149-150; Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, «Aux origines du conflit», Revue française de science politique, décembre 1970, p. 1196, Adam ULAM, Expansion and Coexistence..., pp. 525, 528, 530, James A. NATHAN & James K. OLIVER, United States Foreign Policy and World Order, op cit., pp. 140, 157, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., pp. 154-155

le 38° parallèle en direction de la Corée du Sud.<sup>35</sup> En guise de protestation contre la non-reconnaissance du gouvernement de Mao, l'U.R.S.S. était absente du Conseil de Sécurité de l'O.N.U., les États-Unis purent faire condamner la Corée du Nord et créer un commandement sous l'égide des Nations-Unies pour empêcher la Corée du Sud de tomber sous le règne communiste, appliquant ainsi la ligne de l'endiguement.<sup>36</sup> À la fin de novembre 1950, les troupes américaines atteignirent la frontière sino-coréenne.<sup>37</sup> Mais ce furent les troupes chinoises qui sont intervenues pour sauver la Corée.<sup>38</sup> La paix fut signée en juillet 1953.<sup>39</sup> Même aujourd'hui, plusieurs hypothèses pertinentes pour fin d'analyse de la volonté expansionniste soviétique sont lancées afin d'expliquer cette guerre.

---

<sup>35</sup> - Adam ULAM, Expansion and Coexistence, pp. 517-518, p. 521, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., pp. 74, 153, André FONTAINE, Tome 2, Histoire de la guerre froide, pp. 13, 20, James A. NATHAN & James K. OLIVER, United States Foreign Policy and World Order, pp. 113, 125, Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, «AUX origines du conflit...», p. 1196,

<sup>36</sup> - ULAM, Expansion and Coexistence, op. cit., p. 521, FONTAINE, Tome 2, op. cit., pp. 20, 22, 24, James A. NATHAN & James K. OLIVER op. cit., pp. 121-122, p. 126, Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, «AUX origines du conflit», op. cit., p. 1183, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., op. cit., p. 154

<sup>37</sup> - Ibid., p. 155

<sup>38</sup> - ULAM, op. cit., pp. 528, 530, André FONTAINE, op. cit., Tome 2, p. 25, pp. 31-32

<sup>39</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., op. cit., p. 163

### a. Trois hypothèses sur la guerre de Corée

La première hypothèse présentée pour expliquer ce conflit est que l'Union soviétique mettait en oeuvre son plan général d'expansion communiste.<sup>40</sup> Une autre interprétation veut que l'U.R.S.S., désirant conserver son image de chef de file du monde communiste face à un Mao plus révolutionnaire et militant qu'elle, ait poussé ce conflit pour conserver son pouvoir sur le militantisme communiste.<sup>41</sup> Selon plusieurs spécialistes des questions soviétiques et chinoises, la Chine était trop faible à cette époque pour souhaiter s'engager dans un combat militaire à l'extérieur de son pays.<sup>42</sup> Cependant elle y aurait été contrainte malgré elle lorsque Staline ne voulant pas voir l'arrivée d'un rival aussi puissant que la Chine, aurait voulu le prendre dans un étau pour forcer Mao à obéir à ses ordres.<sup>43</sup> Une dernière hypothèse, veut que la Corée du Nord ait décidé d'attaquer compte tenu de la chance que la situation régionale en Corée du Sud lui offrait, sans que l'U.R.S.S. y ait eu vraiment son mot à dire. Selon Hélène Carrère d'Encausse, ceci aurait été le premier exemple

---

<sup>40</sup> - Adam ULAM, Expansion and Coexistence, p. 518, Thai Quang TRUNG, «L'Asie de l'Est dans la stratégie globale...», sous la dir. de Pierre KENDE et al. Le système communiste..., p. 84, Harrison SALISBURY, Chine-URSS : La guerre inévitable, p. 141, Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, «Aux origines du conflit»..., p. 1184

<sup>41</sup> - Ibid, p. 1185

<sup>42</sup> - ULAM, op. cit., p. 518, Hélène Carrère D'ENCAUSSE, «Aux origines du conflit» op. cit., p. 1185

<sup>43</sup> - Harrison SALISBURY, Chine-URSS : La guerre inévitable, pp. 143, 148,

de conflits où les grandes puissances peuvent être entraînées malgré leur volonté par les petits États qui sont sous leur égide.<sup>44</sup>

#### 4. Formation du Pacte de Varsovie

Après le décès de Staline en 1953,<sup>45</sup> on observe la formation du Pacte de Varsovie en 1955,<sup>46</sup> une organisation militaire commune de tous les pays de l'Est sous l'égide d'un général soviétique. Ceci était la dernière action selon la conception du monde de Staline. Ce traité, signé le 14 mai 1955 comprenait un pacte «d'amitié, de coopération et d'aide mutuelle.» Cette alliance se trouvait à légaliser la présence des troupes soviétiques dans les pays d'Europe de l'Est en réponse à l'intégration de l'Allemagne de l'Ouest au sein de l'OTAN sous les accords de Paris d'octobre 1954; les Soviétiques considérant l'OTAN avec l'Allemagne comme membre comme une menace directe pour eux.<sup>47</sup>

---

<sup>44</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, «Aux origines du conflit»..., p. 1186, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 153

<sup>45</sup> - André FONTAINE, Histoire de la guerre froide, Tome 2, p. 161, Adam ULAM, Expansion and Coexistence..., p. 538, Paul MARANTZ, De Lénine à Gorbatchev..., p. 34

<sup>46</sup> - Raymond ARON, Paix et guerre entre les nations, p. 422, ULAM, op. cit., p. 559, LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., op. cit., pp. 166-167, FONTAINE, tome 2, op. cit., p. 143

<sup>47</sup> - ULAM, Expansion and Coexistence, op. cit., pp. 497-506, pp. 535, p. 545, pp. 557-559, François FEJTO, Histoire des démocraties populaires, pp. 52-58, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., op. cit., p. 167, James A. NATHAN et James K. OLIVER, United States Foreign Policy and World Order, p. 81

## E. Cinquième période de la politique extérieure soviétique

### 1. Khrouchtchev : Le tiers monde et la troisième voie

Avec l'arrivée au pouvoir de Nikita Khrouchtchev débute la cinquième période de pénétration soviétique dans le monde, grâce à la formule amenée par ce dernier sur l'existence de trois mondes : le monde du socialisme, le monde du capitalisme, et le tiers monde, qui devient la troisième voie. À la fin des années cinquante, suite à la décolonisation et à la faiblesse des anciennes puissances coloniales telle la France et la Grande-Bretagne, le tiers monde est devenu le théâtre des actions soviétiques et américaines.<sup>48</sup> Après la réunion des pays du tiers monde à Bandoung en 1955, on observe une nouvelle orientation de la politique extérieure de l'U.R.S.S. qui passe du régionalisme, une politique dirigée vers l'Europe de l'Est, à une politique dirigée vers le tiers monde. Khrouchtchev voyait le potentiel de la pénétration soviétique dans ces pays qui rejetaient le modèle colonial et cherchaient à trouver leur propre voie.<sup>49</sup> Sous Staline les pays du tiers monde se voyaient attribuer une place dans le camp

---

<sup>48</sup> - Paul KENNEDY, The Rise and Fall of the Great Powers, p. 490, pp. 503-504, Adam ULAM, Expansion and Coexistence, p. 428, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale... pp. 188, 201, André FONTAINE, Histoire de la guerre froide..., Tome 2, p. 401, Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., 1986, pp. 18-19, 21

<sup>49</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., op. cit., p. 20, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., op. cit., p. 168, Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, «La pénétration soviétique au Moyen-Orient»..., p. 189, Marie LAVIGNE, Les relations est-sud dans l'économie mondiale Economica, 1986, op. cit., p. 118, André FONTAINE, Histoire de la guerre froide..., Tome 2, op. cit., p. 436

impérialiste ou communiste et les proclamations de neutralisme étaient jugées suspectes, et voire impérialistes. Mais Khrouchtchev et les autres dirigeants Soviétiques reconnurent une certaine valeur au neutralisme et ils leurs semblaient intéressants de cultiver les possibilités de succès diplomatiques à l'égard des pays du tiers monde qui refusaient de s'intégrer aux alliances des États-Unis.<sup>50</sup>

## 2. Khrouchtchev et la coexistence pacifique

Par contre Khrouchtchev prônait également comme modèle la coexistence pacifique, en admettant que la guerre dans le camp impérialiste était évitable.<sup>51</sup> Comme l'explique Jacques Lévesque, les nouveaux dirigeants qui avaient besoin d'une période de tranquillité pour consolider leur pouvoir en Union soviétique, considéraient les rapports avec l'occident comme urgents à améliorer. Les dirigeants Soviétiques reconnaissaient les impasses de la guerre froide, indiquant qu'une forte tension internationale augmenterait le risque de conflit nucléaire et entravait le processus révolutionnaire. Avec la mise au point de la bombe à hydrogène par l'Union soviétique à l'été 1953, et le développement

---

<sup>50</sup> - Jacques LEVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., pp. 165- 175, Paul MARANTZ, De Lénine à Gorbatchev..., pp. 35, 39, 45, 48, 50, Adam ULAM, Expansion an Coexistence..., pp: 606-609

<sup>51</sup> - LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., op. cit., pp. 171, 174, André FONTAINE, Histoire de la guerre froide, tome 2 p. 387, ULAM, Expansion and Coexistence, op. cit., pp. 606, 642, MARANTZ, De Lénine à Gorbatchev, op. cit., pp. 35-39, pp. 44-47

de son arsenal nucléaire, cette politique de coexistence devenait plus tangible et reposait sur la dissuasion militaire. Le camp socialiste se voyait suffisamment fort et puissant pour dissuader le camp impérialiste de recourir à la guerre. Cette nouvelle orientation de la politique extérieure soviétique voulait encourager l'U.R.S.S. à diriger ses ressources vers l'économie domestique comme l'agriculture plutôt que vers le domaine militaire.<sup>52</sup> Si Khrouchtchev parle de concurrence idéologique et économique entre les deux mondes, il affirme en même temps que la supériorité socialiste permettra de l'emporter.<sup>53</sup> Cette orientation de l'Union soviétique et le positivisme de Khrouchtchev face à la compétition entre les deux mondes fit craindre à l'occident la perte de son influence au tiers monde.<sup>54</sup>

### 3. Aide économique et militaire soviétique aux pays du tiers monde

La nouvelle flexibilité de l'Union soviétique lui donna accès au tiers monde; elle se présentait en pays ouvert et disponible, aidant même des pays non-communistes. Elle assista économiquement l'Inde, l'Égypte et plusieurs autres, même si ceux-ci persécutaient

---

<sup>52</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique..., op. cit., p. 503, 515, ULAM, Expansion and Coexistence..., op. cit., pp. 561, 610, 672, 678, 686

<sup>53</sup> - LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., op. cit., pp. 173, 201, Paul KENNEDY, The Rise and Fall of the Great Powers, p. 556, Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., pp. 19-20, Elizabeth Kridl VALKENIER, The Soviet Union and the Third World, An Economic Bind, Praeger Publishers, 1983, pp. 3, 5, 9, MARANTZ, op. cit., p. 50

<sup>54</sup> - Paul Marantz, De Lénine à Gorbatchev..., pp.3, 19, pp. 74-75

souvent les communistes.<sup>55</sup> Comme l'U.R.S.S. favorisait la normalisation et la détente avec ses pays voisins dans sa politique extérieure,<sup>56</sup> on vit par exemple la Tchécoslovaquie envoyer des armes à l'Égypte.<sup>57</sup>

#### 4. Difficultés soviétiques avec la Chine

Cette politique amena l'U.R.S.S. à vivre des relations difficiles avec la Chine, qui l'accusait de penser davantage à ses intérêts comme État, plutôt qu'à répandre la révolution dans le monde.<sup>58</sup> La Chine s'opposait à la théorie sur l'État de démocratie nationale.<sup>59</sup> Même si Khrouchtchev tentait de poursuivre une politique de détente avec les États-Unis, ceci ne signifiait pas que l'U.R.S.S. cesserait de rechercher des victoires sur la

---

<sup>55</sup> - Adam ULAM, Expansion and Coexistence..., p. 691, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 192

<sup>56</sup> - Raymond ARON, Paix et guerre entre les nations, p. 390, Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, «La pénétration soviétique au Moyen-Orient»..., p. 191, pp. 194-195, Hélène Carrère D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., p. 22, Elizabeth K. VALKENIER, The Soviet Union and the Third world..., p. 6

<sup>57</sup> - André FONTAINE, Histoire de la guerre froide, Tome 2, p. 153, LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., op cit., p. 169, ULAM op. cit., p. 586

<sup>58</sup> - Ibid..., p. 684, LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., pp. 192, 227, Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., op. cit., p. 21, Paul MARANTZ, De Lénine à Gorbatchev..., p. 41

<sup>59</sup> - Jacques Lévesque, L'URSS et la révolution cubaine, De la Fondation nationale des sciences politiques. Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1976, p. 76

scène internationale au détriment de ceux-ci.<sup>60</sup> Par exemple, comme l'explique Raymond Aron, un changement d'allégeance des petits pays marque une victoire ou une défaite pour les superpuissances, c'est-à-dire un gain ou une perte de prestige. Raymond Aron spécifie également que comme le prestige augmente la force, le contraire est également réciproque.<sup>61</sup>

## 5. Révolution à Cuba

L'interprétation précédente d'Aron est utile pour comprendre la situation de Cuba qui a présenté pour l'Union soviétique les avantages d'agir contre les États-Unis et de marquer des points contre les accusations chinoises.<sup>62</sup> En janvier 1959, les troupes de Castro ont renversé le régime de Baptista. Toutefois, le Parti communiste cubain n'appuya les guérilleros de Castro qu'à la dernière heure et l'Union soviétique souligna avec réserve la victoire de la révolution cubaine dans ses premiers communiqués. Selon Jacques Lévesque dans L'U.R.S.S. et la révolution cubaine, la prudence soviétique venait de la volonté de ne pas se compromettre à l'égard d'un régime qui semblait fragile, mais aussi de ne pas précipiter une attaque américaine contre Cuba.<sup>63</sup>

---

<sup>60</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et la révolution cubaine, p. 225, Paul MARANTZ, De Lénine à Gorbatchev..., pp.49-50

<sup>61</sup> - Raymond ARON, Paix et guerre entre les nations, p. 390

<sup>62</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 198

<sup>63</sup> - Ibid., p. 27

Le programme de Castro n'avait rien de socialiste, et visait principalement le rétablissement de la constitution et des libertés démocratiques; le parti communiste était donc maintenu dans un rôle secondaire. Une fois au pouvoir, Castro se préoccupe de la dépendance économique de l'île envers les États-Unis; les intérêts Américains contrôlant environ 40 % de la production de sucre, 90 % des services téléphoniques et d'électricité et 50 % des chemins de fer. En mars 1959, Castro annule la dernière augmentation de la compagnie de téléphone cubaine et réduit les tarifs exigés par la compagnie d'électricité. En mai 1959 Castro instaure la réforme agraire qui permet la saisie des grands domaines appartenant à des propriétaires Cubains et Américains.

À la fin de 1959, Castro commença à rechercher l'appui soviétique qui répondit avec prudence. En février 1960, Mikoyan, vice-président du Politburo, vint à Cuba pour signer un accord dans lequel l'U.R.S.S. s'engageait à acheter 425 tonnes de sucre en 1960 et entre 1961 et 1964 un million de sucre cubain par année. De plus, elle s'engageait à livrer, en guise de paiement, du pétrole et des biens d'équipement.<sup>64</sup> Le pétrole soviétique commença à arriver en avril 1960, mais suite au refus des compagnies pétrolières américaines à Cuba de raffiner le pétrole acheté en Union soviétique, Fidel Castro annonça leur nationalisation. En riposte, Eisenhower diminua de sept cent milles tonnes les importations de sucre cubain et trois jours plus tard, Khrouchtchev annonça que l'U.R.S.S. achèterait le sucre que les États-Unis

---

<sup>64</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et la révolution cubaine, p. 32

refusaient d'acheter. En mai 1960, l'Union soviétique et Cuba établissent des relations diplomatiques formelles.<sup>65</sup>

Les États-Unis éliminent complètement en 1961 leur achat de sucre, réduisant ainsi la principale source de devises étrangères de l'île. Comme en mars 1959 les États-Unis avaient institué un embargo sur les armes américaines aux Caraïbes et avaient tenté d'influencer les pays alliés sur la question, Castro se tourne vers l'U.R.S.S.. Des accords furent négociés avec les gouvernements russes et tchèques, et une première expédition d'armes soviétiques arriva en juillet 1960. Le 19 décembre 1960, un communiqué conjoint soviéto-cubain indiquait que l'U.R.S.S. accorderait un appui total à Cuba pour l'aider à préserver son indépendance si une agression non-provoquée survenait contre elle.<sup>66</sup> L'année suivante les Soviétiques achetèrent 2,7 millions de tonnes de sucre cubain après la Chine, qui venait de s'engager à en importer un million de tonnes. La rupture officielle des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis survint en janvier 1961. Le 17 avril 1961, on assista au débarquement d'un contingent américain dans la Baie des Cochons, mais en quelques jours la tentative d'invasion fut écrasée par l'armée cubaine. Après l'échec de la Baie des Cochons,

---

<sup>65</sup> - Alvin Z. Rubinstein, «Soviet Intervention in the Third World», Edited by John MAURER et Richard H. PORTH, Military Intervention in the Third World Threats, Constraints and Options, A Foreign Policy Research, Institute series. Praeger Special Studies, New York, 1984, p. 24

<sup>66</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et la révolution cubaine, p. 38

on vit l'arrivée d'armes et de conseillers Soviétiques sur l'île.<sup>67</sup> Quelques temps après, Castro commença à fusionner ses forces avec le Parti Communiste cubain. En avril 1961, Castro indiqua que sa révolution était socialiste et se déclara marxiste-léniniste en décembre de cette même année.<sup>68</sup> L'U.R.S.S. reconnut Cuba comme pays socialiste en avril 1962.<sup>69</sup> Lorsque Cuba se déclara marxiste, l'U.R.S.S. se félicita d'avoir adopté une position ouverte en matière d'aide aux pays qui ne s'étaient pas officiellement déclarés communistes.<sup>70</sup>

**a. Explications théoriques soviétiques concernant les liens de l'U.R.S.S. avec les pays en voie de développement**

Cette nouvelle orientation de Cuba a permis aux pays du tiers monde de devenir une source de division, de conflits entre les deux camps et ainsi de faire monter les enchères pour leurs propres besoins.<sup>71</sup> À la suite de cette nouvelle orientation, l'U.R.S.S. présenta certaines explications théoriques concernant ses liens avec les pays en développement lors de la Conférence des 81 partis communistes à Moscou en novembre 1960.

---

<sup>67</sup> - Alvin Z. RUBINSTEIN, "Soviet Intervention in the Third World" p. 23, Joshua WYNFRED, Arms for the Third World, pp. 84-85

<sup>68</sup> - Ibid, pp. 79-88

<sup>69</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et la révolution cubaine, p. 22

<sup>70</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale, p. 201

<sup>71</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, «La pénétration soviétique au Moyen-Orient», pp. 192-193

## b. État de démocratie nationale

Voici selon Jacques Lévesque la définition d'État de démocratie nationale:

L'Union soviétique fit insérer dans la déclaration de Moscou deux thèses particulièrement révélatrices de sa conception du monde et de sa vision du devenir du système international dans les années 60 [...]. Mentionnons d'abord le concept d'État de démocratie nationale, «qui visait à décrire la réalité de certains pays progressistes du tiers monde [...]» dans le langage idéologique soviétique, il signifiait l'apparition d'un État de type nouveau. Auparavant, la théorie soviétique décrivait les États soit par leur classe dirigeante (État prolétariat, État bourgeois) soit par leur régime socio-économique (État socialiste, capitaliste, semi-féodal). L'admission d'un nouveau type d'État impliquait en fait, qu'il s'agissait d'un État en transition vers le socialisme.<sup>72</sup>

Pour l'Union soviétique, un État de démocratie nationale défendait son indépendance tant économique que politique, luttait contre l'impérialisme en axant son développement autour d'un secteur d'État, en limitant la pénétration du capital étranger et en donnant liberté d'action au Parti communiste. L'État de démocratie nationale n'imposait pas le Parti communiste à la direction d'un pays. Cet État devait lutter contre l'impérialisme, et il permettait la liberté d'action et d'organisation pour le Parti communiste.<sup>73</sup>

---

<sup>72</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 199

<sup>73</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et la révolution cubaine, pp. 74-75

### c. Troisième phase de la crise générale du système capitaliste mondial

Moscou avait adopté précédemment les phases de la crise générale du système capitaliste mondiale. Rappelons que la première était la révolution bolchevique et l'apparition de l'État soviétique, la seconde se dessinait sous l'émergence du socialisme hors des frontières de l'Union Soviétique. Moscou fit adopter enfin la troisième phase, soit la crise générale du système capitaliste mondial. La troisième serait le dynamisme économique, politique et militaire de l'Union soviétique et du camp socialiste qui remplacerait la guerre comme accélérateur des contradictions du système capitaliste,<sup>74</sup> et qui mettrait fin au système colonial sous l'influence du mouvement de libération nationale.<sup>75</sup>

### d. État de démocratie révolutionnaire

Vers la même période, en plus de ce qui se passa à Cuba, on vit sur le plan théorique les thèses sur l'État de démocratie nationale remplacées par celles de démocratie révolutionnaire, avec les développements en Algérie et en République Arabe Unie. Il s'agissait d'un assouplissement idéologique, puisque ça voulait dire que les communistes pouvaient, sans liens avec un parti, participer sur le plan individuel aux organisations dirigeantes. Cette orientation misait davantage sur l'évolution des hommes

---

<sup>74</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., pp. 200-202, Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., p. 21

<sup>75</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et la révolution cubaine, p. 45

d'État au pouvoir, que sur la révolution à partir de la base socialiste. En 1960, l'U.R.S.S. cessa de demander la participation des communistes au pouvoir.<sup>76</sup> Cette nouvelle conception de la façon dont le communisme devait s'étendre à l'échelle internationale découlait de la manière dont la transition vers le socialisme s'était réalisée à Cuba.<sup>77</sup> Mais amener Cuba, pays d'Amérique latine situé près des États-Unis, dans le camp communiste signifiait une rupture de l'équilibre entre les deux camps.<sup>78</sup>

#### e. Crise des missiles à Cuba

Pour les Soviétiques qui se trouvaient en retard sur les États-Unis dans la course aux armements stratégiques nucléaires, une des façons de corriger le déséquilibre dans le domaine des armes intercontinentales, consistait à installer des rampes de lancement à un endroit d'où les missiles à courte portée pourraient atteindre des cibles aux États-Unis. Des missiles soviétiques à Cuba dont le contrôle demeurerait entre les mains des Soviétiques pouvaient procurer le double avantage, soit un redressement de l'équilibre militaire avec les États-Unis, et la défense de Cuba qui constituait un élément de dissuasion important contre une

---

<sup>76</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et la révolution cubaine, p. 70

<sup>77</sup> - LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., pp. 226-227

<sup>78</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 208, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et la révolution cubaine, p. 107

attaque éventuelle. Jacques Lévesque parle de la nécessité de mettre fin à l'incertitude et l'insécurité autour de Cuba, et de consolider l'appartenance de ce pays au camp socialiste.<sup>79</sup>

En avril 1962, Khrouchtchev avec l'adhésion de l'équipe de direction soviétique commença à construire des rampes de lancement à Cuba. Le gouvernement américain refusa la construction de ces rampes de lancement, et le 22 octobre les États-Unis annonçaient le blocus naval de Cuba tout en exigeant le démantèlement des rampes et leurs retraits dans les plus brefs délais. La présence de missiles soviétiques à Cuba amena le monde au bord d'un conflit mondial, de sorte que l'Union soviétique a dû retirer ces derniers pour éviter une grave confrontation.<sup>80</sup> Le 25 octobre, Khrouchtchev fit parvenir un message à Washington par lequel il acceptait de retirer les missiles.<sup>81</sup> La crise de Cuba obligea l'U.R.S.S. à une remise en question de sa politique extérieure. Sa crédibilité à l'égard de ses théories selon lesquelles les États-Unis reculeraient éventuellement devant elle et le socialisme, s'effondrait. La crédibilité des menaces soviétiques perdait de

---

<sup>79</sup> - Jacques Lévesque, L'URSS et la révolution cubaine, p. 59

<sup>80</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 210, André FONTAINE, Histoire de la guerre froide, Tome 2, p. 510, Harry GELMAN, «L'Union Soviétique dans le Tiers Monde : bilan et perspectives.», Institut français des relations internationales, Politique étrangère, p. 493

<sup>81</sup> - LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., op. cit., pp. 197-210, S. N. MACFARLANE, La rivalité entre les superpuissances et la politique soviétique..., pp. 27-34

son effet.<sup>82</sup> L'U.R.S.S. dû reconnaître qu'elle était vulnérable de par son potentiel militaire limité; il lui manquait tant la parité nucléaire, qu'une force d'intervention locale.<sup>83</sup> L'U.R.S.S. réalisait également le danger de devoir essuyer une défaite politique.<sup>84</sup> À la fin de 1965, Fidel Castro annonça le passage du Parti unifié de la révolution socialiste vers le Parti communiste de Cuba, ainsi que la formation de son premier comité central.<sup>85</sup>

## 6. Résumé de la période Khrouchtchev

Khrouchtchev poursuivait deux objectifs contradictoires. Il a fait l'erreur de sous-estimer la force occidentale et en même temps de surestimer celle de l'Union soviétique.<sup>86</sup> En politique étrangère sous la période Khrouchtchev, on assista à l'expansion de la présence soviétique dans le monde, mais à l'échec d'un autre objectif, soit la coexistence pacifique.<sup>87</sup> Les difficultés avec la Chine, Cuba, les États-Unis ainsi que les problèmes économiques

---

<sup>82</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et la révolution cubaine, p. 65, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 211

<sup>83</sup> - LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., op. cit. p. 217, Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., p. 48

<sup>84</sup> - LÉVESQUE, L'URSS et la révolution cubaine, op. cit., p. 108

<sup>85</sup> - Ibid, p. 131

<sup>86</sup> - Paul Marantz, De Lénine à Gorbatchev, p. 50

<sup>87</sup> - Ibid, p. 49

expliquent sans doute pourquoi Khrouchtchev fut remplacé par Brejnev et Kosyguin en octobre 1964.<sup>88</sup>

## F. Sixième période de la politique extérieure soviétique

### 1. Le leadership de Léonid Brejnev

À son arrivé au pouvoir Léonid Brejnev réaffirme l'engagement de l'Union soviétique à l'égard de la coexistence pacifique,<sup>89</sup> mais accorde une priorité aux relations avec le monde socialiste; les Soviétiques visant l'amélioration de leurs relations avec la Chine.<sup>90</sup> Malgré tout même si l'Union soviétique souhaitait une normalisation de ses relations avec Pékin, elle n'était pas prête à partager avec elle la direction du camp socialiste.<sup>91</sup>

### 2. Atteinte de la parité avec les États-Unis

Suite à l'échec de Cuba, Brejnev entreprend de rehausser le potentiel militaire de l'Union soviétique, réalisant que ce qui avait manqué à l'U.R.S.S., c'était la parité nucléaire avec les États-Unis et l'absence d'une force d'intervention ou de dissuasion

---

<sup>88</sup> - Adam ULAM, Expansion and Coexistence..., pp. 630, 694, Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., p. 26, Paul MARANTZ, De Lénine à Gorbatchev, p. 52

<sup>89</sup> - ULAM, op. cit., pp. 696, 722, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 233-234, MARANTZ, op. cit., pp. 53-54

<sup>90</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., op. cit., p. 229

<sup>91</sup> - Ibid., pp. 231, 323, Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., op. cit., p. 156, Thai Quang TRUNG, «L'Asie de l'est dans la stratégie globale de l'URSS», p. 85

locale.<sup>92</sup> L'Union soviétique consacre donc des efforts pour développer sa marine de guerre négligée sous Khrouchtchev, qui préférait mettre l'accent sur l'arme nucléaire. L'U.R.S.S. voulait également assurer le soutien logistique de sa flotte par des navires de services.<sup>93</sup> Elle améliora ses capacités aériennes et navales, augmenta le nombre de sous-marins ce qui lui permettait d'étendre sur le plan géographique ses opérations de routine et l'aidaient à influencer des conflits au loin. Dans les années 70 l'atteinte de la parité nucléaire par l'Union soviétique avec les États-Unis favorisa le début d'une politique étrangère soviétique plus active dans le tiers monde.<sup>94</sup> L'U.R.S.S. pouvait enfin joindre une présence militaire pour appuyer ses actions politiques et fournir des armes à des pays éloignés de son territoire.<sup>95</sup>

Dès qu'il y avait une ouverture, on vit arriver des

---

<sup>92</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., pp. 218, 232, 269, Adam ULAM, Expansion and Coexistence p. 742, Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., p. 48, Harry GELMAN, L'Union Soviétique dans le tiers-monde..., pp. 493-494, Assemblée de l'atlantique nord, commission politique, rapport général sur la politique étrangère soviétique sous Gorbatchev, M. Luic Bouvard (France) Rapporteur Général, Secrétariat International, Octobre 1989, p. 4, Paul Marantz, De Lénine à Gorbatchev..., pp. 55-57

<sup>93</sup> - LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., op. cit., pp. 218, 242

<sup>94</sup> - John MAURER, Richard H. PORTH, Military Intervention in the Third World Threats, Constraints and Options, p. 1

<sup>95</sup> - Bruce D. PORTER, The USSR in Third World Conflicts: Soviet Arms and Diplomacy in Local Wars: 1945-1980, Cambridge University Press, 1984, p. 21, GELMAN, op. cit., p. 493, Assemblée de l'Atlantique Nord..., op. cit., p. 4,

conseillers Soviétiques dans les domaines économique et militaire<sup>96</sup> dans tous les coins du monde. L'U.R.S.S. n'abandonnait pas ses espoirs révolutionnaires, même si dans certains pays, il n'y avait pas de partis communistes suffisamment forts pour qu'elle puisse bâtir sa politique étrangère.<sup>97</sup> Il demeurait important à ses yeux que les pays en voie de développement fassent parti du camp anti-impérialiste,<sup>98</sup> et anti-Chine. Par exemple, sa rupture avec la Chine favorisa ses investissements au Viêt-nam. Au début de 1968, Kosyguine se rendit en Corée du Nord et au Viêt-nam du Nord pour accorder à ces deux pays une importante aide économique et militaire et pour les amener à une position de neutralité dans le conflit sino-soviétique. L'Union soviétique était consciente que la Chine pouvait difficilement lui faire concurrence. Elle était donc disposée à accroître son aide économique au Viêt-nam.<sup>99</sup> Cette aide renforçait son influence au Viêt-nam et dotait le Kremlin d'atouts diplomatiques supplémentaires dans sa politique de négociation avec Washington.<sup>100</sup>

---

<sup>96</sup> - Adam ULAM, Expansion and Coexistence..., p. 739, Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., p. 27

<sup>97</sup> - Ibid, p. 198

<sup>98</sup> - Ibid, p. 14, Bernadette VEYRAT, «Les relations économiques entre les pays socialiste européens et les pays d'Afrique Sub-Saharienne», sous la dir. de Marie Lavigne, Les relations est-sud dans l'économie mondiale, p. 260

<sup>99</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., pp. 231-233,

<sup>100</sup> - T.Q. TRUNG, «L'Asie de l'Est dans la stratégie»..., p. 85,

Au cours de cette période, l'Union soviétique a orienté sa politique extérieure vers les pays du Moyen-Orient. Ainsi,

[...] on constate que, sur les dix bénéficiaires majeurs de l'aide soviétique aux pays non communiste du tiers monde, sept appartiennent au Moyen-Orient et à ses abords: Turquie, Afghanistan, Égypte, Irak, Iran, Algérie, Somalie.<sup>101</sup>

Mais dans de nombreux pays du tiers monde les liens avec l'Union soviétique s'accompagnèrent d'une politique d'hostilité à l'égard des partis communistes locaux, par exemple en Irak et en Égypte où le parti communiste fut interdit.<sup>102</sup>

### 3. Détente soviéto-américaine 1972

À l'intérieur de la sixième période, pendant les années 1972-1973, on observe une détente des relations soviéto-américaine concrétisée par le sommet Brejnev-Nixon, ainsi que l'Accord SALT. L'Union soviétique cherchait à se définir en termes de puissance, de concurrence et de coopération avec les États-Unis, le tiers monde devenait alors moins important.<sup>103</sup> Cette période de détente a débuté avec l'annonce en 1971 d'une visite de Nixon en Chine pour le début de 1972.<sup>104</sup> Pour empêcher la Chine et les États-Unis de s'unir contre elle, l'Union Soviétique invita Nixon à Moscou dans

---

<sup>101</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, «La pénétration soviétique au Moyen-Orient», p. 192

<sup>102</sup> - Ibid, p. 195

<sup>103</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., p. 26

<sup>104</sup> - Michael MCCGWIRE, Military Objectives in Soviet Foreign Policy, The Brookings Institution, Washington, D.C., 1987, p. 199

le but de démontrer qu'elle offrait beaucoup plus aux États-Unis que la Chine en matière de détente et de coopération.

a. SALT I

L'accord le plus important entre l'U.R.S.S. et les États-Unis fut SALT I, conclu pour cinq ans au sommet de Moscou de mai 1972, il concernait la limitation des armements stratégiques. Cet accord touchait la limitation du déploiement des systèmes ABM aux capitales des deux pays ainsi qu'à un autre site, pour un nombre maximum de cent missiles à chacun des deux sites. Il fixait des plafonds différents pour les deux pays qu'aucun d'entre eux n'avaient encore atteint, ce qui reflétait la situation stratégique des deux pays. L'accord autorisait l'Union soviétique à disposer d'un maximum de 1 618 missiles Intercontinental Ballistic Missiles (ICBM) et d'un maximum de 950 missiles installés sur des sous-marins, et ce à l'intérieur d'un plafond n'excédant pas 2 424 missiles. Les États-Unis étaient autorisés à 1 054 ICBM et 710 SLBM qui devaient se situer dans un plafond de 1 710 missiles. Cet accord garantissait la vulnérabilité des deux camps, car même en cas d'attaque surprise il resterait toujours assez de force à l'autre pour infliger de graves dommages. Entre le sommet de Moscou en mai 1972 et la rencontre de Washington en juin 1973, les deux pays signèrent environ 23 accords de coopération et de concertation sur différentes questions, à savoir, la protection de l'environnement, les Accords de Paris sur la guerre du Viêt-nam et un traité américano-soviétique sur la prévention de la guerre

nucléaire. Entre 1971 et 1975 la valeur du commerce entre l'Union soviétique et les États-Unis fut multiplié par huit.<sup>105</sup>

#### 4. Liens militaires soviétiques avec les pays en voie de développement

##### a. Intervention soviéto-cubaine

Cette apogée de la détente se termina en 1974-1975, lorsqu'on vit l'Union soviétique appuyer l'intervention cubaine en Angola. L'Union soviétique cherchait à montrer sa force, au cours d'une situation imprévue sur laquelle elle n'avait au début aucun contrôle, pour retirer des avantages politiques et diplomatiques.<sup>106</sup> Avec la fin du colonialisme au Portugal en 1975, l'U.R.S.S. a pu agir avec l'aide de Cuba en appuyant militairement le groupe politique marxiste angolais, le M.P.L.A., dont la victoire fut concrétisée à la fin de 1976. Les Américains, encore sous le choc de la défaite au Viêt-nam, laissèrent une plus grande marge de manoeuvre à l'Union soviétique, qui avait démontré qu'elle est devenue une grande puissance militaire depuis son échec à Cuba.<sup>107</sup> À partir des années 70 on vit donc l'U.R.S.S. fournir des armes à plusieurs pays du tiers monde, par exemple à l'Irak, à la Libye, au Nicaragua, ce dont nous traiterons dans le deuxième chapitre.

---

<sup>105</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., pp. 265-274, p. 308

<sup>106</sup> - Ibid, pp. 265-274, pp. 292-295, pp. 303-304, pp. 308-309,

<sup>107</sup> - Ibid, p. 354, T. Q. TRUNG, «L'Asie de l'est dans la stratégie globale de l'URSS», p. 85

## b. Intervention militaire soviétique en Afghanistan

On vit également l'U.R.S.S. intervenir militairement dans quelques pays du tiers monde, par exemple en transférant des armes à l'Éthiopie, mais la plus grande démonstration des actions militaires soviétiques, fut son intervention en Afghanistan en décembre 1979. On vit alors pour la première fois l'U.P.S.S. envahir un pays hors de sa sphère d'influence, pour y empêcher son détachement de l'emprise soviétique. Comme l'explique Alvin Z. Rubinstein, ceci marque la première fois que les troupes soviétiques aient été utilisées au tiers monde pour remplacer un régime et pour institutionnaliser l'autorité soviétique.<sup>108</sup>

Le 17 juillet 1973, l'ancien Premier ministre, Daoud avait pris le pouvoir et abolit la monarchie en Afghanistan.<sup>109</sup> Daoud diminua l'influence du Parcham, au sein de son gouvernement et l'Afghanistan prit ses distances de l'U.R.S.S. en réduisant de 80 % le nombre de conseillers militaires Soviétiques en Afghanistan.<sup>110</sup> En avril 1978, un nouveau coup d'État porta au pouvoir le Parti unifié du Khalq et du Parcham (PDPA). Ce régime s'identifiait à l'Union soviétique. Le 5 décembre 1978, l'U.R.S.S. signe un traité d'amitié et de coopération avec l'Afghanistan<sup>111</sup> mais la révolution d'avril 1978 amène une plus grande instabilité

---

<sup>108</sup> - Alvin Z. RUBINSTEIN, "Soviet Intervention in the Third World", p. 26

<sup>109</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS en Afghanistan de l'invasion au retrait, Editions complexe, 1990, p. 32

<sup>110</sup> - Ibid, pp. 86-87

<sup>111</sup> - Ibid, p. 48

politique dans ce pays, provoquant un éloignement de l'Union soviétique. Ainsi Hafizullah Amin aurait refusé à Moscou l'accès aux installations de certaines bases militaires afghanes dont Shindandau au sud-ouest de l'Afghanistan près de la frontière iranienne. L'U.R.S.S. s'inquiétait des mesures radicales du nouveau régime et de ses problèmes à garder le contrôle.<sup>112</sup> En juillet 1978, elle accorde à l'Afghanistan un crédit de 250 millions de dollars pour l'achat d'équipements militaires. Au printemps de 1979 un pont aérien donne à l'armée afghane de l'équipement supplémentaire, le nombre de conseillers militaires passe d'environ 300 à presque 2 000, et on assiste en plus à l'arrivée de chefs militaires Soviétiques de haut rang venus aider à préparer l'invasion de l'Afghanistan.<sup>113</sup>

Dans L'U.R.S.S. en Afghanistan, De l'invasion au retrait, Jacques Lévesque mentionne dans ses explications le contexte de la «conjoncture internationale régionale», soit les événements en Iran. La nouvelle neutralité de ce pays constituait une victoire pour les Soviétiques dans l'équilibre des forces. Il était moins menaçant pour l'Union soviétique de prendre les devants en Afghanistan et de s'assurer une certaine neutralité de ce pays, plutôt que d'attendre l'intervention américaine en Iran, où les États-Unis auraient risqué une confrontation avec l'Union soviétique. Pour Jacques Lévesque, le maintien et la consolidation

---

<sup>112</sup> - Jacques Lévesque, L'URSS en Afghanistan, p. 53

<sup>113</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., pp. 316-319

de la position soviétique dans cette région a été la raison la plus importante de l'invasion.

L'U.R.S.S. se retrouvait également à agir contre la Chine, car Pékin revendiquait des territoires soviétiques le long de la frontière afghane.<sup>114</sup> L'Union soviétique voulue démontrer qu'elle venait porter secours et assistance à l'Afghanistan en utilisant l'article 4 de leur traité qui prévoyait la coopération nécessaire «pour assurer la sécurité, l'indépendance et l'intégrité territoriale des deux pays». Elle évoquait également la coopération militaire.<sup>115</sup> L'intervention militaire soviétique pouvait, selon Jacques Lévesque, être assimilée à une opération dans la zone d'influence immédiate de l'U.R.S.S. puisque depuis 1955, suite à leur hostilité commune au Pakistan, l'Union soviétique avait fourni de l'assistance militaire à l'Afghanistan. Cette analyse de la situation par l'U.R.S.S. évaluait mal les problèmes de conjoncture comme l'élection de Reagan, la révolution en Iran, et les problèmes en Pologne. Moscou croyait que la résistance serait défaite assez facilement et que la présence des troupes soviétiques ne serait que temporaire.<sup>116</sup> À la suite de

---

<sup>114</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS en Afghanistan, pp. 100-111

<sup>115</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., p. 215

<sup>116</sup> - Hélène Carrère D'ENCAUSSE, Ni, paix, ni guerre..., pp. 192-198, pp. 204-205, Francis FUKUYAMA, "Gorbachev and the Third World", Foreign Affairs, vol 64, no. 4, 1986, p. 112, Elie D. KRAKOWSKI, "Red Star over Afghanistan", Global Affairs, Spring 1990, pp. 112-113, Mark N. KRAMER, "Soviet Arms Transfers to the Third World", Problems of Communism, Sept-Oct 1987, vol, 36 p. 60, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 311

l'invasion une résolution des Nations-Unies condamnant l'invasion fut prise par un total de 104 voix contre 18 et 18 abstentions. À chaque année subséquente, le nombre des pays non-alignés votant pour cette résolution s'accrût.<sup>117</sup> En janvier 1980, la conférence islamique à Islamabad donna lieu à un vote de 135 voix pour une résolution qui condamnait l'agression militaire soviétique et exigeait le retrait des troupes soviétiques. Ainsi pour Jacques Lévesque, l'invasion de l'Afghanistan marque l'étape ultime de l'expansion de la puissance de l'Union soviétique.<sup>118</sup>

#### 5. Liens économiques soviétiques avec les pays en voie de développement

Pendant les années 70, même si l'U.R.S.S. a amélioré ses relations économiques avec les pays en voie de développement, il n'en demeure pas moins qu'elle et les pays de l'Est n'ont pas réussi à dominer ce marché. En 1975, les pays en voie de développement n'avaient que 6 % de leur commerce avec les pays socialistes et leurs importations de machineries provenant de l'Est constituait moins de 7 %.<sup>119</sup> Comme le souligne Elizabeth Valkenier l'Union soviétique a fourni plus d'aide économique que les États-Unis dans certains pays par exemple en Afghanistan, en

---

<sup>117</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS en Afghanistan, p. 169,  
Michael MCCGWIRE, Military Objectives in Soviet Foreign Policy, p. 228

<sup>118</sup> - LÉVESQUE, L'URSS en Afghanistan, *op. cit.*, pp. 155, 201,

<sup>119</sup> - Elizabeth K. VALKENIER, The Soviet and the Third World an Economic Bind, Praeger Publishers, 1983, p. 22

Guinée et en Indonésie. L'aide soviétique aurait été équivalente à l'aide américaine en République Arabe Unie et en Afrique Sud-Saharienne. En Inde, l'aide soviétique était d'environ un tiers le montant de l'aide américaine. Mais l'U.R.S.S. s'associait à des projets comme le «Bhilai steel mill» qui donnait l'impression que son aide était plus grande que celle des Américains.<sup>120</sup> Pendant cette période la hausse des prix du pétrole a permis à certains pays d'augmenter leurs importations en provenance de l'occident, alors que d'autres, grâce à une plus grande avance économique, n'avaient plus besoin de l'équipement soviétique.<sup>121</sup>

L'Union soviétique a cessé à cette époque de poursuivre la doctrine de l'unité, selon laquelle les pays victimes du capitalisme se développeraient ensemble au même rythme mais qu'à long terme, on observerait la victoire du socialisme sur le capitalisme. Elle admet que les pays en voie de développement sont à des niveaux de développement économique différents à l'égard desquels le mouvement socialiste n'a pas ou peu de contrôle.<sup>122</sup> La réputation soviétique dans le domaine économique à cette époque est celle d'un mauvais partenaire qui envoie à ses clients une

---

<sup>120</sup> - Elizabeth K. VALKENIER, The Soviet and the Third World..., p. 8

<sup>121</sup> - Ibid, pp. 22, 27, Marie LAVIGNE, Les relations est-sud dans l'économie mondiale, p. 130, Harry GELMAN, L'Union Soviétique dans le tiers-monde..., p. 492

<sup>122</sup> - Elizabeth K. VALKENIER, The Soviet Union and the Third World..., op. cit., pp. 52, 56, 64

production de mauvaise qualité, même si elle est souvent très coûteuse.<sup>123</sup>

## 6. Résumé de la période Brejnev

L'assistance militaire a ouvert de nombreuses portes à l'U.R.S.S., l'aidant ainsi à former des alliances avec des pays en voie de développement et lui apportant une source de revenu supplémentaire.<sup>124</sup> Sous le régime Brejnev l'Union soviétique a pu bénéficier de l'acquisition de nouveaux alliés, et de certains avantages militaires. Par exemple, elle a le droit depuis 1979 de s'installer sur les bases de Cam-Ranh et de Na Nang au Viêt-nam.<sup>125</sup>

À la vision continentale, à la progression continue qui fut celle de tous ses prédécesseurs, souverains ou communistes, Brejnev a substitué une conception mondiale de la puissance partant une conception qui porte l'effort de tous côtés [...] la «galaxie» soviétique s'enrichit d'un nouveau cercle d'États amis, Angola, Mozambique, Éthiopie, Sud-Yémen, Afghanistan, Viêt-nam, Cambodge, Laos, sans compter la myriade d'alliés et de clients.<sup>126</sup>

---

<sup>123</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, «La pénétration soviétique au Moyen-Orient», p. 192

<sup>124</sup> - Ibid, p. 193, Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., pp. 323, 345, 356, Zaki LAIDI, «Les niveaux d'influence de la politique soviétique en Afrique», sous la dir de Pierre Kende et al. Le système communiste : un monde en expansion, Institut Français des Relations Internationales, 1982, p. 164, Paul MARANTZ : De Lénine à Gorbatchev..., p. 56-59

<sup>125</sup> - D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., op. cit, p. 182, T. Q. TRUNG, L'Asie de l'est dans la stratégie globale de l'U.R.S.S., p. 90

<sup>126</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix ni guerre..., op. cit., p. 2

L'U.R.S.S. a pendant cette sixième période étendu sa présence dans le monde tout en atteignant un niveau de parité militaire avec les États-Unis.

### G. Septième période de la politique extérieure soviétique

Suite à la mort de Brejnev survenue en novembre 1983 et après les décès d'Andropov et de Chernenko, on assiste selon notre périodisation de l'histoire à la septième et dernière période de la politique extérieure soviétique, celle de la nouvelle pensée et ouverture de Gorbatchev. Bien que notre analyse porte sur la période précédente, pour compléter l'historique de la politique extérieure de l'Union Soviétique nous voudrions résumer les réorientations faites sous Gorbatchev.

#### 1. Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir - les changements

Mikhaïl Gorbatchev devient Secrétaire générale de l'Union soviétique en mars 1985 et instaure dès son arrivée une ère de détente avec l'occident. On observe le retrait des troupes soviétiques de l'Afghanistan, les réformes dans les pays de l'Est et une démocratisation de la politique du pays.<sup>127</sup> Gorbatchev était soucieux d'améliorer l'économie soviétique et de hausser le

---

<sup>127</sup> - Assemblée de l'Atlantique nord, Commission politique, rapport général sur la politique étrangère soviétique sous Gorbatchev, M. Luic Bouvard (France) Rapporteur Général, secrétariat international, Octobre 1989, pp. 7-8, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 365, Paul MARANTZ, «De Lénine à Gorbatchev: L'évolution des perspectives soviétique sur les relations est-Ouest», Les cahiers de l'institut, Institut Canadien pour la paix et la sécurité internationales, Mai 1988, p. 64

niveau de vie de la population, le taux de croissance ayant considérablement baissé au cours des années précédentes, se situant à environ 2 %. Selon les soviétologues occidentaux, Gorbatchev aurait compris que la concentration des ressources économiques dans le domaine militaire avait contribué au retard dans les autres secteurs de l'économie soviétique.<sup>128</sup> Pour limiter le budget de défense soviétique Gorbatchev avait besoin de la détente avec l'occident. Il voulait éviter une course aux armements à haute technologie qui absorberait des ressources nécessaires pour la perestroïka.<sup>129</sup>

## 2. Le désarmement

Gorbatchev lança des propositions intéressantes dans le domaine du désarmement pour faire cesser la course avec l'occident et redonner du souffle à l'économie soviétique. La «nouvelle pensée» dans le secteur de la défense voulu instaurer un nouvel ordre dans la sécurité internationale.<sup>130</sup> Gorbatchev accepta l'option zéro avec les États-Unis, renonçant à la prise en considération des systèmes d'armes français et britanniques. L'U.R.S.S. avec le traité sur les forces nucléaires intermédiaires

---

<sup>128</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., pp. 352-354, Harry GELMAN, L'Union Soviétique dans le tiers-monde..., pp. 486, 497, Paul MARANTZ, De Lénine à Gorbatchev p. 64, Assemblée de l'Atlantique nord, pp. 3-5, p. 13

<sup>129</sup> - Mark N. KATZ, "Gorbatchev's Military Policy in the Third World" The Washington Papers, Praeger, 1989, p. 16

<sup>130</sup> - Thierry MALLERET et Murielle DELAPORTE, L'Armée rouge face à la perestroïka. Le système militaire soviétique à l'heure de Gorbatchev. 1991, pp. 4-6

(FNI) de décembre 1987, a accepté pour la première fois une réduction asymétrique des systèmes de défense et certaines vérifications sur place prévues par le traité.<sup>131</sup> Avec le traité FNI, l'U.R.S.S. accepta de détruire deux fois plus de missiles que les États-Unis et trois fois plus de têtes nucléaires.<sup>132</sup>

Le 19 novembre 1990 à Paris, lors du sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), les pays membres de l'Alliance Atlantique et du Pacte de Varsovie ont signé le plus important accord de désarmement de l'histoire : le traité FCE sur la réduction des forces conventionnelles sur le vieux continent. Cet accord prévoit, un équilibre militaire entre l'Est et l'Ouest par la destruction d'une centaine de milliers de pièces d'armement lourd en trois ans, contrôlée par des inspections sur les sites. Par ailleurs, le Pacte de Varsovie prononce son propre acte de décès le 1<sup>er</sup> juillet 1991. L'autre grande négociation concernant la réduction de 30 % des arsenaux stratégiques des deux grands (START) a abouti à la signature d'un traité le 31 juillet 1991 à Moscou, entre Mikhaïl Gorbatchev et Georges Bush.

---

<sup>131</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., pp. 366-368, Paul MARANTZ, De Lénine à Gorbatchev..., p. 68, pp. 91-92, Assemblée de l'Atlantique Nord, p. 7, Thierry MALLERET et Murielle DELAPORTE, L'Armée rouge face à la perestroïka, p. 115

<sup>132</sup> - Ibid, p. 224

### 3. Écroulement du communisme dans les pays de l'Est

Même si Gorbatchev avait déclaré,

... l'appartenance des États d'Europe à différents systèmes sociaux est une réalité» et que si, pour vaincre la division de l'Europe, l'Occident entendrait vaincre le «socialisme» il s'agirait alors d'un premier pas sur la voie de la confrontation.<sup>133</sup>

En annonçant le 7 décembre 1988 aux Nations-Unies des réductions unilatérales des troupes soviétiques de 500 000 hommes d'Europe de l'Est,<sup>134</sup> Gorbatchev a ouvert la voie aux libérations dans les pays d'Europe de l'Est. On assista à la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989 et la démocratie qui s'installa dans les pays de l'Est. En juillet 1990, Gorbatchev acceptait une Allemagne réunifiée sous l'OTAN.<sup>135</sup>

### 4. Gorbatchev et le tiers monde

Gorbatchev indiqua qu'il voulait réduire le fardeau économique de ses engagements au tiers monde, visant la consolidation des acquis plutôt que de nouvelles charges.<sup>136</sup> Le Programme du Parti communiste soviétique publié en 1985 sous Gorbatchev souligne que

---

<sup>133</sup> - Assemblée de l'Atlantique nord..., p. 12

<sup>134</sup> - Thierry MALLERET et Murielle DELAPORTE, L'Armée rouge face à la perestroïka..., p. 234, pp. 274-276

<sup>135</sup> - Ibid, p. 290

<sup>136</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., pp. 370-371, Harry GELMAN, L'Union Soviétique dans le tiers-monde :..., p. 495, Francis FUKUYAMA, "Gorbatchev and the Third World", p. 716, Mark N. KATZ, "Gorbatchev's military policy in the third world", 1989, p. 3

les pays à orientation socialiste comme l'Angola, l'Éthiopie, le Nicaragua et l'Afghanistan doivent développer leurs économies par leurs propres efforts et que l'U.R.S.S. offrirait son aide seulement à la limite de ses possibilités.<sup>137</sup> Certains analystes sont demeurés sceptiques à l'égard de cette nouvelle pensée de Gorbatchev affirmant que ce n'était qu'un moyen d'augmenter la pression sur l'occident, pour lui faire modifier ses politiques de défense et d'endiguement, et qu'en fait l'U.R.S.S. ne voulait qu'une période de repos pour reprendre ses politiques expansionnistes avec plus de vigueur.<sup>138</sup> Ces théoriciens indiquaient que l'U.R.S.S. n'avait pas cessé ses livraisons d'armes et qu'il s'agissait d'un domaine où la concurrence avec les États-Unis persistait. Par exemple sous Gorbatchev les Soviétiques ont augmenté l'aide militaire au régime MPLA en Angola. Ainsi, Moscou a fourni à Luanda de l'assistance militaire évaluée à 775 million de dollars en 1985, 1,200 million de dollars en 1986 et 1500 million de dollars en 1987. Mais, en 1988 Cuba, l'Angola, l'Afrique du Sud et les États-Unis avec l'accord de Moscou ont signé un accord de paix pour l'Angola et la Namibie ce qui diminuera les besoins en armes. Cet accord a demandé l'indépendance de la Namibie, le retrait sud-africain, pour le mois d'avril 1990, et le retrait des troupes cubaines pour le mois de

---

<sup>137</sup> - Francis FUKUYAMA, "Gorbatchev and the third world", p. 715

<sup>138</sup> - Paul MARANTZ, "De Lénine à Gorbatchev...", pp. 12, 79, Assemblée de l'Atlantique nord..., pp. 12-13

juillet 1991.<sup>139</sup> L'U.R.S.S. est également intervenue militairement dans la petite guerre civile opposant des factions marxistes pro-soviétiques en 1986 au Yémen du Sud, pour empêcher les factions non-marxistes de prendre l'avantage. Les Soviétiques ont transporté par avion des troupes cubaines au Yémen du Sud. Mais les Soviétiques ont fourni moins en armes, ainsi 390 millions de dollars en armes ont été transmises au Yémen du Sud en 1985 et 280 millions de dollars en 1986.<sup>140</sup> Le 22 mai 1990, on assista à la proclamation de l'unification des deux Yémens.

##### 5. Retrait d'Afghanistan

Gorbatchev a favorisé le retrait des troupes d'Afghanistan malgré le risque que le régime marxiste soit renversé sans son support. La guerre en Afghanistan semblait consommer trop de ressources de l'U.R.S.S. sans aucune possibilité de défaire l'opposition, tout en endommageant les relations Soviétiques avec l'Ouest et le tiers monde.<sup>141</sup> On annonça le retrait des troupes Soviétiques d'Afghanistan le 8 février 1988, Gorbatchev déclarant que l'Union soviétique était prête à commencer à retirer ses troupes le 15 mai 1988 et à compléter le retrait dans un délai de neuf mois.<sup>142</sup> Les accords de Genève furent signés le 14 avril

---

<sup>139</sup> - Mark N. KATZ, Gorbatchev's military policy in the third world, pp. 47-48

<sup>140</sup> - Ibid, p. 52

<sup>141</sup> - KATZ, op. cit., p. 18

<sup>142</sup> - Thierry MALLERET et Murielle DELAPORTE, L'Armée rouge face à la perestroïka:..., p. 246

1988. L'intervention soviétique en Afghanistan a pris fin le 15 février 1989.<sup>143</sup>

## 6. Retrait des autres conflits régionaux

Gorbatchev voulant diminuer son assistance militaire a encouragé le Viêt-nam à se retirer du Cambodge.<sup>144</sup> Le gouvernement de Hanoi a annoncé en avril 1989, le retrait de ses troupes pour le 30 septembre 1989. La flotte soviétique a également cessé d'utiliser la base navale de Cam Ran Bay. Les importateurs traditionnels d'armes soviétiques du Moyen-Orient, spécialement l'Iraq et la Syrie ne reçoivent maintenant qu'une fraction de leurs fournitures antérieures d'armes soviétiques. Dans d'autres pays, comme en l'Angola, l'Éthiopie et le Nicaragua, l'U.R.S.S. a également suivi une politique de restrictions. Par exemple les Soviétiques ont réduit l'assistance militaire à l'Éthiopie; en 1983 975 millions de dollars furent transférées, 800 millions de dollars en 1985 et seulement 310 millions de dollars en 1986.<sup>145</sup> En juillet 1989, le Frelimo du Mozambique a décidé d'abandonner toute référence au marxisme-léninisme. Le 5 mars 1990, Mengistu Hailé, a déclaré l'abandon du socialisme. En somme, trois pays, l'Afghanistan, l'Inde et la Corée du Nord ont

---

<sup>143</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS en Afghanistan : de l'invasion au retrait, Editions complexe, 1990, pp. 240-251

<sup>144</sup> - Mark KATZ, Gorbatchev's military policy in the third world, p. 45

<sup>145</sup> - KATZ, Gorbatchev's military policy in the third world, op. cit., pp. 49-50

compté pour deux tiers des exportations d'armes soviétiques conventionnelles au tiers monde en 1989. Également en 1989, l'U.R.S.S. a livré à Cuba des avions de combat Mig-29. Mais en avril 1991, Castro s'est plaint du gel des livraisons d'armes par l'Union soviétique.

## 7. Plan de conversion des industries de défense

En décembre 1988, Gorbatchev a inspiré la conversion de l'industrie de défense dans le programme officiel de la perestroïka. Pour Karen Ballentine, il s'agissait d'un processus de démilitarisation de l'économie incluant une nouvelle orientation des dépenses militaires et la production d'armes en se réorientant vers la production civile. L'objectif était que l'U.R.S.S. devait réduire son budget militaire de 19 % comparativement à 1989. L'industrie de défense de l'U.R.S.S. possède 5 000 entreprises et 6 à 7 millions de personnes y travaillent. Environ cinq cent milles personnes devront passer de la production militaire à la production civile. Mais, en 1990, même si la production des biens de consommation a grimpé, elle n'a pas atteint la moitié de l'objectif. Seulement 500 entreprises militaires ont contribué aux efforts de la conversion. L'écart technologique entre la production d'armes et celles de biens de consommation n'est pas aisé à accomplir. Pour réaliser le programme de conversion, les Soviétiques prévoient dépenser 60 milliards de roubles pour la période de 1991 à 1995. Mais, selon plusieurs experts, les exportations d'armes risquent de donner progressivement un moyen de

survie à l'industrie de la défense et de reporter la conversion. Tant que la conversion reste assujettie aux planifications des ministères centraux, il est difficile de croire que de petites retouches créent les encouragements financiers.<sup>146</sup>

#### 8. Réduction du budget de défense

En janvier 1989, Gorbatchev annonça que le budget de défense diminuerait de 14,2 % et la production de matériel d'armement de 19 % durant la période 1989-1991.

#### H. Création de la Communauté des États Indépendants

Le 21 juin 1991, Boris Eltsine a été élu président de la république de Russie au suffrage universel. Sous Eltsine, la Russie s'est affirmée comme une force autonome renforçant son pouvoir vis-à-vis l'U.R.S.S. de Gorbatchev. Du 19 au 21 août 1991, les conservateurs ont échoué dans leur tentative de coup d'État pour prendre le pouvoir de Gorbatchev, suite à la résistance de Eltsine. Le 24 août 1991, Gorbatchev démissionne de son poste de secrétaire général du PCUS et appelle le comité central du parti à se dissoudre.<sup>147</sup> Le 6 septembre, 1991, l'Union soviétique

---

<sup>146</sup> - Karen BALLENTINE, «La réforme de l'industrie de défense soviétique : Les problèmes de conversion dans une industrie non convertie», Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, juillet 1991, pp. 1-8, Thierry MALLERET et Murielle DELAPORTE, L'Armée rouge ace à la perestroïka..., p. 167, pp. 173-179,

<sup>147</sup> - Juliet O'Neil "Soviet Make Breakup Official, Congress Endorses Transitional Government, Passes First Human rights Declaration", Ottawa Citizen, september 5, 1991

reconnaît l'indépendance des trois républiques baltes. Le 8 décembre 1991, les présidents de Russie, de l'Ukraine et la Biélorussie fondent la Communauté des États indépendants. Le 13 décembre, les républiques d'Asie centrale décident de se joindre à la Communauté.<sup>148</sup>

## I. Conclusion

Comme l'histoire le démontre, l'Union soviétique a joué depuis 1917 un rôle grandissant dans le monde, utilisant les transferts d'armes pour faire avancer ses politiques. Voilà pourquoi il est intéressant d'étudier plus en profondeur le transfert d'armes, moyen qui lui a permis de pénétrer aisément les pays en voie de développement. Depuis 1917 on observe que l'Union soviétique a pris graduellement et par étape de l'expansion sur la scène internationale. Ce chapitre nous a aidé à mettre en perspective la politique extérieure soviétique au tiers monde. Il démontre également une contradiction certaine entre la volonté de coexistence pacifique avec les États-Unis et la volonté d'expansion du marxisme-léninisme à l'échelle internationale.

---

<sup>148</sup> - La Presse, 18 décembre 1991

## DEUXIÈME CHAPITRE

### LE TRANSFERT D'ARMES AUX PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Dans ce deuxième chapitre, nous allons analyser le rôle de l'Union soviétique dans le domaine du transfert d'armes avec une attention spéciale aux pays du tiers monde bénéficiaires des armes soviétiques. Ce chapitre vise à confirmer notre hypothèse selon laquelle l'Union soviétique envoie des armes aux régimes au tiers monde sans discerner s'ils sont communistes ou non. Nous nous sommes attardés sur quelques pays du tiers monde bénéficiaires du transfert d'armes soviétiques. Nous avons regardé si le Parti communiste était au pouvoir au moment où l'U.R.S.S. transférait des armes et si ce n'était pas le cas, nous avons souligné l'orientation «prévisible» des dirigeants. Ce chapitre va démontrer que l'U.R.S.S. a transféré des armes à de nombreux pays du tiers monde dont plusieurs ne sont pas communistes. Nos brèves études de cas, qu'on retrouve à l'intérieur de ce chapitre, font ressortir les exemples de la façon par laquelle dans tous les pays où l'Union soviétique a transféré des armes, elle a également retiré des avantages militaires. Ces avantages lui ont souvent permis de contrer les États-Unis et la Chine, empêchant ainsi les pays du tiers monde de se lier d'amitié avec ces derniers. Ce chapitre entend démontrer que l'U.R.S.S. a joué sur la scène du tiers monde le jeu de grande puissance classique.

### A. Années 20 aux années 50

Déjà au lendemain de la révolution bolchevique, dans les années vingt l'U.R.S.S. avait transféré des armes aux communistes d'Afghanistan, de Mongolie ainsi qu'à ceux de Chine. Dans les années trente, l'Union soviétique transféra des armes aux éléments pro-communistes lors de la guerre civile espagnole. D'autres transferts ont été faits à ce moment-là mais de façon désordonnée et sur une petite échelle sans vraiment d'impact. Après la deuxième guerre mondiale, la production de l'Union soviétique dans le domaine militaire a permis son entrée dans le marché mondial des armes. L'U.R.S.S. distribua les armes capturées lors de la deuxième guerre mondiale aux forces communistes de la Chine, et en 1948, aux juifs qui préparaient l'État d'Israël, dans l'objectif de diminuer l'influence britannique dans cette région. Des armes furent envoyées aux forces communistes de la Corée du Nord qui les ont utilisés lors de l'agression de juin 1950.<sup>1</sup>

### B. Période Khrouchtchev - début du transfert d'armes

Le transfert d'armes comme instrument de politique extérieure a véritablement débuté au milieu des années 50 sous Khrouchtchev, soit dans la sixième période de notre étude historique du chapitre

---

<sup>1</sup> - Mark N. KRAMER, "Soviet Arms Transfers to the Third World", Problems of Communism, Sept-Oct. 1987, vol. 36 pp. 52-53, Rajan MENON, "The Soviet Union, the Arms Trade and the Third World", Soviet Studies, vol XXXIV, no. 3, July 1982, pp. 379, Adam ULAM, Expansion and Coexistence, The History of Soviet Foreign Policy: 1917-1967, Frederick A. Praeger, Publishers, New York, Washington, 1968, p. 584

premier. En raison de l'incapacité soviétique de soutenir un programme d'aide économique aux pays en voie de développement, le transfert d'armes est devenu l'instrument privilégié permettant à l'U.R.S.S. de jouer un rôle plus actif au tiers monde. Khrouchtchev réalisa que le tiers monde était un nouveau champ de concurrence entre l'U.R.S.S. et les États-Unis, et que les transferts d'armes permettraient de poursuivre les objectifs de politique étrangère soviétique. De leur côté, les pays en voie de développement voyaient l'acquisition d'armes comme faisant partie d'une transition vers le développement<sup>2</sup> les aidant à acquérir ou à consolider leur indépendance nationale.<sup>3</sup>

### C. Le tiers monde - division en plusieurs secteurs

Le Tiers monde est divisé en plusieurs secteurs ou région selon l'importance des stratégies géo-politiques internationales des deux superpuissances. Cette division nous permet de cerner les catégories géo-politiques suivantes; risque d'escalade, concurrence entre grande puissance y compris la Chine et des limites à la dominance des États-Unis. Le premier secteur comprend les régions qui présentent un intérêt vital pour l'U.R.S.S. mais n'ont pas la même valeur pour les États-Unis; il s'agit ici surtout des pays de l'Est, zone tampon de l'U.R.S.S.. Dans le deuxième secteur on retrouve les régions où les États-Unis et l'U.R.S.S. ont tous les deux des intérêts vitaux à défendre. Par exemple, le Moyen-Orient

---

<sup>2</sup> - Rajan MENON, The Soviet Union, the Arms Trade..., pp. 379

<sup>3</sup> - Ibid, pp. 378-379

pour l'accès au pétrole, la défense de son allié l'État d'Israël et l'Asie pour les Américains, et le Viêt-nam pour l'U.R.S.S. qui était important à conserver comme allié à cause de ses bases militaires et de son accès aux pays asiatiques. Le troisième secteur inclut les régions où ni les États-Unis, ni l'Union soviétique n'ont des intérêts vraiment intéressants. Un secteur où une intervention ne pouvait pas entraîner de répercussions majeures, comme par exemple au Mozambique. Un secteur où il serait plus difficile de justifier l'engagement de moyens importants. Le dernier secteur implique les régions qui présentent un intérêt vital pour les États-Unis, sans que ce soit réciproque pour l'Union soviétique. L'intervention soviétique dans ces régions présente des risques élevés, comme par exemple dans le bassin des Caraïbes, car des voies de communication extrêmement importantes pour les États-Unis le traverse. L'établissement d'une présence militaire soviétique importante dans cette région aurait pu avoir des répercussions sur la sécurité des États-Unis et renforcer par le fait même la position de l'Union soviétique dans le monde.<sup>4</sup>

---

<sup>4</sup> - S. N. MACFARLANE, «La rivalité entre les superpuissances et la politique soviétique dans le bassin des Caraïbes», Institut Canadien pour la paix et la sécurité internationale, juin 1986, pp. 16-17

TABLEAU 2.1 :

Orientation idéologique des États receveurs de l'armement soviétique

Le tableau suivant démontre, selon Mark N. Katz, l'orientation des États receveurs de l'armement soviétique.

	Régime communiste au pouvoir	Régime à tendance socialiste	Régime à alignement anti-gauche
Afghanistan	X		
Angola	X		
Algérie		X	
Cambodge	X		
Congo			X
Corée du Nord	X		
Cuba	X		
Égypte		X	
Éthiopie	X		
Ghana		X	
Grenade	X		
Guatemala			X
Guinée		X	
Guinée-Bissau	X		
Inde			X
Indonésie			X
Iran			X
Iraq		X	
Laos	X		
Libye		X	
Mali		X	
Mozambique	X		
Nicaragua	X		
Nigéria			X
Ouganda			X
Pakistan			X
Pérou			X
Somalie		X	
Soudan			X
Syrie		X	
Tanzanie			X
Viêt-nam	X		
Yémen du Sud	X		
Yémen du Nord		X	

Source: Mark N. Katz, Gorbatchev's Military Policy in the Third World, p. 31

Comme le démontre le tableau 2.1 les marxistes ont été au pouvoir dans les États suivants : l'Afghanistan, l'Angola, le Cambodge, la Corée, Cuba, l'Éthiopie, le Laos, le Mozambique, la Somalie, pays qui changea d'orientation en 1976, le Viêt-nam et le Yémen du Sud. Le Congo, l'Égypte, le Guatemala, la Grenade, le Ghana, la Guinée, l'Irak, la Libye, le Mali, le Nicaragua, le Salvador, le Soudan, la Syrie et la Tanzanie, ont connu des régimes à orientation de gauche à certains moments de leur histoire. Malgré plusieurs changements et quelquefois des répressions des communistes, ceci n'a pas empêché généralement Moscou de poursuivre ses transferts. Par contre, l'Inde, l'Indonésie, l'Iran, le Nigéria, l'Ouganda, le Pakistan, le Pérou et le Yémen du Nord, sont des pays qui ont reçu des armes soviétiques à certains moments de leur histoire mais qui n'avaient aucune orientation communiste.

Les brèves études de cas qui suivent, démontrent que dans tous ces pays communistes qu'ils soient communistes ou non l'U.R.S.S. a retiré des avantages militaires, ou a empêché les pays du tiers monde de ce lier davantage avec les Américains et les Chinois. L'U.R.S.S. jouait ainsi le jeu de grande puissance classique, plutôt que celui de grande puissance révolutionnaire. On peut voir que les intérêts idéologiques sont représentés dans les transferts d'armes soviétiques, mais non pas en exclusivité, car ceux-ci sont complétés par les intérêts classiques de grande puissance. L'U.R.S.S. transfère des armes non seulement pour appuyer des régimes à orientation marxiste, mais souvent uniquement pour des raisons géo-politiques, comme pour avoir accès aux infrastructures

militaires d'un pays, ou pour en limiter l'accès, des États-Unis ou de la Chine.

#### D. Transferts d'armes soviétiques au Moyen-Orient

L'U.R.S.S. a tout d'abord transféré des armes au Moyen-Orient, la première région que nous allons étudier. Cette région qui a fournit près de 80 % du pétrole à l'Europe de l'Ouest et détient plus des 3/5 des réserves d'huile au monde,<sup>5</sup> fait partie selon notre classification de la catégorie où tant les États-Unis que l'U.R.S.S. ont des intérêts vitaux à défendre. Le Moyen-Orient est l'un des plus importants carrefours stratégique du globe, étant un axe entre les pays du Nord et du Sud, et une importante porte sur l'Afrique qui donne aussi accès à l'océan Indien. La Méditerranée liant l'Europe de l'Ouest aux Balkans et s'écoulant dans la mer ouest, est aussi critique comme axe est-ouest. Les tankers passant par le détroit d'Hormuz du Golfe Persique transportent un tiers du pétrole consommé par le monde non communiste. Les armes ont été fournies à cette région par l'Est et l'Ouest dans le but d'affecter l'équation militaire Arabe-Israël soit pour maintenir la balance, ou pour donner du poids à une des parties en conflit. Ceci a été un facteur dans les transferts soviétiques à la Syrie et à l'Irak, ainsi que par exemple dans les transferts Américains à l'Iran et à l'Arabie Saoudite.

---

<sup>5</sup> - Joshua WYNDFRED, Arms for the Third World, The John Hopkins Press, Baltimore, London, 1969, p. 8

Selon Hélène Carrère d'Encausse de 1971 à 1976, 60 % des experts Soviétiques se retrouvent en Égypte, en Syrie et en Irak et neuf des vingt-et-un pays de la ligue arabe dépendent alors complètement de l'U.R.S.S. pour leur équipement militaire.<sup>6</sup> Pour la CIA et SIPRI cette région constitue la plus grosse importatrice d'armes soviétiques. Ainsi de 1975 à 1979, les livraisons se sont chiffrées à 72 % pour SIPRI et 70 % pour la CIA.<sup>7</sup> De 1973 à 1977, les transferts soviétiques à l'Égypte, l'Iraq, la Syrie, l'Inde et la Libye se chiffraient à 59,4 % des transferts au tiers monde.<sup>8</sup> Les transferts d'armes à cette région ont débuté avec l'Égypte qui en 1955, suite à l'échec des tentatives afin d'obtenir des armes de la part des occidentaux, négocia un échange d'armes avec la Tchécoslovaquie contre du coton et du riz.<sup>9</sup> Selon André Fontaine,

- 
- <sup>6</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, «La pénétration soviétique au Moyen-Orient», sous la dir. de Pierre KENDE et al. Le système communiste : un monde en expansion, pp. 194-196
- <sup>7</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, «Le système communiste : un monde en expansion», pp. 194-198, Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre. Le nouvel empire soviétique ou du bon usage de la détente, 1986, Flammarion, France, p. 221, Laure DESPRÈS, «Les ventes d'armes de l'URSS et des six pays socialistes européens aux pays en voie de développement», sous la dir. de Marie LAVIGNE, Les relations est-sud dans l'économie mondiale, Economica, Paris, 1986, p. 88, Stéphanie G. NEUMAN, "International Stratification and Third World Military Industries", International Organization, 38-winter 1984, by the Massachusetts Institute of technology and the world Peace Foundation, p. 1053, PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, p. 141
- <sup>8</sup> - Rajan MENON, The Soviet Union, the Arms Trade..., p. 380
- <sup>9</sup> - Adam ULAM, Expansion and Coexistence..., p. 585, Paul KENNEDY, The Rise and Fall of the Great Powers, Fontana Press, 1988, p. 504, André FONTAINE, Histoire de la guerre froide: Les grandes études contemporaines, Fayard, Tome 2 p. 184, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale de 1917 à nos

l'annonce de cet accord a ouvert un nouveau front de la guerre froide.<sup>10</sup> Sous Nasser, l'Égypte était considérée comme un régime modéré de gauche. Le 21 mai 1962, Nasser déclare sa foi en un «socialisme scientifique.» Toutefois, il existe des différences majeures qui le sépare du marxisme-léninisme, par exemple, la référence persistante à la religion islamique. En 1968, Nasser est quant même fait héros de l'U.R.S.S. et décoré de l'Ordre de Lénine.

Lorsque Israël a attaqué l'Égypte, la Syrie et la Jordanie, le 5 juin 1967, l'U.R.S.S. qui voulait éviter une confrontation directe avec les États-Unis, dû se contenter d'une action diplomatique. Elle vota au Conseil de Sécurité de l'ONU un cessez-le-feu sans condamnation d'Israël. Cette guerre a entraîné la destruction et la capture d'environ 80 % des armes égyptiennes. L'Égypte et la Syrie ont donc demandé de l'aide à Moscou, qui envoya des techniciens pour initier les troupes au maniement des armes soviétiques : on constata la vente de trois sous-marins à l'Égypte et des armes nombreuses et très perfectionnées furent livrées.<sup>11</sup>

Malgré cela, les militants d'extrême-gauche et les communistes furent torturés et jetés en prison en République Arabe Unie. En mai 1971, on assista à la signature d'un traité d'amitié et de

---

jours, Armand Colin Collection, Paris, 2<sup>e</sup> édition refondue et augmentée, 1987, p. 169, CARRÈRE D'ENCAUSSE, op. cit., p. 51.

<sup>10</sup> - André FONTAINE, Histoire de la guerre froide, p. 153

<sup>11</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., pp. 242-245, Adam ULAM, Expansion and Coexistence..., p. 585,

coopération entre l'U.R.S.S. et l'Égypte, malgré l'anticommunisme du président égyptien Anwar Sadate. Par ce traité l'U.R.S.S. s'engageait à accroître son aide économique et militaire et les deux parties prenaient la décision de se consulter sur les questions politiques et militaires importantes. Les Soviétiques ont pu avoir accès aux installations portuaires d'Alexandria, de Port Said et de Sollum, à la base navale et aérienne de Mersa Matruh et aux bases aériennes de Assuan, Berri Suel, Cairo West, El Mansoura, Inchas et Jiyanklis, augmentant par le fait même leur position stratégique en Méditerranée.<sup>12</sup> Mais ils refusèrent de fournir à Sadate les armes qu'ils jugeaient trop offensives ou perfectionnées.

Cette animosité mena le renvoi des conseillers militaires soviétiques en 1972, dont le nombre était évalué à environ 20 000, et à la prise de contrôle des bases militaires par les Égyptiens; confirmant ainsi que la provision d'armes ne se transforme pas nécessairement en influence assurée.<sup>13</sup>

---

<sup>12</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 188, pp. 244-248, André FONTAINE, Histoire de la guerre froide, tome 2, pp. 238, 292, Paul KENNEDY, The Rise and Fall of the Great Powers, p. 507, Rajan MENON, The Soviet Union, the Arms trade..., p. 392, Adam ULAM Expansion and Coexistence, p. 614

<sup>13</sup> - David E. ALBRIGHT, "Soviet Policy", Problems of Communism, Jan-Feb, 1978, p. 30, Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., p. 107, Colin LEGUM, "The USSR and Africa : The African Environment", Problems of Communism, Jan-Feb, 1978, p. 15, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., op. cit., p. 207, Rajan MENON, The Soviet Union, the Arms trade..., p. 89, Andrew J. PIERRE, "Arms Sales: The New Diplomacy", Foreign Affairs, Winter 1981/1982, vol. 60. no. 2 p. 273

Durant la guerre du Yom Kippur en octobre 1973 liant la Syrie et l'Égypte contre Israël, l'U.R.S.S. transporta par avions des munitions, et des tanks, à l'Égypte et à la Syrie, et déploya une marine de 96 bateaux en Méditerranée, incluant 34 bateaux de combats et 23 sous-marins.<sup>14</sup> Environ trois à quatre milliers de conseillers Soviétiques étaient en Égypte et en Syrie au début de la guerre. Mais après 1974, l'U.R.S.S. refusa le renouvellement de ses stocks d'armements à l'Égypte. En 1976, Sadate mis un terme au traité le liant à l'Union soviétique.

Ce revirement de la situation fit que l'U.R.S.S. se rapprocha de la Syrie, de l'Irak et la Libye.<sup>15</sup> La hausse des prix du pétrole après 1974, a permis aux pays arabes de remplacer les armes perdues durant la guerre de 1973, avec des armes plus perfectionnées qu'ils payaient souvent directement comptant. Les livraisons militaires soviétiques à la Syrie ont passé de 5 milliards de dollars pour les années 1974-1979 à 10,3 milliards de dollars pour la période 1980-1985.<sup>16</sup> La livraison d'armes soviétiques avait commencé en 1956 avec la signature d'un traité entre la Syrie et la Tchécoslovaquie. Avec la victoire du Parti Baas en 1966, l'U.R.S.S. était plus proche de ce pays qui s'était

---

<sup>14</sup> - Bruce D. PORTER, The USSR in Third World Conflicts, Soviet Arms and Diplomacy in Local Wars 1945-1980, p. 27, Alvin Z. RUBINSTEIN, "Soviet Intervention in the Third World", dans Military Intervention in the Third World, p. 24

<sup>15</sup> - LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., op. cit., pp. 301-302

<sup>16</sup> - Mark KRAMER, Soviet Arms Transfers to the Third World, p. 57, Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, p. 190

engagé dans des réformes politiques comme la nationalisation des banques et des arrangements avec le Parti communiste syrien. On assista à la construction d'installations navales sous la surveillance soviétique dans les ports de Lataquia et de Tartus, ports qui sont devenus forts utiles pour la couverture maritime soviétique en Méditerranée. En 1976, les dirigeants soviétiques furent incapables d'empêcher le président syrien Hafez-Al Assad, d'intervenir dans la guerre civile au Liban. Malgré cela en octobre 1980 l'Union soviétique signa un traité d'amitié et de coopération de vingt ans avec la Syrie. En décembre 1982, l'U.R.S.S. accepta de fournir de l'équipement à la Syrie après sa présence dans le conflit libanais, construisant deux nouvelles bases stratégiques, équipées de missiles sol-air SAM-5 à autoguidage automatique. L'endettement syrien à l'égard de l'U.R.S.S. se situe alors entre 15 ou 19 milliards de dollars.<sup>17</sup>

Un autre pays du Moyen-Orient qui reçut des armes soviétiques est la Libye. Moscou a reconnu la République Arabe de Libye le 4 septembre 1969 lorsqu'un Kaddafi hostile aux occidentaux, y prit le pouvoir. Kaddafi a remplacé l'ancien régime, par un État qui visait le socialisme inspiré de l'héritage arabe et islamique, un socialisme non rattaché au marxisme. L'U.R.S.S. lui a fourni sur

---

<sup>17</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 242, pp. 375-376, Andrew PIERRE, "Arms Sales : The New Diplomacy", p. 273, Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, op. cit., p. 141, pp. 191-192, Rajan MENON, The Soviet Union, the Arms Trade, p. 389, M. KRAMER, op. cit., p. 57, Francis FUKUYAMA, "Gorbachev and the Third World", Foreign Affairs, vol 64, no. 4, - 1986, p. 724, Stéphanie G. NEUMAN, "Arms, Aid and the Superpowers", Foreign Affairs, Summer 1988, vol. 66. no. 5, New York, pp. 1045-1049

une période de presque 20 ans, plus de 3 000 chars, un demi-millier d'avions dont un grand nombre de Mig-23 et 25, des missiles Frog, Scud et SS-12. Un accord de 1 milliard de dollars a été conclu en 1974 avec l'U.R.S.S., permettant à la Libye de recevoir des Mig-23, des Tu-22, des «medium-bombers», des «surface-to-air», des «Scud missiles systems» ainsi que divers équipements modernes. Des Mig-25 et des tanks T-72 auraient également été achetés.<sup>18</sup> Entre 1971 et 1983, l'inventaire libyen a grossi de 115 tanks à un total de 22 800 tanks et 1 600 APCs.<sup>19</sup> Peu à peu, la Libye a fait des achats d'armes pour elle, pour de nombreux pays arabes et africains ainsi que pour différents mouvements. Par exemple, elle a envoyé des armes au mouvement de Libération nationale au sud des Philippines, aux différents mouvements basques et corses, aux factions séparatistes de l'Érythrée, au Mozambique et en Angola, en Somalie, en Éthiopie, aux mouvements de gauche musulman au Liban, à des forces rebelles dans l'Ouest du Sahara, au Front démocratique du Yémen du Nord et même à Idi Amin Dada. Kadhafi aurait également assisté les terroristes palestiniens dans leur attentat aux Olympiques de Munich en 1972. En fournissant des armes un peu partout dans le monde la Libye permet à l'U.R.S.S., par pays interposé, de faire différentes pressions et de conduire en même

---

<sup>18</sup> - David ALBRIGHT, "Soviet policy", pp. 32-33, Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., p. 109, pp. 114-115, p. 142, pp. 181-183, Laure DESPRÈS, «Les ventes d'armes de l'URSS...», p. 93, Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, pp. 197-199,

<sup>19</sup> - Michael, MCCGWIRE, Military Objectives in Soviet Foreign Policy, The Brookings Institution, Washington, D.C., 1987, p. 144

temps des politiques contraires.<sup>20</sup> La Libye est en somme pour l'U.R.S.S., une alliance de revers, suite à la perte de l'Égypte, qui lui donne une ouverture vers l'Afrique.

Après son échec en Égypte, l'U.R.S.S. se rapproche également de l'Irak. En 1963, l'Union soviétique avait arrêté ses transferts d'armes à l'Iraq, lorsque le régime Baath fit une violente purge des communistes iraqiens. Lorsque les ministres les plus anti-communistes furent congédiés et que le gouvernement relâcha ses mesures contre les communistes iraqiens, on observa un dégel entre l'U.R.S.S. et l'Iraq.<sup>21</sup> En 1972, l'Irak signa avec Moscou un traité d'amitié et de coopération pour quinze ans.<sup>22</sup> Même si l'U.R.S.S. fournissait des armes à l'Irak elle ne pouvait y contrôler le régime. Par exemple, l'U.R.S.S. n'a pas réagi lorsqu'une vingtaine de soldats furent tués et d'autres emprisonnés en mai 1978, après avoir été accusés d'avoir tenté d'installer des cellules pro-Soviétiques. Comme la Syrie, l'Irak a en sa possession, des équipements les plus modernes à l'extérieur du Pacte de Varsovie, avec des Mig-21 et 23, des chars T-62, et T-72, des missiles Scud, ainsi que 2 000 conseillers Soviétiques et

---

<sup>20</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., pp. 109, 114, 186, 381, Andrew Pierre, The Global Politics of Arms Sales, p. 198

<sup>21</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., op. cit., p. 262, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa Politique Internationale..., p. 302, Joshua WYNDFRED et Gilbert STEPHEN, Arms for the third world, pp. 13, 17,

<sup>22</sup> - PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, op. cit., p. 193

plusieurs milliers de techniciens civils.<sup>23</sup> L'U.R.S.S. a accès à l'aéroport de Um Qasar et aux facilités portuaires de Basrah et Al Fau.

Le Yémen du Nord a reçu entre 1956 et 1962, 30 millions de dollars en aide militaire de l'U.R.S.S. qui cherchait à diminuer l'influence britannique. L'U.R.S.S. reconnu le YAR lors du coup d'État de septembre 1962.<sup>24</sup> D'octobre 1962 à décembre 1965, l'aide militaire soviétique était transférée par l'Égypte. À partir de 1966, Moscou envoyait directement de petites quantités d'armes à Sana. La troisième étape de l'engagement soviétique a débuté à la fin de 1967, lorsque Nasser fut obligé de ramener ses troupes du Yémen suite à la défaite égyptienne dans la guerre de juin de la même année avec Israël. L'Union soviétique entreprit à ce moment le transport d'équipements militaires pour Sana et Hodeida. Le Yémen n'a pas de ressources naturelles intéressantes pour une superpuissance, mais sa situation géographique est un atout stratégique : il est situé en bordure des frontières de l'Arabie Saoudite, à proximité de l'Éthiopie et il donne sur le détroit de «Bal El Mandeb.» L'U.R.S.S. pu avoir accès aux installations portuaires de Hodeiba. Le modèle de la diplomatie soviétique dans la région pendant les années 60 et 70 suggère qu'un des principaux buts de l'Union Soviétique est d'établir une

---

<sup>23</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., pp. 262-266, Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, pp. 194-195, Rajan MENON, The Soviet Union, the Arms Trade..., pp. 383, 390,

<sup>24</sup> - Bruce D. PORTER, The USSR in Third World..., p. 23, Joshua WYNFRED et Gibert STEPHEN P. Arms for the Third World, p. 12

présence sur la mer Rouge. Des armes soviétiques, des avions de combat, des tanks, des conseillers militaires et techniques ont assisté à la victoire des républicains. En 1970, la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis ont reconnu le YAR qui commença à prendre des positions pro-occidentales dans sa politique étrangère.

Pendant cette même période, l'U.R.S.S. commença à accorder une attention particulière au Yémen du Sud, où le retrait britannique en août 1967 a mené à l'établissement de la People's Democratic Republic of Yemen (PDRY), qui était probablement le régime le plus radical au Moyen-Orient. C'était aussi sans doute le régime le plus prometteur pour l'U.R.S.S. et ses ambitions sur la péninsule arabe. Dès 1968, la faction de gauche prend le pouvoir et engage le Yémen du Sud dans «une voie de développement non capitaliste.» Les nouveaux dirigeants ont donc nationalisé les banques, les sociétés d'assurances, le secteur industriel et les moyens de production. De plus, ils lancèrent une réforme agraire calquée sur le système adopté en U.R.S.S.. En 1978, le Yémen du Sud est dirigé par le Parti socialiste et se déclare République démocratique devenant par le fait même un État marxiste, qui copie l'organisation et le discours du Parti communiste de l'U.R.S.S.<sup>25</sup> Les armes soviétiques transférées à ce pays, ont permis à l'U.R.S.S. d'atterrir sur les bases du Yémen, d'utiliser la base à

---

<sup>25</sup> - Francis FUKUYAMA, "The New Marxist-Leninist States and Internal Conflict in the Third World" sous la dir. de Uri RA'ANAN et al. Third World Marxist Leninist : Strengths, Vulnerabilities and US. Policy, Pregamon-Brassey's, Washington, 1985, p. 33

Khormaksar et les installations portuaires à Aden. L'intégration du Yémen du Sud permet une présence dans la péninsule arabe et le détroit de Bab el Mandeb, les bases d'Aden et de Socotra lui offrant une ouverture commode pour déployer ses forces navales vers l'océan Indien.<sup>26</sup> L'U.R.S.S. a accès aux installations portuaires de Tuba et de Perum, aux aéroports de Socotra Island, Lahej et Mukalla, et aux installations portuaires et aériennes de Aden.<sup>27</sup>

L'U.R.S.S. entretient avec le Yémen du Nord, des relations privilégiées et ce, depuis la proclamation de la République en 1962. Même si elle était alliée du Yémen du Sud, l'U.R.S.S. s'est efforcée de rester en contact avec le Yémen du Nord en envoyant des délégations dans les deux pays. En septembre 1979, le président de la République Arabe du Yémen se rend à Moscou pour y négocier de nouvelles fournitures d'équipements militaires.<sup>28</sup>

Un autre pays important de cette région est l'Iran. En janvier 1967, l'Iran qui n'était pas satisfaite des fournitures militaires américaines signe un accord avec les Soviétiques de 100 millions de dollars en équipements. L'U.R.S.S. fournissait par exemple des camions, mais refusait de vendre les «surface-to-air missiles» que l'Iran désirait pour défendre le Golfe Persique

---

<sup>26</sup> - Francis Fukuyama, "The New Marxist-Leninist States and Internal Conflict in the Third World", Uri Ra'anan et al. Third World Marxist Leninist : Strengths, Vulnerabilities and U.S. Policy, p. 35

<sup>27</sup> - Bruce D. PORTER, The USSR in Third World Conflicts..., p. 33

<sup>28</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., pp. 130-133, p. 139

contre une menace égyptienne.<sup>29</sup> En 1979 avec la révolution iranienne, l'U.R.S.S. se résigne à adopter la position selon laquelle le plus important est que l'Iran devienne anti-impérialiste.<sup>30</sup>

Pendant les deux premières années de la guerre Iran-Irak, l'U.R.S.S. limitait ses transferts d'armes aux deux parties et exerçait des pressions sur l'Iran pour qu'elle mette fin à la guerre.<sup>31</sup> Mais à l'été 1982, suite au renforcement de la position iranienne, l'U.R.S.S. envoya massivement des armes à Bagdad : des Mig-23 et 25, des chars T72, des missiles sol-sol, sol-air, ainsi que des munitions, de même que 2 000 conseillers militaires soviétiques. Par ailleurs d'autres armes soviétiques furent transférées à l'Iran, par des alliés soviétiques comme la Syrie, la Libye, la Corée du Nord et le Yémen du Sud. En 1985, l'Iran reçoit de la Syrie et de la Libye, des armes Soviétiques Scud-A et Scud-B capables d'atteindre Bagdad sans être interceptées. À cette époque l'Iran compte plus de 3 000 conseillers nord-coréens, qui assuraient l'encadrement et l'entretien du matériel soviétique.<sup>32</sup>

---

<sup>29</sup> - Joshua WYNFRED, Arms for the Third World, p. 21

<sup>30</sup> - Ibid, pp. 238-256

<sup>31</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS en Afghanistan, de l'invasion au retrait, Editions complexes, 1990, p. 126

<sup>32</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., pp. 272-273, p. 279, Francine LECOURE, La Guerre du Golfe, Institut Canadien pour la paix et la sécurité internationales, Mai 1988, p. 5, David SEGAL, "The Iran-Iraq War: A Military Analysis," Foreign Affairs, Summer 1988, vol. 66, No. 5, pp. 956-959, SIPRI Yearbook 1990, p. 246

## 1. Conclusion Moyen-Orient

Entre 1974 et 1979 le nombre d'armes transférées de l'Union Soviétique au Moyen-Orient fut cinq fois plus grand qu'entre 1967 et 1973.<sup>33</sup> Après avoir été exclu de l'Égypte au milieu des années 1970, l'influence de Moscou se propage dans des pays de cette même région comme la Libye, le Yémen du Sud, la Syrie et l'Iraq, où les relations ont pourtant toujours été problématique. Lorsque les États-Unis ont été médiateurs au Mont du Goland et à Camp David vers la fin des années 1970, l'U.R.S.S. a tenu le rôle de second violon. Presqu'au même moment, la communauté des États islamiques condamnait l'invasion de l'Afghanistan. L'aide militaire a donné la possibilité aux Soviétiques de tester la capacité de ses moyens d'action et la qualité de ses équipements. Par exemple, elle a pu vérifier sa capacité d'organiser des ponts aériens en Égypte en 1973, en Angola en 1975, et en Éthiopie en 1977. En Afghanistan, l'U.R.S.S. a eu l'occasion de vérifier son matériel et d'utiliser ses troupes sur le terrain, ainsi que de laisser sa flotte dans la Méditerranée et le Canal de Suez, lequel est un important point d'accès à l'océan Indien.<sup>34</sup>

Riche en retournements et en rebondissements, la décennie 70 au Moyen-Orient a été particulièrement éprouvante pour la politique de l'U.R.S.S.. Elle a bien montré les limites du contrôle que celle-ci pouvait enlever sur les événements malgré l'ampleur

---

<sup>33</sup> - Mark KRAMER, Soviet Arms Transfers to the Third World, p. 55

<sup>34</sup> - Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, pp. 138-139

des moyens mis en oeuvre et une politique en apparence soigneusement et savamment articulée.<sup>35</sup>

#### E. Transferts d'armes soviétiques en Asie

L'autre région sur laquelle nous voulons nous attarder est l'Asie, où l'Union soviétique a pu déployer ses forces navales dans le Pacifique et l'Océan Indien.<sup>36</sup> <sup>37</sup> Cette région du monde était aussi importante pour les États-Unis, l'Union soviétique et la Chine, tous ces pays y possédaient des intérêts essentiels.

L'escalade de l'interventionnisme américain au Viêt-nam favorisa le transfert d'armes soviétiques. Le premier ministre Kosyguine signa un accord en 1968 accordant de l'aide militaire à la Corée du Nord et au Viêt-nam du Nord. L'aide militaire de Moscou renforçait son influence sur Hanoi et favorisa une séparation durable entre ce pays et la Chine, et l'encerclement de cette dernière. Des divisions de l'armée nord-vietnamienne équipées avec des armes soviétiques sont entrées à Saigon en avril 1975. La chute du Viêt-nam du Sud a marqué le début d'une

---

<sup>35</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 295

<sup>36</sup> - T. Q. TRUNG, «L'Asie de l'est dans la stratégie globale...», sous la dir. de Pierre KENDE et al. Le système communiste : un monde en expansion, p. 91

<sup>37</sup> - Nous avons traité de la Corée du Nord dans le précédent chapitre et comme nous l'avons mentionné, ce pays a reçu environ 90% de ses armes de l'Union Soviétique après la guerre de 1950-1953, et obtenu l'assistance de Moscou pour des armes fabriquées en co-production et pour l'assemblage de pièces d'artillerie. Francis FUKUYAMA, "Gorbachev and the Third World", Foreign Affairs, vol. 64, no 4 1986, p. 725, PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, pp. 138-139

offensive stratégique soviétique au tiers monde.<sup>38</sup> Depuis 1979, l'U.R.S.S. a obtenu du Viêt-nam le droit de s'installer sur la base de Cam Ranh affaiblissant la position américaine à Subic Bay aux Philippines. Cette base est le lieu de stationnement régulier d'unités navales soviétiques, renforcées par des installations aériennes. Les Soviétiques ont également pris possession de la base de Nand, située au Nord de Cam Ranh, et qui sert à accueillir des forces aériennes.<sup>39</sup> En 1979, il y avait environ 7 000 conseillers Soviétiques sur place pour préparer les Vietnamiens à utiliser le matériel plus perfectionné fourni par Moscou, comme des chars légers, des missiles sol-air, de nouveaux canons auto-mouvants et tractés.<sup>40</sup> L'U.R.S.S. disposait au Viêt-nam, selon le contre-amiral Butts, directeur des services de renseignements navals Américains, de sa première véritable base militaire à l'étranger ou du moins, loin de ses frontières.<sup>41</sup>

---

<sup>38</sup> - Bruce D. PORTER, The USSR in Third World Conflicts..., pp. 28-29

<sup>39</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., p. 156, pp. 181-183, T. Q. TRUNG, «L'Asie de l'est dans la stratégie globale...», sous la dir. de Pierre KENDE, Le système communiste : un monde en expansion, pp. 85-86, p. 90, Mark N. KRAMER, "Soviet Arms Transfers to the Third World," p. 59, Adam ULAM, Expansion and Coexistence..., pp. 702, 741, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 231, p. 384, Michael MCCGWIRE, Military Objectives in Soviet Foreign Policy, p. 175

<sup>40</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., op. cit., p. 168

<sup>41</sup> - Ibid, p. 167, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale...op. cit., p. 385

Le 29 juin 1978, le Viêt-nam entre au Conseil d'assistance économique mutuelle ou Comecon (C.A.E.M.) et le 5 novembre de cette même année, l'U.R.S.S. et le Viêt-nam signèrent un traité d'amitié et de coopération pour les vingt-cinq prochaines années. En octobre 1983, suite à la crise du boeing sud-coréen, Moscou renforça son alliance avec le Viêt-nam en signant un nouvel accord qui confirmait et mettait à jour le traité d'amitié et de coopération de 1978. Selon Hélène Carrère d'Encausse, l'aide militaire est difficile à évaluer, mais elle est estimée au milliard de dollars annuellement. Pour Stéphanie Neuman, l'aide aurait été d'environ 2 milliards de dollars par année après le conflit Sino-Vietnamien de 1979. Le Viêt-nam absorbe 25 % de l'aide extérieure soviétique.<sup>42</sup>

Vu l'importance du Viêt-nam dans la stratégie globale de l'U.R.S.S. comment dès lors s'étonner de la volonté soviétique de soutenir l'expansionnisme régional de Hanoi. Dès décembre 1975, Moscou accepta de réorganiser l'armée vietnamienne déjà suréquipée et de financer le plan quinquennal vietnamien (1976-1981) pour un montant de 3,2 milliards de dollars. Pour la période 1981-1985, le nouveau plan quinquennal vietnamien est même intégré au Gosplan soviétique. Pour maintenir à flot l'économie vietnamienne, Moscou injecte 6 millions de dollars par jour, dont 60 % en aide militaire. Malgré le coût croissant de la guerre au Cambodge, l'U.R.S.S. a encore les moyens de porter à bout de bras le régime de Hanoi. Car tant qu'il y aura des armes... le communisme de guerre de Hanoi continuera à fonctionner comme un instrument efficace du système hégémonique mondial de l'U.R.S.S.. La portée de l'alliance entre

---

<sup>42</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., p. 167, LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 396, Stéphanie NEUMAN, "Arms, Aid and the Superpowers", p. 1045

Moscou et Hanoi ne devrait donc plus faire de doute.<sup>43</sup>

Des efforts pour contrer l'influence chinoise et américaine sont également reflétés par l'aide soviétique au Cambodge. En septembre 1963, l'Union soviétique promet d'envoyer au Cambodge un système de défense aérien qui a été livré en février 1964. Un mois plus tard, d'autre matériel soviétique fut livré incluant deux Mig-17, 40 véhicules militaires et plusieurs autres armes. En juillet 1965, l'appui de l'U.R.S.S. au Viêt-nam du Nord prit préséance à l'appui du Cambodge, et on observe un arrêt de la fourniture d'armes soviétiques. En avril 1967 toutefois, l'Union soviétique fournit des armes au Cambodge pour démontrer son appui à l'égard des inquiétudes cambodgiennes face aux incursions des États-Unis et du Viêt-nam du Sud en territoire cambodgien.<sup>44</sup> Par la suite l'U.R.S.S. prit possession du port cambodgien de Kompong Sam qui se trouve situé dans le golfe de Thaïlande.<sup>45</sup> Le gouvernement vietnamien maintenait au Cambodge le gouvernement de Heng Samin.<sup>46</sup>

Dans le même ordre des choses le Laos est à la fois satellite du Viêt-nam et de l'U.R.S.S.. Au début des années 60, l'Union

---

<sup>43</sup> - Thai Quang TRUNG, «L'Asie de l'Est dans la stratégie globale...», sous la dir. de Pierre KENDE et al. Le Système communiste : un monde en expansion, p. 92

<sup>44</sup> - Joshua WYNDFRED, Arms for the Third World, pp. 62-63

<sup>45</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre ..., pp. 172-182

<sup>46</sup> - Richard H. SHULTZ, Jr. "Countering Third World Marxist-Leninist Regimes: Policy Options for the United States," sous la dir de Uri RA'ANA et al. Third World Marxist Leninist Regimes : Strenghts, Vulnerabilities and U.S. policy, 1985 p. 119

soviétique organisa un pont aérien entre Hanoi et le Laos pour transférer des armes aux forces communistes. Par contre l'U.R.S.S. cessa de fournir toute aide directe au Laos au printemps 1964 car il devenait plus important pour elle de renverser la tendance pro-chinoise à Hanoi.<sup>47</sup> Même si l'U.R.S.S. appuie l'autorité vietnamienne sur le Laos, elle conserve des relations privilégiées en lui fournissant des Mig-21, des missiles sol-air, des armes légères ainsi que des bases de radar et des sites de missiles, des hélicoptères d'assauts Mi 24, des avions d'attaques au sol Su22. Enfin, les conseillers sont passés de moins d'une centaine en 1975, à environ 4 000, dont un millier de militaires au début des années 1980. Au printemps 1976, l'Union soviétique fait entrer le Laos au C.A.E.M.. L'U.R.S.S. s'est donc engagée dans une politique de présence qui renforce l'action vietnamienne au Laos.

Un autre pays important pour la politique soviétique est l'Inde. À l'été 1962, lors de conflits frontaliers entre l'Inde et la Chine, l'U.R.S.S. a fait des engagements militaires avec l'Inde pour lui fournir et établir des manufactures de Mig-21. Dans la première moitié de 1963, ont voit six Mig-21, et des hélicoptères Mi-4 arriver en Inde. Des négociations en 1963 et 1964, amenèrent l'U.R.S.S. à livrer des «An-12 cargos planes» et des missiles pour les Mig. Par le milieu de 1964, les ventes militaires à l'Inde totalisaient 140 millions de dollars. En septembre 1964, l'U.R.S.S. a donné à l'Inde un crédit militaire de 300 millions de dollars en aide militaire, incluant l'achat de 44 Mig-21 jets, 20

---

<sup>47</sup> - Joshua WYNFRED, Arms for the Third World, pp. 60-61

hélicoptères et 70 Pt-76 tanks.<sup>48</sup> En juillet 1964, il y a rapprochement entre l'U.R.S.S. et le Pakistan. Le Pakistan rejetait ce qu'il interprétait comme la politique pro-Inde de Washington et commença à négocier des relations avec la Chine et les Soviétiques. Lors du conflit frontalier entre l'Inde et le Pakistan en septembre 1965, le Pakistan accepta l'offre de la Chine qui consistait à remplacer ses armes par des jets Mig-19, des bombers Il-28 et des tanks T-59. Les Soviétiques qui ne voulaient pas s'aliéner ni l'un ni l'autre des adversaires sont restés neutres. En 1967, pour contrer l'influence chinoise, Moscou accepta de fournir des hélicoptères Mi-6 au Pakistan et les Pakistanais furent reçus pour un entraînement par l'U.R.S.S.. L'U.R.S.S. réassura l'Inde en lui disant qu'elle ne transférerait aucune arme offensive au Pakistan.<sup>49</sup> La valeur des armes envoyées à cette époque au Pakistan est estimée à 10 millions de dollars. Après la visite de Kissinger à Pékin, Moscou signe avec l'Inde en août 1971 un traité d'amitié et d'assistance mutuelle qui fut suivi d'un flot d'armement vers l'Inde.<sup>50</sup> L'Inde envahit l'est du Pakistan vers le 4 décembre pour une guerre qui dura 14 jours. L'Inde fut alors publiquement appuyée par l'Union Soviétique.<sup>51</sup>

En 1971, c'est la guerre indo-pakistanaise où Moscou, en dépit d'une longue tradition de prudence en matière de soutien à des revendications

---

<sup>48</sup> - Joshua WYDNFRED, Arms for the Third World, pp. 68-69

<sup>49</sup> - Ibid, pp. 70-71

<sup>50</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS en Afghanistan..., p. 71

<sup>51</sup> - Bruce D. PORTER, The USSR in Third World Conflicts..., p. 25

irrédentes, prend position sans ambiguïté pour l'Inde, pour le démembrement du Pakistan pour l'indépendance du Bangla Desh. Moscou fournit à l'Inde une aide militaire importante qui va contribuer à briser le Pakistan [...] L'Inde enfin, en qui Moscou a toujours vu l'indispensable jalon d'une politique asiatique, doit aussi reconnaître le service qui lui a été rendu. Cette reconnaissance c'est le traité soviéto-indien d'août 1971. Sans doute l'Inde n'est-elle pas le premier État à signer ce genre de traité avec l'U.R.S.S.; mais elle est celui qui donne au traité la plus grande portée.<sup>52</sup>

Les armes soviétiques envoyées en Inde sont de l'ordre de 1,1 milliard de dollars entre 1973 et 1977.<sup>53</sup> En 1980, les termes d'un accord de vente d'armement à l'Inde, d'une valeur de 1,6 milliards de dollars, furent très généreux en lui donnant 17 ans pour rembourser à seulement 2,5 % d'intérêt. Cet accord a permis à l'Inde de construire en co-production deux systèmes majeurs d'équipements, soit le MiG 23 et le T-72. L'U.R.S.S. utilisait ses liens avec l'Inde pour faire circuler ses vaisseaux dans l'océan Indien.<sup>54</sup>

Un pays où l'Union soviétique a connu un échec important est l'Indonésie. À partir de 1985, l'U.R.S.S. fournissait à l'Indonésie du matériel militaire par l'entremise de la Pologne et

---

<sup>52</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., p. 153

<sup>53</sup> - Mark N. KRAMER, Soviet Arms Transfers to the Third World, p. 59, Rajan MENON, The Soviet Union, the Arms Trade..., p. 390

<sup>54</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., op. cit., p. 151, Harry GELMAN, L'Union Soviétique dans le tiers-monde..., p. 489, Francis FUKUYAMA, "Gorbatchev and the Third World", p. 725, Andrew PIERRE, "Arms Sales : The New Diplomacy", pp. 272-273, Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, pp. 221-225,

de la Tchécoslovaquie. Jusqu'à 1960, l'Indonésie a reçu environ pour 250 millions de dollars d'armes.<sup>55</sup> Entre 1960 et 1963, l'Union soviétique a étendu de nombreux crédits militaires à l'Indonésie d'une valeur d'environ 1 milliard de marks à des conditions de 2,5 % payables sur dix ans. L'U.R.S.S. a fourni des armes à l'Indonésie sans imposer de conditions politiques, ni s'insérer dans les politiques de défense indonésiennes, voulant surtout assurer la dépendance de ce pays sur l'Union soviétique pour des armes. Un autre objectif était de diminuer l'hostilité de l'Indonésie à l'égard du communisme. À la fin de 1963, l'Union soviétique signait un accord avec l'Indonésie fournissant un nombre limité d'armes avec un moratoire sur leur paiement, car l'Indonésie ne se pressait pas pour repayer le 1 milliard de dollars de dettes vis à vis l'Union soviétique. En octobre 1964, l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie ont fournit des crédits militaires additionnels pour des «An-12 cargocraft», et des hélicoptères. En 1965, les armes transférées dans ce pays n'ont pas empêché Sukarno d'adopter une position pro-chinoise et d'abolir le Parti communiste.<sup>56</sup> En septembre et octobre 1965, il y a eu un soulèvement en Indonésie qui a éventuellement résulté à l'accession de l'armée au pouvoir et à une répression sanglante du Parti communiste, ce qui a mis fin à la relation entre l'Indonésie et la Chine.<sup>57</sup>

---

<sup>55</sup> - Joshua WYNDRED, Arms for the Third World, p. 57

<sup>56</sup> - Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, p. 219, Andrew PIERRE, "Arms sales: The New Diplomacy", p. 273, Adam ULAM, Expansion and Coexistence..., pp. 716-718,

<sup>57</sup> - WYNFRED, op. cit., pp. 64-67

## 1. Conclusion Asie

Un peu partout en Asie, à l'exception de l'Indonésie, l'U.R.S.S. avait comme objectif de contenir la Chine et les États-Unis, en cherchant des liens avec des pays qui pouvaient l'aider dans cette perspective. L'U.R.S.S. a également développé des liens avec d'autres Partis communistes, comme ceux de la Corée du Nord, du Viêt-nam, du Laos et du Cambodge. Mais en Inde, au Pakistan et en Indonésie, ce sont surtout ses intérêts géo-politiques et la volonté de tamponner l'influence de la Chine qui ont prédominé.

## F. Transferts d'armes soviétiques en Afrique

Avec la décolonisation du continent africain, l'Union soviétique a investi davantage dans cette région, malgré le fait que ce n'est pas un secteur où les États-Unis, la Chine et l'U.R.S.S. avaient des intérêts stratégiques vraiment importants. Les quelques exemples suivants démontrent toutefois la diversité des actions soviétiques.

En 1960, lorsque la Belgique accorda l'indépendance au Congo, maintenant devenu Zaïre, l'U.R.S.S. a donné son appui à Patrice Lumumba dans sa querelle avec le président du pays.<sup>58</sup> Par la suite l'U.R.S.S. appuya l'envoi d'une force militaire de l'ONU au Congo. De plus pour faire preuve de respect envers la décision de l'ONU elle déclara avoir autorisé l'utilisation de cinq avions

---

<sup>58</sup> - Joseph KASAVUBY, Alvin Z. RUBINSTEIN, "Soviet Intervention in the Third World", dans Military Intervention in the Third World Threats, Constraints and Options, Edited by John MAURER, and Richard PORTH, Praeger, 1984 p. 22,

Il-18 assignés au gouvernement du Ghana le 23 juillet, pour amener des troupes et de l'équipement au Congo. L'U.R.S.S. annonça également qu'elle enverrait au Congo 100 camions et des techniciens. Le secrétaire de l'ONU déclara que les livraisons d'armes soviétiques constituaient de l'assistance unilatérale et contraire aux résolutions de l'ONU du mois de juillet, qui demandaient que tous les États ne fassent aucune action qui pourrait empêcher le retour de l'ordre. Lorsque la faction de Mobutu Kasavuba renversa Lumumba, le nouveau leadership congolais expulsa les Soviétiques le 14 septembre, et rompu ses relations diplomatiques avec l'U.R.S.S..<sup>59</sup>

Après avoir obtenu son indépendance vis-à-vis la France, l'Algérie demanda l'appui économique et militaire de l'Union soviétique. L'U.R.S.S. lui avait déjà fourni une quantité d'armes limitée dans les derniers stades de la guerre franco-algérienne à la fin de 1960. Après 1963, l'U.R.S.S. a fourni des armes à l'Algérie au régime de Ben Bella, et signé en octobre 1963 et mai 1965 des accords de fournitures d'armes. En juin 1965, Ben Bella fut renversé par Boumedienne lors d'un coup d'État militaire.<sup>60</sup> Les Soviétiques ont confirmé alors que les transferts d'armes se poursuivaient toujours.<sup>61</sup> Parallèlement, l'U.R.S.S. transféra des armes à l'Algérie, mais plus discrètement pour ne pas déplaire à de

---

<sup>59</sup> - David ALBRIGHT, "Soviet Policy", p. 23; Adam ULAM, Expansion and Coexistence..., p. 641, Joshua WYNFRED, Arms for the Third World, p. 36-38

<sup>60</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et la révolution cubaine, p. 88

<sup>61</sup> - WYNFRED, op. cit., pp. 15-16

Gaule. Moscou appuya le Front en 1975, après que le gouvernement algérien ait mis à la disposition des soviétiques l'aéroport d'Alger pour favoriser son intervention en Angola.<sup>62</sup> L'U.R.S.S. avait alors accès aux stations d'Alger et d'Oran, et à l'aéroport de El Kebir.

Dans les années 60, l'U.R.S.S. a établi un programme d'aide militaire pour la Guinée où le leadership de Sékou Touré était de type marxiste. La Guinée adoptait des positions pro-africaines et anti-occidentales, identifiant les occidentaux avec le colonialisme. En 1967, l'armée guinéenne était équipée de matériel soviétique, soit des pièces d'artillerie, de tanks, de «armored personnel carriers» et «anti-aircraft guns».<sup>63</sup> L'U.R.S.S. a alors obtenu l'accès à l'aéroport de Conakry qu'elle a perdu depuis. Pendant les années 1960 en Afrique le Ghana fut un autre récipiendaire d'armes soviétiques important.<sup>64</sup>

En 1960, le Mali a accédé à l'indépendance sous le régime de Modibo Keita qui se disait socialiste. En mars 1961, l'Union soviétique a offert au Mali de l'assistance militaire et de l'équipement évalué à environ 3 millions de dollars.<sup>65</sup>

Au début des années 70, l'U.R.S.S. transféra de l'aide militaire au régime de Idi Amin. Elle lui a envoyé avant juin

---

<sup>62</sup> - David ALBRIGHT, "Soviet Policy", p. 32, Colin LEGUM, "The USSR and Africa"..., p. 13

<sup>63</sup> - Joshua WYNFRED, "Arms for the Third World", p. 39

<sup>64</sup> - Ibid, p. 35

<sup>65</sup> - Ibid, p. 36

1975, 12 Mig, 60 tanks légers, 100 «armored personnel carriers», 50 «antiaircraft guns», 200 «antitank weapons» et 850 bombes et missiles.<sup>66</sup>

En mars 1964, les premiers techniciens Soviétiques ainsi que des armes comme des camions et de l'artillerie sont parvenus au Zanzibar. L'union entre le Tanganyika et le Zanzibar conclue en avril 1964 ne mis pas fin à l'activité communiste.<sup>67</sup> Julius Nyerere proclamait sa foi envers le socialisme démocratique, rejetait le colonialisme et favorisait l'unité africaine et le non-alignement.

Some nationalists, especially in Francophone Africa, borrowed many of their perspectives from the Marxists but, even more, drew their basic inspiration from Western democracy and from Mahatma Gandhi and Jawaharlal Nehru. The outlooks of Nkrumah, Julius Nyerere, Kenneth Kaunda, Patrice Lumumba, and others all evidence this eclecticism. [...] African nationalism was strongly imbued with ideas of black consciousness, negritude, Pan-Africanism and the "African personality", all of which tended to limit the impact of non-African concepts. Even the radical socialist strand among the nationalists initially insisted on describing their ideas as "African socialism" in order to emphasize the cultural difference between themselves and the international socialists. (Although the idea of "African socialism" still persists, it has tended to be emphasized less as the independence struggle has receded into the past.)<sup>68</sup>

En juin 1967, la guerre civile débute au Nigéria après la sécession du Biafra sous Ibos. L'Union soviétique appuie

---

<sup>66</sup> - David ALBRIGHT, Soviet Policy, p. 32

<sup>67</sup> - Joshua WYNDRED, Arms for the Third World, pp. 41-42

<sup>68</sup> - Colin LEGUM, The USSR and Africa..., pp. 3-5

militairement le gouvernement fédéral (FMG) contre les forces sécessionnistes plus progressistes du Biafra.<sup>69</sup> On évalue les fournitures d'armes soviétiques et tchèques à environ 10 ou 15 millions de dollars.<sup>70</sup> Les transferts d'armes soviétiques entrepris en août 1967 ont continué à intervalles réguliers pendant la guerre. Ils incluaient de l'artillerie lourdes et des Mig-17, avec en plus des armes légères et des véhicules de transport.<sup>71</sup> Après la guerre, le Nigéria est devenu un État non-aligné préférant cette situation à celle d'un alignement pro-occidental. L'engagement soviétique au Nigéria a marqué son premier engagement soviétique dans un conflit du Sub-Saharien.<sup>72</sup>

En 1975, l'Angola a eu besoin de l'aide soviétique. L'U.R.S.S. a appuyé le M.P.L.A., mouvement marxiste, dans le cadre de l'indépendance angolaise en lui transférant des armes et des moyens de transports, et en formant certains cadres militaires. On observe par la suite la présence de 15 000 soldats Cubains aux premiers jours de l'année 1976. Le 8 octobre 1976, l'Angola proclame sa volonté de devenir un État socialiste de type classique, et signe un traité d'amitié et de coopération avec l'U.R.S.S.. Cette coopération permettait à l'U.R.S.S. d'utiliser des installations navales en Angola et des avions de reconnaissance

---

<sup>69</sup> - David ALBRIGHT, "Soviet Policy", p. 25, Joshya WYNFRED, Arms for the Third World, p. 43, Bruce D. PORTER, The USSR in Third World Conflicts..., p. 24

<sup>70</sup> - WYNFRED, op. cit., pp. 43-44

<sup>71</sup> - PORTER, op. cit., p. 24

<sup>72</sup> - Ibid, pp. 90-112

Tu-95 Berar stationnés à Luanda; elle pouvait ainsi exercer une pression sur la route navale du Cap. La victoire soviétique en Angola signifiait que le pouvoir militaire de l'U.R.S.S. dépassait le cadre de ses propres frontières et que l'avenir du monde était entre les mains de l'Est. La guerre démontra que l'U.R.S.S. avait la capacité et la volonté de fournir une assistance militaire à ses amis et clients,<sup>73</sup> et de livrer une victoire militaire aux mouvements de libération nationale en Afrique comme en Asie, renforçant l'idée de l'Union soviétique comme alliée naturelle du tiers monde.<sup>74</sup> En 1978, l'Angola se défini comme pays à orientation socialiste, ceci la situant assez haut dans l'échelle du mouvement communiste mondial.

Les relations avec la Somalie ont été établies en 1963, lorsque l'Union soviétique lui accorda un crédit de 30 millions de dollars pour qu'elle puisse moderniser son armée. Ce crédit a été utilisé pour faire passer les forces armées de 2 000 à 10 000 soldats équipées par l'Union soviétique ainsi qu'à l'achat de chars T34 et d'avions MiG-15. En 1969, un coup d'État militaire a porté au pouvoir Siad Barre, ce dernier engage la Somalie dans la voie du socialisme scientifique. Il reçoit plus d'aide militaire soviétique que ce qui avait été fourni dans les années précédentes, permettant à la Somalie de posséder à la fin des années 70, une des

---

<sup>73</sup> - David ALBRIGHT, "Soviet Policy", pp. 20, 32, 34, Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., pp. 29, 36, 39, pp. 40-46, Colin LEGUM, "The USSR and Africa"..., p. 15, Rajan MENON, The Soviet Union, the Arms Trade..., p. 391

<sup>74</sup> - Bruce D. PORTER, The USSR in Third World Conflicts..., p. 170-181

plus puissantes armées dans la région. Sur le terrain on observe que le nombre de conseillers soviétiques qui était de 2 500 décuple entre 1969 et 1976. Beaucoup de Somaliens reçoivent de l'entraînement en U.R.S.S.. L'Union soviétique gagne des avantages stratégiques spécialement avec les installations navales à Berbera, en échange de son assistance militaire. Entre 1962 et 1976, les installations soviétiques construites à Berbera sur le Golfe d'Aden, étaient comparables à une base militaire navale complète. C'étaient les seules du genre que l'U.R.S.S. possédait au tiers monde. Dans le milieu des années 70, le complexe de Berbera comprenait un port en eau profonde, des maisons pour plus de 15 000 personnes, et un centre d'équipement pour les communications à haute fréquence, qui était véritablement un centre de contrôle clé pour les soviétiques dans l'océan Indien. Berbera comprenait également des entrepôts de conservation pour plus de 175 000 barils de pétrole, un terrain d'aviation ayant plus de 13 000 à 15 000 pieds de pistes d'atterrissage et d'envol, et des aménagements conçus pour la conservation et le maniement du matériel tactique.<sup>75</sup> En plus de Berbera, l'U.R.S.S. avait accès aux installations portuaires et aériennes de Kisimay et de Mogadishu, et aux installations aériennes de Vanle en Hargeisa et de Galcaio.

---

<sup>75</sup> - Bruce D. PORTER, The USSR in Third World Conflicts..., p. 52, David ALBRIGHT, "Soviet Policy", p. 30

Le 11 juillet 1974, l'U.R.S.S. et la Somalie signent un traité de coopération et d'amitié amenant l'U.R.S.S. à livrer à la Somalie des Mig 22, des II-28 ainsi que des chars T54.<sup>76</sup>

En 1974, on assiste à une révolution en Éthiopie où un conseil militaire provisoire, le Dergue, prend le pouvoir et se proclame communiste. Au début l'U.R.S.S. lui fournit des armes peu modernes pour la somme de 100 millions de dollars. Par la suite, Moscou décida d'offrir aux Éthiopiens les armes nécessaires pour briser la révolution en Érythrée. En décembre 1976, un accord secret amorce la coopération militaire entre l'Éthiopie et l'Union soviétique, prévoyant pour la somme de 400 millions de dollars la livraison de 48 MiG 21, de Sam 3 et 4, de missiles anti-aériens et anti-chars, et de chars T54 et T55. L'U.R.S.S. fournit également des conseillers et pilotes soviétiques. Selon Moscou, les armes et les troupes soviétiques visent à préserver l'intégrité d'un État souverain, l'Éthiopie, qui est menacé par des rébellions internes et une invasion de la Somalie, car en juillet 1977, les troupes somaliennes avaient envahi l'Ogaden. Toutefois les troupes éthiopiennes avaient repris le dessus lors des combats, suite à l'arrivée d'équipements soviétiques et de conseillers soviétiques, cubains et même sud-yéménites. Six mois plus tard, l'offensive somalienne est tombée, victime de l'intervention cubano-soviétique massive.

---

<sup>76</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., pp. 67-76, pp. 72-73, Paul HENZE, "Communism and Ethiopia", Problems of Communism, May-June, 1981, p. 61, Colin LEGUM, "The USSR and Africa...", p. 14, Rajan MENON, The Soviet Union, the Arms Trade..., p. 61

L'U.R.S.S. préférait la situation stratégique de l'Éthiopie à celle de la Somalie, malgré les nombreux investissements qu'elle y avait déjà faits. L'Éthiopie est un pays important situé entre la mer Rouge et l'océan Indien. Il est à la jonction de routes maritimes et constitue un lien entre l'Afrique noire et les pays arabes. Les Soviétiques ont alors accès aux ancrages de ses bateaux à Dahlak Island sur la mer Rouge, aux installations portuaires à Massawa et Assad, et aux pistes de Asmara. Cette situation, selon Francis Fukuyama, combinée à un accès aux installations du Yémen du Sud, compense pour les pertes de la Somalie. Mais la décision des Soviétiques d'appuyer l'Éthiopie mena à l'abrogation du traité avec la Somalie, et la perte des ports qui lui donnaient accès à l'océan Indien."

... L'U.R.S.S. a toujours cherché à contrôler des pays qui lui ouvraient des perspectives d'action multiples et non une seule avenue. C'est le cas de l'Éthiopie, à partir de laquelle on peut exercer par la mer Rouge une pression sur les États modérés du Moyen-Orient et du golfe, d'où aussi l'U.R.S.S. peut espérer un jour étendre son influence sur Djibouti, progresser enfin vers l'Afrique noire. À cet égard, la Somalie offrait bien moins de perspectives, elle n'avait d'autre valeur que de permettre à l'U.R.S.S. d'être présente en mer Rouge [...]. En changeant d'allié, l'U.R.S.S. s'est d'un coup débarrassée de cette difficulté et se trouve en accord avec sa philosophie officielle et avec

---

77 - David ALBRIGHT, "Soviet Policy", pp. 20, 32, pp. 36-37, Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre ..., p. 20, pp. 60-61, pp. 70-86, p.99, Paul HENZE, "Communism and Ethiopia", pp. 57, 61 63, Mark KRAMER, "Soviet Arms Transfers to the Third World", p. 54, Colin LEGUM, "The USSR and Africa" p. 14, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 309, Andrew PIERRE, "The Global Politics of Arms Sales", p. 76, Rajan MENON, "The Soviet Union, the Arms Trade"..., p. 390

les exigences des États africains. En Ogaden comme en Érythrée, elle peut affirmer que si elle s'engage dans une lourde intervention militaire, c'est parce que l'intégrité de l'Éthiopie est menacée par un agresseur extérieur, la Somalie, et par l'irrédentisme interne des Érythréens. En intervenant à partir du printemps 1978 beaucoup plus légèrement en Érythrée qu'en Ogaden, elle fait la démonstration que, dès lors qu'il s'agit de conflits internes elle se contente d'aider son allié à rétablir l'ordre, sans se substituer à lui. Et elle justifie ensuite le maintien de conseillers et l'envoi continu d'armes par les demandes d'aides de Mengistu confronté à une rébellion larvée, requérant une assistance durable.<sup>78</sup>

En janvier 1978, il y avait dans ce pays environ 1 000 conseillers militaires Cubains et 15 000 troupes de même qu'environ 500 à 1 500 Soviétiques.<sup>79</sup> Le 20 novembre 1978, l'Éthiopie a signé avec l'U.R.S.S. un traité d'amitié et de coopération. Au début des années 1980, l'Union soviétique a fourni au total environ 2 milliards de dollars d'armes.<sup>80</sup>

Un autre pays qui reçu de l'aide militaire soviétique est le Soudan. En 1970 le leadership de Numayri était constitué d'une coalition de nationalistes radicaux, d'Arabes socialistes, de marxistes et de baathist. Face à cette situation, l'Union soviétique a demandé aux communistes d'appuyer le régime de Numayri et forma des liens militaires avec ce pays. Toutefois en 1971, après une rupture à l'intérieur du mouvement communiste, une des factions appuya un coup contre Numayri, amenant ce dernier à

---

<sup>78</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., pp. 97-99

<sup>79</sup> - Francis FUKUYAMA, "The New Marxist-Leninist States and Internal Conflict in the Third World", p. 26

<sup>80</sup> - Paul HENZE, "Communism and Ethiopia", p. 69

accuser Moscou de complicité.<sup>81</sup> À partir de 1971, le Soudan a suivi la politique égyptienne de Sadate et s'est ouvert aux États-Unis, à l'Occident et à la Chine.

Enfin le parti FRELIMO du Mozambique s'est déclaré marxiste en 1977 et a signé un traité d'amitié et de coopération avec l'Union soviétique le 13 mars 1977.<sup>82</sup> Depuis 1980, l'Union soviétique n'a pas empêché le Mozambique de se rapprocher de l'Afrique du Sud. Mais elle a réussi à avoir accès aux ports de Maputo, de Beira et de Nacala au Mozambique.<sup>83</sup>

### 1. Conclusion Afrique

En Afrique, le transfert d'armes soviétiques donne l'occasion à l'U.R.S.S. de s'assurer que ce continent demeure une source de division et de danger pour l'ouest, soit un autre terrain pour la lutte anti-impérialiste et de la lutte anti-chinoise. Au Congo, en Algérie, en Guinée, au Ghana, au Mali, l'U.R.S.S. a appuyé des régimes de gauche. En Angola, en Somalie, au Mozambique, et en Éthiopie elle a appuyé des régimes qui se sont identifiés au marxisme-léninisme. Au Nigéria, l'U.R.S.S. a appuyé un régime

---

<sup>81</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 209, Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., pp. 71-72

<sup>82</sup> - Sam C. SARKESIAN, "Marxist-Leninist Regimes in Black Africa : Prospects for the Future" sous la dir. de Uri Ra'ana et al. dans Third World Marxist-Leninist Regimes : Strengths, Vulnerabilities and U.S. Policy. p. 93

<sup>83</sup> - Francis FUKUYAMA, "Gorbachev and the Third World", pp. 723-724, LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., op. cit., pp. 372-373

carrément conservateur. Les pays africains étaient souvent motivés par un sentiment anti-occidental et par la volonté d'éviter une trop grande dépendance à l'égard de l'occident.<sup>84</sup> Par contre, l'U.R.S.S. a souvent eu des difficultés à contrôler les politiques intérieures des pays alliés ou clients. Par exemple, le Mozambique ainsi que l'Angola avaient prévu dans leur constitution l'interdiction de toute base militaire étrangère sur leur territoire. L'U.R.S.S. a également perdu Alexandrie en Égypte en 1972, et Berbera en Somalie en 1977.<sup>85</sup> Mais elle n'a pas acquis en Afrique des bases au sens traditionnel du terme, soit des territoires ou des installations acquis par traités, qui lui auraient conférés des droits, ou même une certaine souveraineté. Son rôle s'est donc trouvé limité.<sup>86</sup> À partir de l'Angola, elle pouvait exercer des pressions sur la route du Cap. Grâce à l'Éthiopie et au Yémen du Sud, elle pouvait faire sa présence sur la mer Rouge.<sup>87</sup> En Afrique de l'Ouest, l'U.R.S.S. a comblé la perte des installations aériennes à Conakry par l'usage de l'aéroport de Mopti au Mali. Elle semble également bénéficier

---

<sup>84</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre ..., p. 27, Mark N. KRAMER, "Soviet Arms Transfers to the Third World", p. 54, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 196, Adam ULAM, Expansion and Coexistence..., p. 27

<sup>85</sup> - David ALBRIGHT, "Soviet Policy...", p. 3, LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., op. cit., p. 310

<sup>86</sup> - ALBRIGHT, op. cit., pp. 29-31, Laure DESPRÈS, «Les ventes d'armes de l'URSS»..., p. 92

<sup>87</sup> - LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., op. cit., p. 309

d'installations identiques à Luanda en Angola. Dans l'océan Indien, la perte de l'accès à Berbera a été compensé par une présence à Aden, Socotra et dans les Daklak.<sup>88</sup> Comme l'indique Jacques Lévesque, contrairement aux régimes nationalistes soutenus par l'Union soviétique dans les années soixante, la fin des années soixante-dix a permis à l'U.R.S.S. de voir trois régimes qu'elles soutenaient se réclamer du marxiste-léniniste. Le MPLA en Angola, le FRELIMO au Mozambique, et Mengistu en Éthiopie qui a mis sur pied un parti-marxiste-léniniste reconnu par l'Union soviétique.<sup>89</sup>

Au cours des années 80, en Afrique, l'ampleur des actions militaires menées par l'U.R.S.S. au profit de régimes favorables s'est trouvée limitée, non seulement en raison des coûts et des risques variés résultant de ces actions, mais aussi à cause de la prise de conscience grandissante des limitations persistantes qui pénalisent les capacités soviétiques d'intervention à distance. C'est le cas du Mozambique, client le plus éloigné de l'U.R.S.S. en Afrique, où les Soviétiques se montrèrent dans l'incapacité de fournir un contrepoids géo-politique suffisamment crédible pour éviter que leur protégé ne cède à la pression sud-africaine et ne soit obligé de signer un accord de modus vivendi selon les termes de Prétoria.<sup>90</sup>

---

<sup>88</sup> - Zaki LAIDI, «Les niveaux d'influence de la politique soviétique...», sous la dir. de Pierre KENDE et al. Le Système communiste : un monde en expansion, pp. 169-170

<sup>89</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 310

<sup>90</sup> - Harry GELMAN, L'Union Soviétique dans le tiers-monde..., p. 495

### G. Transferts d'armes soviétiques en Amérique Latine

Après la crise des missiles de Cuba en 1962, l'Union soviétique s'est montrée prudente dans ses interventions sur le continent latino-américain, cette région étant sur le plan stratégique plus importante pour la sécurité des États-Unis. Elle a néanmoins vendu des armes à quelques pays de l'Amérique latine sur une petite échelle. En 1954 l'Union soviétique a fourni des armes au régime Arbenz au Guatemala, mais les États-Unis ont alors interdit l'arrivée de matériel militaire par la mer. Quelques mois plus tard, un groupe d'exilés guatémaltèques dirigés par le colonel Carlos Castillio Armas et subventionné par les États-Unis, renversait le régime d'Arbenz.<sup>91</sup>

Entre 1968 et 1975, le seul pays de la région qui a acheté des armes soviétiques, à l'exception de Cuba traité dans le premier chapitre, est le Pérou. Le Pérou a acheté de l'U.R.S.S. 250 tanks en plus de l'artillerie et des hélicoptères. Il a également acquis des «fighters-bombers» 32SU-22. Deux escadrons de Su-22 ont été achetés en mars 1980, soit deux mois avant l'élection qui mit fin à 12 ans de régime militaire. Dans cette période une douzaine de Mig 21 ont été prêtés de Cuba. L'Union soviétique offrait ses armes à des coûts très bas, ainsi qu'à des taux d'intérêt peu élevés. Par exemple, elle offrait un crédit de douze ans, à 2 % d'intérêt et demandait des remboursements en produits locaux.

---

<sup>91</sup> - Uri RA'ANAN, "The USSR and the Third World : Conceptual Overview, Strategy and Tactics", dans Third World Marxist Leninist Regimes : Strengths, Vulnerabilities and U.S. Policy, p. 12, Joshya WYNFRED, Arms for the Third World, p. 82

Malgré tout, le niveau d'influence soviétique dans ce pays ne semblait pas être à la hausse.<sup>92</sup>

Le Nicaragua est un autre pays où l'U.R.S.S. a fait des investissements militaires. L'Union soviétique ne s'attendait que très peu à la victoire sandiniste au Nicaragua en 1979. Cette révolution au Nicaragua, a constitué le premier véritable succès dans la région depuis l'arrivée de Castro. Mais c'est seulement un an après, soit en 1980, que l'Union soviétique commença à accorder une aide à la région en plus de celle de Cuba. Le Parti communiste de l'Union soviétique avait établi des liens avec son pendant au Nicaragua, soit le FSLN. Entre 1981 et 1982, l'U.R.S.S. et certains pays de l'Est ainsi que Cuba ont fourni au Nicaragua de l'assistance militaire évaluée à 28 millions de dollars. Le Nicaragua a reçu des chars T-54 et T-55, des véhicules blindés de transport de troupes, des pièces d'artillerie lourde, des missiles sol-air et une grosse quantité d'armes légères. Depuis sa fondation, le Front Sandiniste et certains de ses principaux dirigeants présentaient une forte orientation marxiste. Humberto Ortega, chef du gouvernement sandiniste, a même déclaré en 1980 que «sandinisme» et «marxisme-léninisme» sont des synonymes. Les Soviétiques n'ont pas établi de bases au Nicaragua et ils ne fournissaient que des armes d'une certaine catégorie, pour éviter de provoquer une intervention militaire des États-

---

<sup>92</sup> - Laure DESPRÈS, «Les ventes d'armes de l'URSS...», p. 92, S.N. MacFarlane, La rivalité entre les superpuissances..., p. 36, Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms sales, p. 75, pp. 240-242,

Unis.<sup>93</sup> Pour les Soviétiques, le Nicaragua est rarement identifié comme un État à tendance socialiste.<sup>94</sup>

L'aide économique et militaire soviétique au Nicaragua a continué de croître lentement et à peu près au rythme de l'intensification des pressions américaines de divers ordres sur le régime de Managua, juste assez pour le maintenir à flot, tout en évitant sa prise en charge. La prudence a marqué aussi le choix des armements envoyé au Nicaragua pour éviter de fournir des prétextes à une action plus directement offensive de l'administration Reagan. À plusieurs reprises, la presse et les dirigeants soviétiques ont affirmé que le Nicaragua était capable de se défendre lui-même. Cette déclaration doit être interprétée de différentes façons. D'une part, il s'agit d'un constat de fait à savoir que le régime sandiniste a été parfaitement capable de se défendre contre les «contras». C'est d'ailleurs là une des raisons essentielles pour lesquelles l'U.R.S.S. maintient son soutien. Moscou y voit la base de légitimité et de soutien international dont bénéficie encore Managua à l'extérieur du monde communiste. En leur donnant les moyens de résister aux contras, l'U.R.S.S. entend montrer que seule une action militaire directe des États-Unis pourra renverser la situation et faire en sorte que l'administration Reagan doive le cas échéant, en payer le prix politique à l'intérieur et sur le plan international, notamment en Amérique latine.<sup>95</sup>

En 1980, la politique soviétique envers le Salvador se limite à des déclarations de sympathie et de solidarité en faveur de la guérilla. Il semblerait que les Soviétiques aient aidé les guérilleros du Salvador à se procurer des stocks d'armes légères

---

<sup>93</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 377, S.N. MACFARLANE, La rivalité entre les superpuissances..., pp. 39-50,

<sup>94</sup> - Francis FUKUYAMA, "Gorbatchev and the Third World...", p. 725, Stéphanie G. NEUMAN, "Arms, Aid and the Superpowers", pp. 1062-1063

<sup>95</sup> - LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., op. cit., p. 378

détenues par le Viêt-nam et l'Éthiopie, jusqu'à l'offensive ratée de janvier 1981.<sup>96</sup>

En 1979 à la Grenade, le «New Jewel Movement» parti à orientation marxiste depuis 1975, prend le pouvoir. Un accord commercial entre l'U.R.S.S. et la Grenade a été par la suite conclu en juin 1980 et un accord sur l'aide militaire le mois suivant. En 1981, les deux pays se sont entretenus sur un nouveau transfert d'armes d'une valeur de 5 millions de roubles. En juillet 1982, un autre accord militaire portant sur 10 millions de roubles fut signé. En tout, l'Union soviétique a livré à la Grenade du matériel équivalant à 20 millions de roubles. Il consistait surtout en des armes légères comme des fusils, des munitions, des canons, et des armes anti-chars. Les Soviétiques ont parlé d'un État vivant une «révolution démocratique anti-impérialiste.» Mais Bishop fut renversé par un coup d'État en octobre 1983, et les émeutes qui suivirent furent le prétexte d'une intervention américaine.<sup>97</sup> Jacques Lévesque précise que les documents saisis par les États-Unis à la Grenade ont démontré, contrairement aux croyances de Washington, que si les dirigeants de la Grenade voulaient une intensification de leurs liens avec l'U.R.S.S., ce dernier pays faisait montre d'une très grande réticence.<sup>98</sup>

---

<sup>96</sup> - S.N. MCFARLANE, La rivalité entre les superpuissances..., pp. 52-53

<sup>97</sup> - Ibid, pp. 54-65

<sup>98</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., p. 377

## 1. Conclusion Amérique latine

Même si l'U.R.S.S. voulait répondre aux besoins militaires des pays de l'Amérique latine, la situation géographique de la région située à proximité des États-Unis, la faiblesse économique soviétique, ainsi que l'inexistence de liens historiques, culturels avec ce continent l'empêche d'affirmer sa position. Elle doit faire preuve de prudence, pour ne pas prendre des engagements qu'elle se sentirait plus tard dans l'obligation de défendre. Par exemple, dans le cas du Nicaragua, les Soviétiques ont évité de le reconnaître comme pays socialiste, n'indiquant qu'une seule fois, et cela en 1983 dans un numéro de la Pravda, que c'était un État à orientation socialiste. En somme, à l'exception de Cuba, ses engagements ailleurs dans le monde, ont priorité sur ceux de cette région.<sup>99</sup> Castro a entièrement dépendu de l'Union soviétique pour ses armes depuis sa révolution, et a reçu entre 1969 et 1979, selon Andrew Pierre, environ 900 millions de dollars d'armes. La quantité d'armements que Cuba a reçu est comparable à celle de certains pays de l'Est. Cuba a même reçu en 1978 une douzaine de Mig-23 nucléaires. L'Union soviétique lui a enfin envoyé des Mig-21 et d'autres avions, des tanks, de l'artillerie et des bateaux.<sup>100</sup>

---

<sup>99</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale..., pp. 5, 9, pp. 54-65, pp. 68-71,

<sup>100</sup> - Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, p. 245

## H. Conclusion

Ce chapitre a démontré que même si l'Union soviétique a transféré des armes à plusieurs pays du tiers monde, plusieurs pays non-communistes en ont bénéficié. L'U.R.S.S. envoyait des armes aux gouvernements au pouvoir, espérant peut-être influencer les régimes, mais sans aucune garantie, comme nous l'avons vu dans les cas où elle a échoué en Indonésie et en Égypte. Ce chapitre confirme, la diversité des orientations idéologiques des pays récipiendaires d'armes. Il confirme que l'U.R.S.S. a retiré des avantages militaires en transférant des armes ce qui lui permet de contrer les États-Unis et la Chine. Ce chapitre nous amène à mettre l'accent sur les autres motifs qui ont poussé l'U.R.S.S. à faire des transferts d'armes aux pays du tiers monde.

## TROISIEME CHAPITRE

### MOTIFS DE L'UTILISATION PAR L'UNION SOVIÉTIQUE DES TRANSFERTS D'ARMES DANS SA POLITIQUE EXTÉRIEURE

Après avoir démontré la non-exclusivité des objectifs idéologiques de l'U.R.S.S. concernant les transferts d'armes aux pays du tiers monde, nous voulons exposer dans un troisième chapitre d'autres considérations permettant de confirmer notre sous-hypothèse qui stipule que les transferts d'armes de l'U.R.S.S. sont aussi et surtout faits (1.1) dans le but de s'affirmer comme grande puissance à l'encontre des États-Unis et de la Chine. Nous voulons vérifier notre hypothèse d'après laquelle l'U.R.S.S. transfère des armes surtout pour atteindre des objectifs de grande puissance classique. Il nous faut toutefois souligner que les explications varient selon les périodes historiques, les transferts d'armes n'étant pas fait au début des années 60 pour les mêmes raisons qu'à la fin des années 70. Nous verrons une évolution vers une dominante commerciale qui nous permettra de confirmer notre sous-hypothèse que les transferts d'armes soviétiques sont faits (1.2) dans l'objectif d'augmenter les ressources de l'U.R.S.S. comme nous l'avons défini dans notre introduction.

Avec ce troisième chapitre, nous voulons mettre l'accent sur les motivations soviétiques derrière le transfert d'armes, comme les raisons de concurrence bipolaire avec les États-Unis, les raisons de grande puissance, comme l'obtention de ressources économiques et stratégiques. Nous voulons vérifier notre hypothèse qui consiste à dire que l'U.R.S.S. transfère des armes

aussi et surtout pour atteindre des objectifs de grande puissance classique.

Tel qu'expliqué dans nos hypothèses, les théoriciens attribuent plusieurs raisons à l'Union soviétique pour l'utilisation du transfert d'armes comme instrument d'influence.

#### A. Motivations de grande puissance

Comme indiqué dans notre hypothèse les transferts d'armes sont aussi et surtout faits (1.1) dans le but de contrer les États-Unis et la Chine et (1.2) d'augmenter les ressources de l'U.R.S.S. en tant que grande puissance. Par ressources nous entendons, les ressources géo-politiques, comme l'obtention de bases militaires, l'accès à des ressources naturelles et à des voies navigables.

##### 1. La Concurrence Est-Ouest

Nous avons vu dans l'introduction que la deuxième raison pour le transfert d'armes serait la concurrence Est-Ouest et Est-Est. Selon les soviétologues, l'Union soviétique fait la concurrence aux États-Unis et à la Chine pour obtenir de l'influence politique et militaire dans différents pays. L'Union soviétique voulait obtenir des installations militaires, pour pouvoir attaquer plus facilement les États-Unis et ses alliés, pour appuyer les alliés de Moscou, pour protéger les voies maritimes soviétiques et diminuer l'influence de la Chine. Suite à l'échec de Cuba, les soviétiques ont cherché à devenir une vraie grande puissance. Pour réaliser cet objectif, ils ont investi dans la marine, propulsés une course

aux armements et noués les alliances visant à rattraper et même dépasser les États-Unis. En 1967, l'U.R.S.S. était capable de réduire considérablement la supériorité américaine dans le domaine nucléaire et avait une force navale impressionnante, qui lui permettait d'augmenter sa présence militaire pour appuyer ses actions politiques, amenant sa capacité d'intervention hors de son territoire. On peut dire que l'objectif de la parité nucléaire atteinte vers les années 70 entre les deux grands, amena l'U.R.S.S. à croire qu'avec son statut de grande puissance elle devait être présente au tiers monde sur une base égalitaire avec les États-Unis.<sup>1</sup> Des exemples de ces faits se démontrent par la présence de la marine soviétique dans l'est de la Méditerranée, dans l'océan Indien, dans le sud de la mer de Chine et dans la mer des Antilles.<sup>2</sup> Les capacités aériennes soviétiques lui ont permis d'envoyer des armes rapidement à l'Égypte et à la Syrie durant la guerre d'octobre 1973, contrairement à la situation de 1967. Mais

---

<sup>1</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre, Le nouvel empire soviétique ou du bon usage de la détente, 1986, Flammarion, France, p. 48, Harry GELMAN, «L'Union Soviétique dans le tiers-monde : bilan et perspectives», Institut Français des relations internationales, Politique étrangère, p. 493, Mark N. KRAMER, "Soviet Arms Transfers to the Third World," Problems of Communism, Sept-Oct. 1987, vol. 36, pp. 53, 55, Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale de 1917 à nos jours, Armand Colin Collection, Paris, 2<sup>e</sup> édition refondue et augmentée, 1987, p. 309, Adam B. ULAM, Expansion and Coexistence, The History of Soviet Foreign Policy : 1917-67, Frederick A. Praeger, Publishers, New York, Washington, 1968, p. 742

<sup>2</sup> - GELMAN, op. cit., Mark N. KRAMER, "Soviet Arms Transfers to the Third World", p. 59, S.N. MACFARLANE, «La rivalité entre les superpuissances et la politique soviétique dans le bassin des Caraïbes», Institut Canadien pour la paix et la sécurité internationales, juin 1986, p. 13

la capacité soviétique d'amener facilement beaucoup d'hommes et de grandes quantités de matériel dans des zones éloignées de son territoire, demeura quand même inférieure à celle des États-Unis. En acquérant des bases et des droits de survol au tiers monde, l'U.R.S.S. a augmenté son atteinte. Selon Kevin N. Lewis, l'Union soviétique réalise à long terme que ceci lui permet d'avoir accès à davantage de ressources et qu'elle gagnerait sur l'Ouest en contrôlant l'accès aux ressources naturelles.<sup>3</sup> L'Union soviétique utilisait selon Mark N. Katz des objectifs négatifs destinés à limiter l'accès américain aux installations militaires au tiers monde.<sup>4</sup>

Jusqu'à la période où s'engage la grande percée soviétique - la première partie des années 70 -, les experts militaires soviétiques ont essentiellement réfléchi et évalué l'efficacité des transferts d'armements. Le Viêt-nam leur a servi d'exemple privilégié. Ils ont considéré que les armes soviétiques avaient contribué de manière décisive au succès des Viêt-namiens qu'elles avaient, en prolongeant les combats, en évitant des succès décisifs Américains, démoralisé les États-Unis et permis la mobilisation de l'opinion publique américaine contre une guerre qui n'en finissait pas. [...] Peu à peu s'impose l'idée que l'U.R.S.S. peut, avec des investissements en armes encore limité mais complétés par l'oeuvre de ses conseillers, peser de manière décisive sur

---

<sup>3</sup> - Kevin N. LEWIS, "Responding to Soviet Intervention in the Third World : A new Approach to U.S. Defense Planning", sous la dir. de John H. MAURER et Richard H. PORTH, Military Intervention in the Third World Threats, Constraints and Options, 1984, Praeger, New York p. 156

<sup>4</sup> - Mark N. KATZ, "Gorbachev's Military Policy in the Third World", Woodrow Wilson International Centres, Cambridge University Press, p. 9

l'évolution des conflits comme l'illustrent les exemples du Viêt-nam et de l'Angola.<sup>5</sup>

Selon la logique de cette interprétation seulement les pays qui défendent leur indépendance contre l'occident seraient éligible à l'aide militaire soviétique, pour assurer leur défense contre l'agression de l'occident.<sup>6</sup> Mais tel que résumé par Joachim Krause, l'Encyclopédie militaire soviétique traite du caractère défensif des livraisons d'armes soviétiques au tiers monde. L'explication soviétique indique que l'aide militaire fut la cause de la faillite des agressions impérialistes en Corée et en Indonésie. L'aide militaire des pays socialistes aurait également joué un rôle décisif dans la lutte du peuple arabe contre l'impérialisme et le sionisme, puisque grâce aux armes soviétiques l'Égypte et la Syrie ont pu résister aux agressions israéliennes de 1956, 1967 et 1973. L'aide militaire soviétique aurait été importante pour les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine dans leur lutte et la défense pour leur indépendance nationale contre l'impérialisme. Selon Krause, l'Encyclopédie militaire soviétique est assez vague, donnant liberté pour classer tous les pays comme victime d'agression ou au moins de conspiration impérialiste. Le record sur les raisons expliquant le transfert d'armes soviétique est donc plein de contradictions et d'exemption. Car comme l'indique Joachim Krause dans les transferts d'armes fait

---

<sup>5</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., p. 346

<sup>6</sup> - Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, Princeton University Press, 1982, pp. 13, 96

par l'Union soviétique il y a des États qui peuvent être difficilement rangés comme victimes d'agression impérialiste ou de conspiration. Ce même auteur souligne qu'il est difficile de voir quelle agression impérialiste l'Inde, l'Iran, la Jordanie, le Pérou étaient victimes lorsque ces pays ont reçu des armes soviétiques. Il ajoute que même si les armes envoyées à l'Éthiopie ont aidé ce pays à combattre l'agression somalienne, cette dernière était loin d'être victime d'une manigance impérialiste.<sup>7</sup>

## 2. Conflit avec la Chine

En plus de la compétition Est-Ouest, une autre raison qui s'assimile à la précédente puisque traitant des intérêts de grande puissance, est le conflit entre la Chine et l'Union soviétique dans les années 60 et 70. Ce conflit se refléta par une concurrence entre les deux pays pour l'obtention de l'influence au tiers monde.<sup>8</sup> C'est suite à la Conférence de Bandoung en 1955, que la Chine a lancé un effort en Afrique et en Asie, visant à se faire reconnaître sur la scène internationale. Avec la brisure entre la Chine et l'U.R.S.S., la politique chinoise devint de plus en plus

---

<sup>7</sup> - Joachim KRAUSE, "Soviet Arms Transfer Restraint" sous la dir. de Thomas Ohlson, Arms Transfers Limitations and Third World Security SIPRI, Stockholm International Peace Research Institute, Oxford University Press, 1988, pp. 96-98, Pris dans (4) 'Pomoshch' Voennaia' (Military Aid') in Sovetskaia Voennala Entskilopeia (Soviet military Encyclopedia), band 6 (Defence Ministry Publishing House: Moscow, 1978).

<sup>8</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., p. 71, Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, p. 81,

dirigée contre l'Union soviétique et le même effet se fit en sens inverse.

#### a. Asie

L'appui de l'U.R.S.S. par exemple au Viêt-nam et à l'Inde depuis 1960, ainsi que la recherche soviétique de suprématie sur les mers au Viêt-nam et en Indochine, sont en partie motivés par la volonté de contenir la Chine en Asie.<sup>9</sup>

[...] the Vietnamese have depended on Soviet military aid both in their occupation of Cambodia and in preparing for a possible renewal of the direct hostilities with China that occurred in 1979. Moscow's desire to attenuate Chinese influence also lies behind the recent Soviet overtures to North Korea, including an agreement to ship fifty Mig-23 Flogger fighters, - thirty SA-3 Go surface-to-air missiles. These supplies, Soviet leaders hope will counter Chinese influence in Pyongyang as well as off-set US backing for South Korea. Moscow's use of arms transfer to "contain" China will undoubtedly continue in the future, for despite the improvement in Sino-Soviet relations over the past five years, enmity between the two countries is likely to persist.<sup>10</sup>

#### b. Afrique

Avec le retour sur la scène internationale de la Chine après la révolution culturelle dans les années 70, l'Afrique est devenu un lieu majeur dans la concurrence entre la Chine et l'Union

---

<sup>9</sup> - Thai Quand TRUNG, «L'Asie de l'est dans la stratégie globale de l'URSS», sous la dir. de Pierre KENDE et al. Le système communiste : un monde en expansion, Institut français des Relations Internationales, Paris, 1982, p. 91, Mark N. KRAMER, "Soviet Arms transfers to the Third World"..., George YU, "China's Impact", Problems of Communism, Jan-Feb. 1978, p. 40

<sup>10</sup> - KRAMER, op. cit., p. 59

soviétique.<sup>11</sup> L'Union soviétique et la Chine essayaient de se faire des amis et d'influencer par des liens politiques, de l'aide économique et de l'assistance militaire les pays africains.<sup>12</sup> Certains auteurs croient que le principal facteur derrière la décision soviétique d'appuyer le MPLA aurait été d'empêcher la Chine de devenir le pouvoir dominant en Afrique, celle-ci ayant accordé de l'aide militaire au Front de Libération nationale depuis la fin de 1973. Par exemple, en Angola, l'U.R.S.S. appuyait le mouvement MPLA et la Chine le mouvement de l'UNITA, mais Bruce Porter met en doute l'affirmation de Colin Legum selon laquelle la rivalité sino-soviétique a joué un rôle important dans le comportement soviétique, la Chine n'intervenant que sur une petite échelle. Porter ne peut croire que Moscou armerait et aiderait au transport de 20 000 Cubains en Angola simplement pour faire concurrence avec une si faible force chinoise. Selon Porter le rôle de la Chine en Angola semble avoir été un facteur secondaire dans la décision soviétique d'intervenir, mais l'Union soviétique reconnue que la victoire amenait une occasion idéale de marquer des points contre la Chine. Cette dernière a donné de l'aide militaire aux mouvements insurgents du Congo, du Cameroun, de l'Angola et du Mozambique.<sup>13</sup> L'aide économique chinoise aurait augmenté de 39 millions de dollars pour la période allant de 1954

---

<sup>11</sup> - George YU, "China's Impact", p. 42, David E. ALBRIGHT, "Soviet Policy" Problems of Communism", Jan-Feb, 1978, p. 33,

<sup>12</sup> - YU, op. cit., p. 40

<sup>13</sup> - ALBRIGHT, op. cit., p. 34

à 1966, à 65 millions de dollars pour la période entre 1970 et 1976, pendant que l'aide soviétique déclinait de 112 millions à 51 millions de dollars pour ces mêmes années.<sup>14</sup>

### c. Lutte contre l'impérialisme et l'hégémonie

La Chine favorisait la lutte armée contre l'impérialisme et l'hégémonie, soulignant aux pays africains l'influence néfaste des deux superpuissances. Elle insistait sur le combat armé, sans tenir compte de la situation interne, politique et internationale. Selon la Chine, si l'Union soviétique avait refusé d'appuyer le Mouvement de libération national algérien dans les années 50 la qualifiant d'une affaire interne de la France, c'est par crainte que cette «petite» guerre ne se dégénère en quelque chose de plus gros, même si, au même moment l'U.R.S.S. appuyait les mouvements de libération dans d'autres pays pour couvrir son propre expansionnisme. La Chine, indiquait que l'intérêt soviétique en Afrique était motivé par la volonté d'avoir accès aux ressources naturelles de ce continent ainsi que ses intérêts stratégiques, comme le contrôle des voies navigables, donnant comme exemple les océans Indien et Atlantique. La Chine explique que pour atteindre ces objectifs, l'U.R.S.S. a tenté de miner la volonté d'unité africaine en qualifiant les mouvements de libération de révolutionnaire, non révolutionnaire, et même contre révolutionnaire. Pour la Chine, l'U.R.S.S. a utilisé l'assistance militaire comme façon de mettre pied dans les administrations des

---

<sup>14</sup> - George YU, "China's Impact", p. 42

pays africains, ainsi que pour disposer de ses vieilles armes, tout en demandant des bases navales et aériennes pour ses propres intérêts stratégiques.<sup>15</sup>

Angola [...] the country was situated in southern Africa. Thus, it would provide a springboard for Soviet expansion into central and southern Africa [...]. Angola lay on the Atlantic Ocean along sea lanes vital to Western Europe and the United States. This consideration reduced Africa to "peripheral" status and made Angola a factor in the USSR's larger global designs, especially those connected with Europe and North America. It was these factors and not a desire to support liberation movements, the Chinese charged that accounted for the Soviet decision to get involved in Angola.<sup>16</sup>

La lutte entre la Chine et l'Union soviétique n'a jamais été égale, cette dernière ayant davantage à offrir en terme économique et d'armement que la Chine.<sup>17</sup> Mais comme l'explique Jean Luc Domenach, la Chine constituait un inconvénient pour l'Union soviétique par son discours idéologique qui contestait le monopole soviétique.<sup>18</sup>

Comme le résume Colin Legum, les objectifs soviétiques au tiers monde par l'assistance militaire visaient la pénétration

---

<sup>15</sup> - Jean-Luc DOMENACH, «La Chine devant l'hégémonisme soviétique» sous la dir. de Pierre KENDE Le système communiste... p. 148, George YU, "China's Impact", pp. 42-47

<sup>16</sup> - Ibid, p. 48

<sup>17</sup> - Paul KENNEDY, The Rise and Fall of the Great Powers, Fontana Press, 1988 p. 516

<sup>18</sup> - Jean-Luc DOMENACH, «La Chine devant l'hégémonisme soviétique» sous la dir. de Pierre KENDE dans Le système communiste..., op. cit., p. 142

politique, l'affaiblissement de la position américaine, la sécurité des positions stratégiques soviétiques, et l'élimination de l'influence chinoise au tiers monde.<sup>19</sup>

### 3. Acquérir des avantages stratégiques

La troisième explication pour les transferts d'armes soviétiques au tiers monde est la motivation de devenir une grande puissance militaire. L'objectif soviétique était d'acquérir par le transfert d'armes de meilleures bases, des avantages stratégiques, comme le droit de survoler un pays, d'atterrir dans les aéroports de différents États, d'utiliser les ports éloignés pour pouvoir s'y approvisionner et effectuer des réparations, d'avoir un endroit pour installer son équipement militaire.<sup>20</sup> Selon Michael MccGwire, l'Union soviétique voulait établir au tiers monde, l'infrastructure opérationnelle politique et physique nécessaire pour rencontrer les besoins soviétiques lors d'une éventuelle guerre mondiale.<sup>21</sup> Par exemple, les transferts effectués dans les années 60 et 70 au Congo, au Bénin, en Guinée-Bissau, au Mali, en Syrie, en Irak et en Algérie ont permis à l'Union soviétique de négocier des droits à de l'espace aérien, ce qui lui a été par exemple utile en Angola en 1975, lorsqu'elle a dû y transporter

---

<sup>19</sup> - Colin LEGUM, "The USSR and Africa : The African Environment", Problems of Communism, Jan-Feb 1978, p. 1, Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, p. 81

<sup>20</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., p. 345

<sup>21</sup> - Michael MCCGWIRE, Military Objectives in Soviet Foreign Policy, pp. 220-222

rapidement des troupes et de l'équipement militaire. Le matériel soviétique a été utilisé pour supporter ses alliés au tiers monde, comme l'Angola, contre les rebelles de l'UNITA. Les armes transférées au Yémen du Sud se sont révélées utiles permettant à l'U.R.S.S. d'utiliser la base à Khormaksar et les installations portuaires à Aden. En Asie du sud-est, l'Union soviétique a utilisé la fourniture d'armes pour obtenir des installations militaires à Cam Ranh Bay au Viêt-nam. L'Union soviétique a été en mesure, suite à des transferts d'armes, de négocier l'accès à des installations militaires dans des pays comme l'Égypte et la Somalie lui permettant ainsi d'augmenter la couverture de la Méditerranée et de l'océan Indien. Les ventes d'armes lui offrent l'occasion d'assurer sa présence dans des pays politiquement éloignés d'elle, par exemple le Nigéria, le Yémen du Nord, où l'U.R.S.S. tente de se faire reconnaître comme une puissance comme les autres.<sup>22</sup> En 1985, l'U.R.S.S. a obtenu des droits de vol et un accès à des installations portuaires contre des armes transférées à la Corée du Nord.

Pour asseoir sa puissance militaire dans des régions éloignées, l'U.R.S.S. doit se doter de l'infrastructure appropriée : bases navales, privilèges portuaires, bases aériennes ou droits d'atterrissage, installations de stockage et le reste. Cette infrastructure doit être suffisamment proche des zones de déploiement pour accroître au

---

<sup>22</sup> - Zaki LAIDI, «Les niveaux d'influence de la politique soviétique en Afrique», sous la dir. de Pierre KENDE et al. Le système communiste un monde en expansion, 1982, pp. 167-168, Mark N. KRAMER, "Soviet Arms Transfers to the Third World", pp. 59-60, Rajan MENON, "The Soviet Union, the Arms Trade...", p. 392, Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, p. 76

maximum l'efficacité des forces engagées. La mise en place et l'entretien d'une présence militaire importante dans le tiers monde nécessitent le maintien de relations étroites avec des pays ayant la capacité d'accueil voulue.<sup>23</sup>

#### 4. Informations sur la performance des armes

Par l'utilisation des armes par ses alliés et clients, sur le plan militaire, l'Union soviétique apprend de l'information sur la performance de ses armes au combat sur différents terrains et dans différentes conditions. Par exemple, les armes transférées en Angola ont permis à l'Union soviétique de tester ses armements, ses alliances, et de démontrer sa force sur le plan militaire et idéologique comme puissance révolutionnaire.<sup>24</sup>

#### 5. Moyen de faire de l'espionnage

En 1969 dans la guerre entre Israël et l'Égypte, les armes fournies à l'Égypte ont permis de vérifier l'utilisation des «ground-based air defense.» Dans la guerre de 1973, l'U.R.S.S. a pu obtenir de l'information sur la survie des «armed-fighting vehicles.»<sup>25</sup> Le transfert d'armes est aussi un moyen pour l'Union soviétique de faire de l'espionnage, par le déploiement de

---

<sup>23</sup> - S.N. MACFARLANE, «La rivalité entre les superpuissances et la politique soviétique»..., p. 11

<sup>24</sup> - Zaki LAIDI, «Les niveaux d'influence de la politique soviétique en Afrique», sous la dir. de Pierre KENDE et al. Le système communiste..., p. 164 Mark N. KRAMER, "Soviet Arms Transfers to the Third World", p. 60, Rajan MENON, "The Soviet Union, the Arms Trade"..., p. 390

<sup>25</sup> - Michael MCCGWIRE, Military objectives in Soviet Foreign Policy, p. 59

conseillers et techniciens militaires envoyés pour montrer l'utilisation de l'armement. Par exemple, en Afghanistan, les conseillers Soviétiques ont aidés à former le régime de Kaboul, et préparer l'invasion soviétique.<sup>26</sup> À l'exception de l'Inde, la distribution d'armes a mené à la présence de conseillers militaires et de techniciens dans les autres pays. La CIA a estimé que 15 865 conseillers militaires de l'Union soviétique et des pays de l'Est se trouvaient au tiers monde en 1979, pour assembler et maintenir les armes soviétiques comme pour entraîner les forces du pays, soit 2 480 en Syrie, 1 820 en Libye, 1 065 en Iraq, 1 250 en Éthiopie, et 1400 en Angola.<sup>27</sup>

Selon Mark Kramer, le personnel militaire entraîné en Union soviétique ou dans les pays de l'Est aurait tendance à son retour à favoriser l'orientation pro-soviétique dans leurs pays. Entre 1955 et 1984, environ 80 000 officiers militaires d'environ 45 pays du tiers monde ont été entraînés par les pays du Pacte de Varsovie et en premier lieu en Union soviétique. Selon cette théorie, l'U.R.S.S. aurait sur le plan stratégique et par ses alliés, acquis grâce au transfert d'armes une présence dans chaque région du monde, car tant ses forces navales qu'aériennes lui permettaient d'accéder partout.<sup>28</sup>

---

<sup>26</sup> - Mark KRAMER, "Soviet Arms Transfers to the Third World", p. 60

<sup>27</sup> - Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, p. 272

<sup>28</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., p. 366, KRAMER, op. cit., p. 61,

## B. Motivations économiques

Mais depuis environ 1975 les considérations économiques jouent un plus grand rôle amenant une raison supplémentaire au rôle de grande puissance classique pour expliquer les transferts d'armes soviétiques au tiers monde.<sup>29</sup> Comme nous l'avons indiqué dans notre hypothèse (1.2) les transferts d'armes sont faits dans l'objectif d'augmenter les ressources soviétiques en tant que grande puissance. Nous avons traité plus haut des avantages militaires nécessaires pour être une grande puissance, maintenant nous allons traiter des ressources économiques soit les devises. L'U.R.S.S. cherchait, par ses ventes d'armes à gagner des devises fortes et augmenter sa part du marché mondial de ventes d'armes.

### 1. Années 50-60 - conditions avantageuses pour les pays du tiers monde

Pendant longtemps, l'U.R.S.S. a vendu ses armes à des conditions reconnues comme très avantageuses pour les pays du tiers monde, ou les a même fournies gratuitement, comme par exemple au Viêt-nam. Le prix des armes soviétiques était plus faible que les prix occidentaux pour des armes équivalentes, et selon Laure Desprès, le taux de rabais pouvait aller jusqu'à 40%. Les conditions de paiement étaient favorables aux pays du tiers monde car si les délais de paiement étaient courts de dix ans en général, les taux d'intérêts n'étaient que de 2 ou 2,5 %. Les Soviétiques

---

<sup>29</sup> - Mark N. KRAMER, "Soviet Arms Transfers to the Third World", p. 58

acceptaient les remboursements tant en monnaie locale qu'en produits locaux, ce qui avantageaient les pays du tiers monde. Souvent, l'U.R.S.S. utilisait l'argent gagné, pour acheter des produits locaux ou pour investir dans le pays acheteurs d'armes. Dans certains cas, Moscou a donné une trêve aux payeurs lorsque ces derniers ont été incapables de faire leurs paiements comme le Pérou par exemple. À d'autres moments, l'U.R.S.S. a accepté des paiements en marchandises et denrées, revendant même quelquefois ces biens sur le marché mondial. Lorsque les Éthiopiens n'ont pu payer pour leurs armes en 1978, l'U.R.S.S. a accepté des grains de café en échange, pour ensuite les revendre à un prix inférieur sur le marché mondial, ce qui a nuit à l'économie éthiopienne.<sup>30</sup> Ces conditions avantageuses étaient dues tant aux contraintes financières, particulièrement le manque de devises fortes des pays du tiers monde, qu'à la volonté de l'Union soviétique d'y établir sa présence. Mais les transferts d'armes de l'Union soviétique étaient faits à des coûts considérables pour elle. Par exemple, les armes envoyées au Viêt-nam du Nord ont été données en subventions, l'Égypte et l'Indonésie n'ont pas encore repayé le montant qu'ils doivent. Dans les années 60, en règle générale si on compare avec les conditions offertes par l'occident, il est bien

---

<sup>30</sup> - Laure DESPRÈS, «Les ventes d'armes de l'URSS et des six pays socialistes européens aux pays en voie de développement», dans Marie LAVIGNE, Les relations est-sud dans l'économie mondiale, Economica, Paris, 1986, p. 91, Mark N. KRAMER, Arms Transfers to the Third World, pp.61-64, Rajan MENON, "The Soviet Union, the Arms Trade"..., p. 384, Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, p. 78

évident que les armes soviétiques étaient offertes à de meilleures conditions.

## 2. Années 70 : les ventes d'armes, des sources de devises fortes

Avec la hausse des prix du pétrole, les conditions de ventes soviétiques ont quelque peu changé. L'Union soviétique ayant besoin d'argent pour acheter de la technologie occidentale avancée et connaissant à cette époque plusieurs déficits dans ses échanges économiques qui avaient été occasionnées par de mauvaises récoltes. Sous les nouvelles conditions, les paiements s'effectuent en dollars et deviennent une source de devises très importants pour les Soviétiques. Ce besoin d'obtenir des devises fortes explique la hausse du prix des armes ainsi que le resserrement des termes de financement. On observe une hausse des ventes d'armes aux pays du Moyen-Orient, car les nouveaux pays riches en pétrole pouvaient payer rapidement en devises fortes.<sup>31</sup>

The rise in the price of oil in the 1970s and the increased oil revenues of the OPEC countries influenced the growth in demand for Soviet arms during that decade. Some buyers were already traditional Soviet clients - Algeria, Iraq, Libya, and Nigeria, for example - although their purchases were traditionally in small amounts. In 1975 following normal delivery delays, the overall volume of arms purchases by OPEC countries from the USSR suddenly increased to 15 times the average of the five preceding years. Since 1974 OPEC, plus Syria, have represented the lion's share of sales

---

<sup>31</sup> - Mark N. KRAMER, "Soviet Arms Transfers to the Third World", p. 61

by the USSR to the Mideast/North Africa region - usually over 95 percent.<sup>22</sup>

Au moins 55 % des 16 5 milliards de dollars d'armes achetées entre 1974 et 1978 a été fait par l'Algérie, l'Iraq et d'autres clients dont les commandes étaient financées par les riches États arabes.<sup>23</sup>

---

<sup>22</sup> - Robert M. CUTLER, Laure DESPRÈS, Aaron KARP, "The Political Economy of East-South Military Transfers", International Studies Quarterly, 1987, (31) p. 276

<sup>23</sup> - Elizabeth Krild VALKENIER, The Soviet Union and the Third World : An Economic Bind, Praeger Publishers, 1983, p. 25, référence 36 - Orah Cooper and Carold Fonarty, "Soviet Economic and Military aid to less developed countries, 1954-78" Soviet Policy in Developing Countries, ed. W. Raymond Duncan (Huntington, W.Y. Robert E. Krier, 1981) pp. 19-21, Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., p. 344

TABLEAU 3.1

La valeur cumulative des armes transférées aux principaux récipiendaires d'armes soviétiques entre 1976-1980 en millions de dollars américains. a

	Total	Union soviétique
Algerie	2 300	1 800
Angola	950	550
Cape Verde	50	50
Congo	70	60
Éthiopie	2 300	1 900
Guinée-Bissau	30	30
Guinée	50	50
Libye	8 600	5 500
Madagascar	80	60
Mali	120	110
Mozambique	280	180
Nigeria	330	90
Somalie	750	150
Tanzanie	470	320
Ouganda	60	40
Zambie	340	220
Kampuchea	70	10
Laos	180	180
Viêt-nam	1 900	1 900
Cuba	1 100	1 100
Pérou	1 500	900
Iraq	7 800	5 000
Syrie	6 600	5 400
Yémen du Sud	775	775
Yémen du Nord	1 100	625
Afghanistan	460	450
Inde	2 800	2 300

a: au 31 août 1982

Source: Carol R. SAIVETZ & Sylvia WOODBY, Soviet Third World Relations, Westview Press/Boulder & London, /985, p. 153  
tiré de U.S. Arms Control and Disarmament Agency, World Military Expenditures & Arms Transfers, 1971-1980, ACDA Publication 115.

Le tableau 3.1 démontre que l'U.R.S.S. domine dans plusieurs pays du tiers monde le marché des armes. Ainsi l'Union soviétique est pour plusieurs récipiendaires du tiers monde le seul vendeur d'armes, et pour plusieurs autres le vendeur principal qui domine

le marché. Elle est le seul vendeur pour des pays à orientation communiste comme Cuba et le Viêt-nam, et un partenaire majeur pour des pays à orientation de gauche comme l'Algérie, l'Irak, et un partenaire important dans des pays à alignement anti-gauche comme le Nigéria et l'Inde.

### 3. Débat des économistes sur l'apport en devises fortes des ventes d'armes

Même si les économistes émettent des opinions contradictoires, il demeure que les statistiques confirment une hausse de la part des ventes d'armes dans le budget soviétique. Règle générale, les statistiques indiquent que les transferts d'armes amenaient au début des années 1970 environ 3 % des revenus soviétiques en devises fortes et qu'à la fin de cette même décennie, ces revenus représentaient 10 ou 15 % des ressources en devises gagnées. En 1977, un rapport de la CIA, affirmait que l'Union soviétique avait pour cette même année gagnée 1,5 milliards de dollars en devises fortes par le transfert d'armes. L'argent gagné aurait été utilisé pour acheter de la machinerie industrielle et de l'équipement provenant de l'Ouest, servant ainsi à améliorer la technologie soviétique. Ces achats de produits technologiques ont augmenté de 510 millions de dollars en 1965 à environ 5 milliards de dollars en 1975.<sup>24</sup>

---

<sup>24</sup> - Mark N. KRAMER, "Soviet Arms Transfers to the Third World", p. 62, Rajan MENON, "The Soviet Union, the Arms Trade, and the Third World", Soviet Studies, vol. XXXIV, no. 3, July 1982, p. 385

Malgré les devises fortes gagnées par les exportations, le tourisme, les ventes d'or et les ventes d'armes, l'U.R.S.S. devait quant même à l'occident entre 13.5 et 15 milliards de dollars à la fin de 1978. Sa capacité d'augmenter les ventes de pétrole à l'occident, qui comptait en 1982 pour presque 50 % des devises fortes soviétiques, dépendait de sa possibilité d'avoir accès aux technologies de pointe pour retirer les réserves de pétrole sibériennes et surpasser les limites présentes. Entre 1968 et 1977, l'exportation de pétrole n'a pas excédé pour chaque année 4 ou 7 % du produit national brut soviétique et les exportations d'armes comme pourcentages des exportations totales n'étaient en moyenne que de 13 % pour la même période; mais cette moyenne était plus que celle des États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Selon Rajan Menon, ces chiffres ne démontrent pas que les exportations d'armes sont une source majeure de devises soviétiques gagnées à l'étranger pour la période 1968-77.<sup>35</sup> L'auteur croit que malgré l'augmentation des revenus des transferts d'armes entre 1970 et 1978 la part de l'ensemble des revenus en devises fortes serait demeuré statique après 1973. Les ventes d'armes n'auraient pas procuré selon Menon, avec l'exception de 1973, plus de 9 % de toutes les devises fortes et les exportations non militaires joueraient un plus grand rôle. Il reconnaît toutefois que depuis 1972 l'importance des ventes d'armes comme source de revenu en devises fortes a augmenté. Sans ces ventes

---

<sup>35</sup> - Rajan MENON, "The Soviet Union, the Arms Trade"..., pp. 385-386

qui comptaient pour environ la moitié des exportations soviétiques aux pays en voie de développement, le reste des échanges de l'U.R.S.S. avec les pays du tiers monde auraient été négatif.<sup>36</sup>

Zoeter, par contre dans une analyse sur l'économie soviétique en 1982, indique que depuis le début des années 1970, l'U.R.S.S. est devenue un fournisseur majeur d'équipement militaire aux pays du tiers monde d'où elle retire une grande partie de ses devises fortes. Les ventes d'armes équivalaient au début de 1970, à 400 millions de dollars, pour atteindre 1.6 milliard de dollars en 1973 et 4.2 milliards de dollars en 1981. Selon Zoeter, les pays du Moyen-Orient ont été les principaux acheteurs des armes soviétiques. A l'intérieur de cette période, l'U.R.S.S. aurait gagné deux fois plus de devises fortes des ventes d'armes et sur le volume des exportations totales, les exportations de pétrole étaient de 20 %. La dette en devises fortes de l'U.R.S.S. était d'environ 12.5 milliards de dollars à la fin de 1981 selon Zoeter, et elle aurait été trois fois plus grande en l'absence des ventes d'armes comme l'explique plus loin Desprès.<sup>37</sup>

---

<sup>36</sup> - Rajan Menon, The Soviet Union, the Arms Trade..., p. 386, Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, p. 79

<sup>37</sup> - Joan Parpart ZOETER, "USSR : Hard Currency Trade and Payments," Soviet Economy in the 1980's : Problems and Prospects, part 2, Selected Papers submitted to the Joint Economic Committee Congress of the United States, December 31, 1982, pp. 479-506

Tableau 3.2 :

Estimations de livraisons militaires soviétiques aux pays du tiers monde entre 1970-1981 en millions de \$ américains

	total	part de devises fortes
1970	775	400
1971	680	400
1972	960	600
1973	2 100	1 600
1974	1 980	1 500
1975	1 860	1 500
1976	2 270	1 850
1977	3 810	3 220
1978	4 130	3 965
1979	4 270	3 855
1980	4 670	4 200
1981	4 860	4 200

Source: Joan Parpart ZOETER, "U.S.S.R.: Hard Currency Trade and Payments;" p. 503, tiré de "Annual Bullion Review", 971-80, Samm & Co. Ltd, London

Le tableau 3.2 montre la hausse des ventes d'armes au pays du tiers monde par l'Union soviétique, ainsi que la hausse du pourcentage des devises fortes reçues pour ces ventes.

Laure Desprès traite de publications produites par la CIA en 1978 et 1982, qui touchent les estimations sur les recettes en devises obtenues par l'U.R.S.S. dans ses ventes d'armes aux pays du tiers monde. Elle souligne que ces estimations sont différentes l'une de l'autre, confirmant ainsi les explications données par Rajan Menon sur une augmentation de l'importance des ventes d'armes pour les devises fortes. Comme le souligne Laure Desprès et comme l'indique Christian Catrina il y a beaucoup de difficultés liées aux évaluations des livraisons militaires et des évaluations financières, puisque les armes peuvent être transférées

gratuitement, à crédit, sous réception d'argent comptant ou même par troc contre des ressources naturelles par exemple.<sup>38</sup> Desprès note une certaine ignorance concernant les conditions touchant les prix et les crédits et également les équipements, ce qui confirme la nécessité d'être prudent face aux chiffres fournis. Tant pour la Wharton que la CIA, les deux organismes d'où proviennent les statistiques traitées par Laure Desprès, il semble que l'analyse est basée sur l'hypothèse que les ventes d'armes aux pays du Moyen-Orient ou plutôt de l'OPEP sont réglées en devises. Desprès souligne que l'évaluation des statistiques de 1978 indique que les armes payées en devises avant 1973 tournaient autour de 10 % et qu'à partir de 1973, l'estimation serait de 43 %. Ces pourcentages ont été évalués à nouveau dans la publication de 1982, augmentant de 52 % les armes payées en devises en 1970, jusqu'à 96 % en 1978. Ces estimations auraient diminuées un peu depuis cette date pour atteindre 85 % en 1982. Laure Desprès indique que d'après une autre explication fournie par Wharton, les ventes d'armes soviétiques auraient en devises fortes rapportées près de 40 % entre 1970 à 1973, et 75 % après 1973.

L'Union soviétique aurait gagné 21,2 milliards de dollars en devises de 1971 à 1980, sur un montant de 32,4 milliards de dollars de ses ventes. Pour la CIA sur la même période, les chiffres sont de 22,7 milliards pour les devises et de 37 milliards de dollars

---

<sup>38</sup> - Christian CATRINA, Arms Transfers and Dependence, United Nations Institute for Disarmament Research, Taylor and Francis, New York, Philadelphia, Washington, D.C., London, 1988 pp. 10-11

pour les ventes; il faut indiquer que la CIA insère les subventions qui sont évaluées aux même prix que les ventes, et que la compatibilité de ces deux évaluations se vérifie comme le suggère Laure Desprès, non en pourcentage mais en valeur absolue. Pour ce qui est de la proportion des recettes en devises pour les ventes d'armes, celle qui avait été évalué à 10 % pour 1971 à 1978, a été révisée à la hausse dans l'étude de Zoeter pour atteindre 14 % à 16 %, avec environ 20 % en 1973.

L'importance économique des transferts d'armes peut être appréciée par le fait qu'ils auraient depuis 1971 rapporté environ deux fois plus de devises à l'U.R.S.S. que les ventes d'or, mais 2,5 fois moins que les ventes de pétrole et de gaz. Les ventes d'armes rapportaient, selon les statistiques de Desprès, environ 27 milliards de dollars entre 1971 et 1981. La Wharton estime qu'environ 8 % des 21,2 milliards de dollars obtenus par les ventes d'armes entre 1971 et 1980, auraient été utilisé par l'U.R.S.S. pour acheter des produits aux pays du tiers monde en devises et seulement 2,6 milliards de dollars auraient été utilisés pour payer le déficit commercial à l'Occident.<sup>39</sup>

On peut conclure que malgré une estimation difficile des gains que les ventes d'armes au tiers monde sont une source majeure de devises fortes pour l'Union soviétique. Le déclin de l'ensemble des ventes d'armes dans les années 80 et la baisse des prix du pétrole explique la hausse de 1985 de la dette soviétique en devises fortes passant de 9 milliards à 13.7 milliards de dollars.

---

<sup>39</sup> - Laure DESPRÈS, «Les ventes d'armes de l'URSS...», pp. 57-70

En résumé, entre 1974 et 1978 l'U.R.S.S. aurait vendu des armes au tiers monde pour une valeur de 16,5 milliards de dollars. La Wharton suggère qu'entre 1971 et 1980, la vente d'armes au tiers monde se serait totalisée à 32,4 milliards de dollars dont 21,2 milliards auraient été payés en devises et selon la CIA, des 37 milliards de dollars qu'elle estime pour le même genre de transaction, 22,7 milliards de dollars auraient également été acquittés en devises. Toujours selon la Wharton, entre 1970 et 1973, le paiement en devises équivaldrait à 40 % et entre 1973 et 1978, à 75 %. Desprès rajoute qu'avant 1973, ce paiement était de 10 % et qu'après 1973, de 43%.

Il faudrait noter néanmoins que l'Union soviétique accorde encore des avantages financiers lorsque la situation politique le requiert. Ainsi, gagner des devises est une motivation clé, mais les Soviétiques maintiennent des conditions avantageuses lorsqu'ils veulent obtenir d'autres ressources géo-politiques ou commerciales. On voit donc une très grande variation dans les prix et les conditions de paiement, selon les clients. Par exemple, les envois d'armes à l'Inde en 1980 ont été financés en roupie, plutôt qu'en devises occidentales, par un prêt de 17 ans à 2,5 % d'intérêts. Ceci peut avoir résulté de la volonté de Moscou de demeurer en bon termes avec l'Inde pour contrer l'image négative que l'intervention en Afghanistan avait donné au reste de l'Asie. L'exemple indien démontre que la politique de Moscou pour fixer les prix des armes

peut selon les circonstances être politiquement déterminée.<sup>40</sup> Des armes sont fournies en Afrique dans des conditions similaires, et les envois à Cuba et au Viêt-nam sont probablement gratuits selon Kramer, comme était l'aide militaire accordée à Grenade avant octobre 1983, sous des accords confidentiels.<sup>41</sup> La vente d'armes au Pérou a permis à environ 200 bateaux de pêche soviétiques opérants dans les eaux d'Amérique du Sud, d'utiliser les ports Péruviens, et ces revenus équivalaient à environ 120 million de dollars par année pour l'Union soviétique.<sup>42</sup> En somme,

Si, pendant de longues années l'U.R.S.S. a considéré les transferts d'armes comme un moyen politique, avant tout, de s'assurer l'amitié de ses clients, et l'a fait dans des conditions économiques satisfaisantes pour eux - à bas prix, à crédit, payables en matières premières, voire comme simples dons - ce temps est terminé. Pour des armes sophistiquées comme celles qu'elle fournit désormais à ses clients, l'U.R.S.S. entend retirer un bénéfice économique réel. Les transferts d'armes, s'ils servent toujours à cimenter les amitiés, relèvent aussi du domaine des affaires pures. Les prix soviétiques ont grimpé (même s'ils sont inférieurs aux prix occidentaux) et l'U.R.S.S. entend être payée en devises fortes.<sup>43</sup>

---

<sup>40</sup> - Laure DESPRÈS, «Les ventes d'armes de l'URSS et des six pays»..., pp. 91-93, Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, p. 79, Mark N. KRAMER, "Soviet Arms Transfers to the Third World", pp. 66-67

<sup>41</sup> - Ibid, p. 64, Andrew PIERRE, "Arms sales"..., pp. 272-273

<sup>42</sup> - KRAMER, op. cit., pp. 62-63, Joachim KRAUSE "Soviet arms transfers restraint" sous la dir. de Thomas OHLSON, Arms Transfers Limitations and Third World Security, p. 97, PIERRE, op. cit., p. 79

<sup>43</sup> - Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, Ni paix, ni guerre..., p. 344

Le transfert d'armes bénéficie à une économie planifiée telle l'U.R.S.S., en maintenant les capacités excessives dans l'industrie de défense soviétique à pratiquement aucun coût. En Union Soviétique, selon la CIA, les armes destinées à l'exportation sont manufacturées avec celles des forces soviétiques, même si l'Union soviétique a souvent consacré des productions entières à l'exportation. Dans le cas d'une crise ou d'un conflit, ces installations peuvent être facilement converties à une production de guerre.<sup>44</sup>

The Soviet Union's ability, and perhaps willingness, to send arms to the Third World is also affected by the large quantity of surplus equipment available. It stocks reserve arms in large quantities, more than the West does, and these provide a cushion, obviating the need to ship operational stocks. The Soviet defense industry routinely overproduced with potential exports in mind. Large production runs are established which manufacture extra weapons. In addition, weapons that have been phased out of the Soviet arms forces are sold. American intelligence estimates are that for both old and new arms, the average time lapse between sale and delivery of Soviet arms abroad is half that of the United States.<sup>45</sup>

#### 4. Recherche et développement

Le transfert d'armes aide à étendre le coût en recherche et en développement pour les armes. Selon Mark Kramer, le coût des armes soviétiques inclut une surcharge pour dédommager les dépenses en recherche et en développement. Le transfert d'armes réduit le coût de l'unité des armes soviétiques par les économies d'échelles q

---

<sup>44</sup> - Mark N. KRAMER, "Soviet Arms Transfers to the Third world", p. 62

<sup>45</sup> - Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, p. 77

accompagnent les productions. Par exemple, le coût unitaire de ses avions Mig-23 a été considérablement réduit par la large quantité vendue aux pays du tiers monde. La quantité de tanks soviétiques et d'hélicoptères de combat vendus au tiers monde entre 1980 et 1986 étaient équivalente à 32 % des armes de cette catégorie produites par l'Union soviétique pendant cette même période. Pour les sous-marins, le pourcentage était de 17 % et d'environ 39 % pour les avions de combat. Les alliés des Soviétiques se retrouvent dans la situation où les Soviétiques dépensent plus en recherche et en développement, pour les systèmes d'armes avancés et les innovations technologiques.<sup>46</sup> Les activités de défense absorbent en Union soviétique de 75 à 90 % du budget total consacré à la recherche et au développement, et se traduisent en une militarisation de la science et de la production scientifico-technologique. L'industrie de défense et les ministères industriels dont la production militaire est importante, assurent plus de la moitié de l'activité productive totale, administrant plus de 150 grandes entreprises et arsenaux qui assemblent des produits finis et 150 autres entreprises qui produisent des équipements de support. Certaines entreprises emploient plus de 20 000 personnes.<sup>47</sup>

---

<sup>46</sup> - Stéphanie G. NEUMAN, "Arms Aid and the Superpowers", Foreign Affairs, Summer 1988, vol. 66, no. 5, New York, p. 1059, United Nations Association in Canada Briefing Paper, Arms Transfers and the Third World, pp. 1-2

<sup>47</sup> - Thierry MALLERET et Murielle DELAPORTE, L'Armée rouge face à la perestroïka : Le système militaire soviétique à l'heure de Gorbatchev, 1991, p. 129

### C. Conclusion

Ce troisième chapitre a démontré la non-exclusivité des objectifs idéologiques des transferts d'armes soviétiques au tiers monde. On observe qu'à l'exception de l'expansion du marxisme au tiers monde, l'U.R.S.S. a également dans sa politique internationale d'autres objectifs d'«État de type classique». Par exemple, une confrontation bipolaire avec une autre grande puissance, la volonté d'hégémonie de grande puissance qui implique l'accès à des ressources naturelles, à des bases aériennes et navales, à des voies navigables, et l'objectif plus «mercantile» de gagner des devises fortes. Une appréciation de ces objectifs donne une nouvelle perspective de la thèse qui postule l'expansion du marxisme-léninisme comme objectif primordial, lequel aurait, selon certains soviétologues cités, motivé la politique extérieure soviétique. Il demeure que cet objectif n'est pas à négliger, mais il ne s'est pas avéré être la seule motivation de la politique extérieure soviétique. Au Moyen-Orient, les ventes d'armes ne sont pas seulement une source de devises fortes, mais aussi un moyen principal par lequel l'U.R.S.S. maintient ses liens avec les pays radicaux arabes opposés à Camp David, et aux liens des États-Unis avec l'Égypte, le Soudan, la Somalie et Oman. En Asie du Sud, les transferts d'armes sont utiles à Moscou pour compliquer le calcul sécuritaire de la Chine, par exemple en fournissant l'Inde sur le plan militaire pour en faire un contrepois pour soutenir et fortifier le régime en Afghanistan. La perte des installations en Somalie, le développement d'une base navale américaine à Diego

Garcia et l'accès américain aux installations militaires de l'Égypte, de la Somalie, du Kenya et d'Oman amènent l'U.R.S.S. à utiliser les ventes d'armes pour gagner l'accès aux installations navales et aériennes dans le nord-ouest de l'Océan Indien.

Après l'Égypte, l'U.R.S.S. connaît la vraie nature transitoire de l'influence gagnée par le transfert d'armes.<sup>48</sup> Les facteurs économiques généraux poussent certainement l'Union soviétique, comme tous les autres producteurs d'armes, à exporter la quantité maximum.<sup>49</sup>

From a strategic and military point of view the Soviet leadership does not seem about to adopt a policy of self-restraint in arms sales. Nor do other major exporters manifest any sight of self-restraint; the case is rather the contrary [...]. The decline in arms sales to the Third World - and there has been a decline - results only from the increasingly heavy economic constraints on the purchasers.<sup>50</sup>

Les nouvelles circonstances économiques nous font arriver à ces autres critères, après 1975, soit la dominante de la motivation à se procurer devises et les autres raisons économiques, avec une continuité partielle d'une recherche d'influence pour faire le transfert d'armes. Ainsi, selon la CIA, les livraisons militaires soviétiques au tiers monde étaient de moins que un milliard de dollars américains par année avant 1970. Mais entre 1970 et 1978, ce montant a joué entre 2 milliards et 3,8 milliards de dollars.

---

<sup>48</sup> - Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, p. 269

<sup>49</sup> - Robert M. CUTLER, "The Political Economy of...", p. 283

<sup>50</sup> - Ibid, pp. 282-283

Pour cette même période, les montants de l'aide économique soviétique furent d'environ moins de 1 milliard de dollars par année.<sup>51</sup>

Dans notre prochain chapitre, nous verrons que l'U.R.S.S. fait concurrence aux autres fournisseurs d'armes sur le marché économique et politique. Elle devient lorsque l'objectif idéologique est exclu également une puissance comme les autres en étant compétitive sur le marché des armes, comme il sera démontré dans le chapitre suivant.

---

<sup>51</sup> - PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, op. cit., p. 74

## QUATRIÈME CHAPITRE

### L'U.R.S.S. ET LES AUTRES PUISSANCES

Ce chapitre vise à confirmer nos sous-hypothèses qui postulent que l'U.R.S.S. a également le comportement d'une grande puissance classique et qu'elle cherche depuis 1975, de par ses transferts d'armes, à surtout trouver des ressources économiques. Nous avons voulu démontrer dans ce chapitre par une analyse comparée, que lorsqu'on exclut les motivations idéologiques, l'U.R.S.S. sur le marché du transfert d'armes est en compétition avec d'autres puissances recherchant comme elles à obtenir des bénéfices commerciaux par le transfert d'armes. Nous avons donc observé les transferts d'armes fait par la France, le Royaume-Unie et l'Allemagne de l'Ouest, trois puissances non communistes, sans idéologie messianiques et sans prétention à une hégémonie mondiale pour nous assurer que l'U.R.S.S. a normalisé sa politique d'aide militaire. Nous cherchons à préciser les motivations des autres puissances à s'orienter vers le transfert d'armes. Une des difficultés de ce chapitre est que nous ne pouvons pas prendre en compte toutes les motivations et subtilités des politiques et intentions de ces trois puissances. Nous avons donc sans exclure totalement les motivations politiques et militaires mis l'accent sur les avantages économiques que gagnaient ces puissances par le transfert d'armes. Ce chapitre entend confirmer nos conclusions des deux précédents chapitres, en l'occurrence que la motivation de l'assistance militaire soviétique est surtout celle d'une grande

puissance classique et non pas spécifique à son idéologie officielle communiste.

La raison pour laquelle nous nous attardons à ces trois puissances provient du classement général des fournisseurs en catégories, selon la part occupée par le pays sur le marché des armes. La première catégorie comprend les États-Unis et l'Union soviétique; la deuxième catégorie comprend les autres pays industrialisés et la troisième les pays en voie de développement.<sup>1</sup> La US Arms Control and Disarmament Agency a estimé qu'entre 1972 et 1976 les États-Unis fournissaient 52 % des livraisons d'armes aux pays en voie de développement, l'Union soviétique 25 %, la France 5 %, le Royaume-Unis plus de 3 %, et l'Allemagne de l'Ouest plus de 2 %. Les ventes d'armes des pays d'Europe de l'Ouest ont augmenté rapidement durant cette période. Si on comptabilise les accords plutôt que les livraisons, au milieu des années 70 la part du marché de l'Europe de l'Ouest a presque égalée celui de l'Union soviétique. En Amérique latine, les ventes de la France et la Grande-Bretagne ont dépassé les superpuissances.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> - Keith KRAUSE, «Le commerce international des armes», Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, Mars 1989, p. 4

<sup>2</sup> - Jo L. HUSBANDS and Anne Hessing CAHN, "The Conventional Arms Transfers Talks : an Experiment in Mutual Arms Trade Restraint" sous la dir. de Thomas OHLSON, Arms Transfer Limitations and Third World Security: SIPRI, Stockholm International Peace Research Institute, Oxford University Press, 1988, pp. 113-114, Andrew PIERRE, "Arms Sales : The New Diplomacy", Foreign Affairs, Winter 1981/1982, vol. 60, no 2, pp. 268-269

Tableau 4.1

La part des fournisseurs principaux en % des exportations d'armes mondiales

SIPRI

	U.R.S.S.	France	Royaume- Unie	Allemagne de l'Ouest
1978	25.1	10.2	3.8	3.3
1979	42.9	11.1	3.7	3.2
1980	43.1	7.5	2.8	2.1
1981	28.8	10.7	4.0	3.6
1982	28.9	9.0	4.5	2.3
1983	27.5	10.6	3.3	5.6
1984	28.8	12.6	5.9	7.5
1985	36.9	13.4	5.7	3.1
1986	33.7	13.5	5.2	2.9

Tableau 4.2

ACDA

	U.R.S.S.	FRANCE	ROYAUME- UNIE	ALLEMAGNE DE L'OUEST
1978	40.3	7.0	4.8	3.6
1970	51.6	4.8	3.9	3.9
1980	46.7	7.8	5.5	4.0
1981	38.6	10.2	6.6	3.6
1982	38.9	8.0	4.6	2.1
1983	37.5	9.0	3.8	4.0
1984	35.9	8.2	3.0	5.6
1985	35.3	10.6	1.9	1.4
1986	48.8	10.3	1.9	1.1

Sources: Christian Catrina, Arms transfers and dependence, p. 50 pris dans US Arms Control and Disarmament Agency: World Military Expenditures and Arms Transfers 1987. "Washington, DC: U.S. Government Printing Office. World Armaments and Disarmament, SIPRI Yearbook. London: Taylor & Francis/Oxford: Oxford University Press. 1983: 269; 1984; 177; 1985; 346; 1986: 324, 1988: 176-177.

Dans les tableaux 4.1 et 4.2 on observe avec les statistiques de SIPRI et de l'ACDA la part en % de l'U.R.S.S. de la France, de la Grande Bretagne et de l'Allemagne de l'Ouest des exportations

d'armes mondiales entre 1978 et 1986. Ces tableaux nous montrent la grande lutte dans ce domaine entre les compétiteurs.

#### A. Ventes aux pays du tiers monde

Si on regarde la deuxième catégorie qui touche les pays industrialisés après les deux superpuissances, on remarque que les trois fournisseurs européens voient eux aussi leur concentration de ventes d'armes orientées vers le Moyen-Orient. Les récipiendaires des armes européennes tendent à être soit des anciennes colonies avec lesquelles des liens rapprochés ont été maintenus ou des États non-alignés cherchant une alternative à la dépendance des superpuissances. Les États d'Amérique latine ont cherché à se départir de la dépendance américaine et étaient intéressés à la production où les exportateurs Européens avaient tendance à se spécialiser par exemple dans le domaine des armes légères, des bateaux, des sous-marins, des hélicoptères, et des véhicules légers, qui peuvent être produits localement sous-licence et ré-exportés. Les fournisseurs européens ont également pris l'avantage des restrictions américaines pendant les années Carter pour bâtir leurs clientèles.<sup>3</sup>

---

<sup>3</sup> - Frederick S. PEARSON, "Problems and Prospects of Arms Transfer Limitations Among Second-Tier Suppliers: the Case of France, the United Kingdom and the Federal Republic of Germany" sous la dir. de Thomas OHLSON, *Arms Transfer Limitations and Third World Security*, p. 130

## 1. Dépendance des industries exportatrices d'armes

Les industries d'armement d'Allemagne de l'Ouest tendent à être moins dépendantes des productions d'armes, dans le pourcentage de leurs affaires totales, que les fabricants britanniques et français. Les transferts de l'Allemagne de l'Ouest ont décliné dans les années 1980, pendant que ceux de la Grande-Bretagne ont augmenté.<sup>4</sup> Certains pays comme la France et la Grande-Bretagne qui ont un marché domestique limité sont davantage dépendants des ventes à l'étranger.

## 2. Politique générale des trois États

Même si les trois États affirment en principe que les armes ne peuvent pas être envoyées aux combattants lors d'une guerre ou pour utilisation dans une répression interne, et ont dans certains cas refusé des ventes pour ces raisons, il n'en demeure pas moins que pendant les années 70, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ont semblé appliquer ces restrictions plus rigoureusement que la France. Dans sa quête d'influence régionale et d'un marché alternatif aux deux superpuissances, la France aurait promis dans plusieurs accords de ne pas interrompre la fourniture d'armes ou de pièces d'équipements même lors d'une crise ou d'une guerre. On ne peut toutefois pas pousser ces distinctions trop loin, surtout à la lumière des ventes d'armes britannique à l'Arabie Saoudite dans les années 80, qui n'apportent pas de restrictions à l'utilisation des armes

---

<sup>4</sup> - Frederick S. Pearson, "Problems and Prospects of Arms Transfers Limitations Among Second-Tier Suppliers...", pp. 129-130

envers Israël et l'Iran. La Grande-Bretagne impose des certificats sur l'utilisation finale seulement dans certains contrats de vente, lorsque la ré-exportation est considérée dangereuse. Également, il est important de souligner que lors des ventes d'armes au Moyen-Orient la relation arme-pétrole se déroule dans certains cas. Ainsi :

... the United States imports about half of its oil from the Third World, while Germany, France and Japan are almost entirely dependent on such imports (especially imports from the Persian Gulf).<sup>5</sup>

Certains auteurs voient une corrélation entre les ventes d'armes et la dépendance de certains pays européens sur le pétrole du Moyen-Orient.

### 3. Conditions pour les clients du tiers monde

Le rôle des gouvernements par rapport au crédit pour les clients d'armes du tiers monde, est plus grand à Paris et à Londres qu'à Bonn. Paris a cherché à mettre en marché le Mirage 2000 avec de généreux crédits et des conditions de remboursement intéressantes pour des pays endettés comme le Pérou.<sup>6</sup> Seulement la France a connu une augmentation constante et importante de transferts d'armes au tiers monde depuis 1973, même si l'Allemagne

---

<sup>5</sup> - John H. MAURER et Richard H. PORTH, Military Intervention in the Third World, Threats, Constraints and Options, 1984, Foreign Policy Issues, A Foreign Policy Research Institute Series, Praeger Special Studies, New York, 1984, Praeger Publishers p. 153

<sup>6</sup> - Frederick S. PEARSON "Problems and Prospects of Arms Transfers Limitations...", pp. 133-134, pp. 141-142, p. 150

de l'Ouest a doublé sa part de transfert d'armes majeures. Il faut souligner que la France a un accès limité sur le marché de l'OTAN depuis son retrait de la structure de commande opérationnelle dans les années 60. Selon les estimations américaines qui sont plus élevées que les autres, près de 100 % des exportations françaises récentes ont été dirigées vers les pays en voie de développement, et l'Allemagne de l'Ouest est liée à la France dans plusieurs projets conjoint depuis les années 60 et 70. Comme les trois fournisseurs européens se sont maintenant dirigés vers les armes à haute technologie, les limites et restrictions sur les transferts d'armes iraient dans cette direction et les modèles moins perfectionnés seraient vendus plus librement.

#### 4. Raisons économiques de fabriquer des armes

En 1977, 41 % des armes fabriquées en France et approximativement 33 % pour le Royaume-Uni, étaient exportées. La France et le Royaume-Uni considérées comme les deux principaux producteurs, fabriquent des systèmes d'armes de tous genres, comme les aéronefs, les véhicules terrestres etc., mais aucun d'entre eux n'ont un marché intérieur suffisamment large pour favoriser la baisse à l'unité sans exportations d'armes. Pour un chasseur à réaction, les frais considérables de recherche et de développement doivent être répartis uniformément sur le nombre total des exemplaires fabriqués. Plus il y a d'avions fabriqués, plus le coût de chacun diminue ce qui explique qu'il devient moins cher d'en produire davantage. Ni la France, ni le Royaume-Uni n'ont de

forces armées assez considérables pour se payer les chasseurs qu'ils font construire, les deux étant obligés d'exporter leurs armes. La France et le Royaume-Uni trouvent essentiel de mener un programme dynamique de ventes d'armement pour maintenir une industrie nationale de défense autonome dans leur pays. En se retirant de leurs colonies, ces deux pays ont souvent transférés leurs armes restantes ou en ont promis de nouvelles pour les nouveaux États, mais la plupart de leurs ventes d'armes dans les années 70 étaient essentiellement de nature commerciale plutôt que politique, ou motivées par la sécurité. Le Brésil a établi des entreprises conjointes avec la France, l'Allemagne et l'Italie. Le Pérou a acheté des armes de la France, du Royaume-Uni et des Pays-Bas. L'Équateur a acheté des armes de la France. Le Venezuela s'est procuré des Mirages français des «frigates» de l'Italie, des sous-marins et des avions du Royaume-Uni.<sup>7</sup> Les membres de la deuxième catégorie ne pouvaient pas vraiment se permettre de sélectionner leurs clients avec trop de rigueur, ni de consentir des subventions ou des prêts à faibles taux d'intérêt. Ceci exclut également, la possibilité d'un rôle dominant dans les domaines politiques et militaires. Toutes ces restrictions indiquent que ces pays sont plus intéressés par l'exportation d'armes puisqu'ils sont davantage motivés par des raisons économiques, que par des considérations d'ordre politique. Mais selon les analystes on peut observer un motif politique derrière

---

<sup>7</sup> - Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, pp. 19-20, pp. 239-240, p. 245

les avantages économiques, soit la nécessité de garantir une industrie nationale de l'armement indépendante pour assurer leur souveraineté et leur autonomie. Selon Christian Catrina, vouloir atteindre un mode économique viable de production d'armement est un moyen de renforcer l'autonomie politique."

##### 5. Débat sur les bénéfices économiques

Nonobstant notre démonstration des objectifs économiques motivant les ventes d'armes, les spécialistes nous signalent qu'il faut être plus nuancé. Selon le spécialiste Andrew Pierre, des enquêtes suggèrent que les bénéfices économiques des transferts d'armes sont moins importants qu'il n'est généralement présumé. Les restrictions de ventes d'armes n'auraient qu'un petit impact économique sauf pour certaines compagnies ou des régions directement affectées. Il cite la U.S. Arms Control and Disarmament Agency, où en 1978, les exportations d'armes françaises comptaient pour 1,7 % des exportations totales de ce pays. À la suite de discussions avec des hauts fonctionnaires de la France et du Royaume-Uni, Pierre est arrivée à la conclusion qu'il y a eu une hausse de ces chiffres pour 1980, et approximativement la même

---

<sup>a</sup> - Christian CATRINA, Arms Transfers and Dependence, United Nations Institute for Disarmament Research, Taylor and Francis, New York, Philadelphia, Washington D.C., London, 1988 pp. 93-94, Keith KRAUSE, «Le commerce international des armes» 1989, p. 4, Keith KRAUSE, «Rapport sur la conférence intitulée : Le commerce international des armes : problèmes et perspectives», Sommaire des délibérations d'une conférence sur le commerce international des armes, Hull (Québec), les 21-22 octobre 1987, Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, 1987, p. 12

chose pour la France, et de 3 % à 4 % pour la Grande-Bretagne. Contrairement à la croyance, selon cet auteur, les principaux fournisseurs européens ne sont pas plus dépendants que les États-Unis sur les exportations d'armes pour leur balance de paiements. Pierre souligne que les indicateurs économiques additionnels appuient l'hypothèse selon laquelle aucun des fournisseurs majeurs n'est vraiment dépendant des exportations d'armes. En France, pour un total de force de travail de 22 millions, seulement 90 000 personnes sont engagées dans la fabrication d'armes pour les acheteurs étrangers, et au Royaume-Uni de 70 000 à 80 000 personnes en 1975. Mais ces données sur l'emploi direct ne disent rien sur l'impact multiple des emplois d'une industrie sur une autre, ni sur le fait que des compagnies spécifiques peuvent être particulièrement dépendantes sur des exportations d'armes. Pierre souligne que les marchés étrangers sont plus importants pour les fournisseurs européens que pour les États-Unis et l'Union soviétique, puisque les européens ont un marché interne plus petit. Mais pour aucun des fournisseurs principaux les exportations d'armes n'occuperaient un rôle important dans l'économie nationale, comme il est souvent présumé.<sup>9</sup> Ce qui explique selon Pierre que l'intérêt des grandes puissances sont les avantages politiques et militaires découlant des ventes d'armes, en faisant par exemple pression sur des États pour les amener à appuyer l'une des deux puissances dans les votes aux Nations-Unies, ou pour l'amélioration

---

<sup>9</sup> - Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, pp. 25-27, p. 299

des relations commerciales ou bien également par des propositions de cessez-le-feu lors de conflits armés.<sup>10</sup> Malgré tout Pierre confirme que pour une économie en récession, ou sans force, même des bénéfices mineurs peuvent être perçus comme très important.<sup>11</sup>

## B. La France

### 1. Statistiques

La France qui vend plus d'un tiers de sa production à l'étranger vient au troisième rang des fournisseurs d'armes conventionnels. Avant les années 70, deux tiers des livraisons d'armes françaises étaient dirigées vers les autres pays industrialisés, et en premier lieu vers les pays de la Communauté économique européenne et quelques ventes aux États-Unis. Pendant les années 70, la plupart des livraisons furent dirigées vers le tiers monde et en 1977, les pays en voie de développement comptaient pour 85 % des achats d'armes. On assista à une augmentation continue des armements fabriqués pour l'exportation, en comparaison à ceux qui étaient destinés à l'utilisation par les services militaires français, soit de 17 % de l'ensemble total manufacturé en 1971, à 41 % en 1980, rendant l'industrie de l'armement, contrairement à ce qu'affirme Pierre, dépendante de ses exportations.

---

<sup>10</sup> - Andrew Pierre, The Global Politics of Arms Sales, p. 68

<sup>11</sup> - Ibid, p. 27

## 2. Motivations derrière la vente des armes

La politique de ventes d'armes françaises a été généralement considérée la plus permissive des fournisseurs importants, avec l'hypothèse que le gouvernement français était prêt à vendre presque toutes les armes à n'importe qui. La France est aussi reconnue pour avoir recueilli des bénéfices commerciaux importants comme résultat de son attitude de laissez-faire face aux ventes d'armes.

## 3. Motivations politiques

En réalité, si les exportations d'armes ont en France une certaine importance économique, la motivation serait davantage politique et reliée au concept d'autonomie et d'indépendance nationale. La France croit que les ventes d'armes constituent un maillon important de sa politique étrangère. Il existe un large consensus partagé par les partis politiques de droite et de gauche en faveur du transfert d'armes qui est vu comme un facteur important de la place stratégique de la France et des intérêts politiques français. La majorité des dirigeants de même que le public français demeurent attachés au concept d'indépendance nationale et la France veut être capable d'équiper son armée sans dépendre des sources de l'étranger. Pour pouvoir conserver sa capacité à s'armer, la France doit exporter des armes à l'étranger, la demande intérieure étant insuffisante pour justifier l'industrie militaire en terme économique. Il est nécessaire sur le plan économique d'exporter des armes françaises, car cette exportation

contribue contrairement à ce qu'affirme Pierre tant à la balance des paiements qu'à la conservation de certains emplois.

La France utilise les exportations d'armes comme outil pour affirmer son indépendance dans sa défense et sa diplomatie, et les exportations d'armes en France sont présentées comme constituant une alternative aux importations des deux fournisseurs majeurs. Le Livre blanc de la Défense Nationale de 1972 souligne l'avantage à être capable d'assister des pays qui ne veulent pas être à la merci des deux blocs, en créant pour eux de nouvelles opportunités pour l'achat d'armement. Pour le gouvernement français, il appartient à chaque pays de choisir les armes qu'il va acheter. La France veut offrir aux pays du tiers monde une possibilité de diversité pour leurs sources d'armements pour éviter la dépendance envers l'U.R.S.S. et les États-Unis. La France ne croit pas qu'elle devrait intervenir en refusant de vendre certains types d'armes à certains pays. Sa politique établit qu'elle ne refuse d'exporter qu'à destination des pays du Pacte de Varsovie. Malgré tout depuis 1955, la France a élaboré certains principes d'auto-limitation, impliquant des restrictions vers les zones de guerre et vers les États où les armes risquent de servir à des fins de répression interne, mais ces principes n'ont pas force de loi et ne sont pas scrupuleusement respectés.<sup>12</sup> Les ventes d'armes à des pays comme la Libye et l'Afrique du Sud ont donné à la France une réputation

---

<sup>12</sup> - Christian CATRINA, Arms Transfers and Dependence, pp. 93-97, Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, pp. 83-87, Keith KRAUSE, «Rapport sur la conférence intitulée : Le commerce international des armes»..., pp. 48-49

d'être permissive. La France demeure jusqu'à 1979 le plus gros fournisseur de Prétoria, et fourni à ce pays des missiles, des hélicoptères et même l'habilité de co-produire le Mirage-III. Les ventes d'armes au Portugal pendant la guerre contre les mouvements de libération dans ses colonies a soulevé des critiques comme également les ventes de voitures blindés à la junte militaire grecque et les ventes d'avions Mirage fighters à la Libye. Ces avions furent transférés plus tard à l'Égypte et utilisés dans la guerre du Yom Kippur de 1973. La guerre Iran-Iraq n'empêcha pas Paris de continuer à livrer des Mirages F-1 et des anti-aircraft missiles à Bagdad.<sup>13</sup>

France keeps stationed in or near Africa approximately 14,000 troops in such places as Congo-Brazzaville, Guinea and Mozambique facing Cuban troops in Angola and Ethiopia. [...] Despite the fact that France has sold jets to Libya contrary to U.S. interests, since 1960 France also has intervened in the Cameroon, Congo, Gabon, Niger, Djibouti, Tunisia, Morocco, Mauritania, Chad, the Central African Republic and Zaire to support pro-Western causes. In 1977-1978, a multilateral defense initiative involving Moroccan troops, French logistic support, and 2,400 French and Belgian paratroopers was launched to deter separatist aggression out of Angola against Zaire's Shaba province. Most recently, France furnished transport and logistical support to help expel Libyan troops from Chad in a testy tour de force by Libyan President Qaddafi and worked toward the construction of an OAU international peacekeeping force to replace Libyan forces. On account of its activities, France has gained for itself the reputation of «le gendarme d'Afrique» - given the fact that French interests in Africa generally coincide with Western interests. Close to two-thirds of the uranium for French nuclear reactors

---

<sup>13</sup> - Andrew PIERRE, The Global politics of Arms Sales, p. 91

comes from Nigeria, Chad's immediate Western neighbor.<sup>14</sup>

#### 4. Motivations économiques

Les ventes d'armes françaises ont rapidement augmenté pendant les années 70. Les livraisons d'armes sont passées de 2 673 millions de francs en 1970 à 20 500 millions de francs en 1980. Une hausse d'environ cinq fois plus en francs constants. La majeure partie de cette augmentation a eu lieu après 1972 avec une augmentation annuelle d'environ 30 %. Les ventes d'armes à l'étranger ont augmenté de 6 341 millions francs en 1970, à un total de 25 200 millions de francs en 1979 avec la plus grosse augmentation de 8 373 à 18 343 millions de francs entre 1973 et 1974 après la guerre du Yom Kippur et l'embargo de pétrole. En 1979 les ventes d'armes à l'étranger comptaient pour environ 4,9 % de l'exportation totale française en comparaison à 2,5 en 1970. Par exemple lorsque le Pérou se vit refuser d'acheter des armes par Washington, il s'est tourné vers la France qui lui a fourni des crédits pour l'achat d'avions militaires. Au même moment Amman avait besoin d'armes, et cherchait à diversifier ses sources de fourniture, ainsi 36 Mirage F-1s furent donc commandés à la France en 1979. Par la suite, un contrat de 3,4 milliard de dollars fut

---

<sup>14</sup> - John Maurer, Military Intervention in the Third World..., pp. 201-202

signé à Paris en 1980 pour équiper la marine saoudienne.<sup>15</sup> Le Moyen-Orient a compté pour plus de la moitié des exportations totales d'armes françaises au cours des récentes années, dont 55 % en 1980. Il y a corrélation entre les importations de pétrole de la France et ses ventes d'armes, car elle est dépendante pour les deux-tiers de ses besoins en énergies du pétrole de l'étranger, et plus de 80 % de ses importations de pétrole proviennent du Moyen-Orient. Les plus grands fournisseurs de pétrole sont l'Arabie Saoudite et l'Irak, États avec lesquels Paris a signé ses plus grands contrats d'armes depuis 1974. Auparavant, quand la France était plus dépendante de la Libye pour le pétrole, elle vendait des mirages à Tripoli. Selon Pierre, même si l'échange des armes contre le pétrole n'est jamais officiellement reconnu comme politique, l'assurance d'approvisionnement futur est une motivation importante pour la France. Mais, les revenus des ventes d'armes aux pays du Moyen-Orient producteurs de pétrole ne couvrent qu'une fraction d'environ un cinquième du coût des importations de pétrole.<sup>16</sup>

L'industrie française de l'armement a la réputation d'être dépendante de ses exportations. Par exemple pour les années 1974-1978, des 338 Mirages qui furent commandés, 297 l'étaient dans le but d'être exportés. Plus de la moitié de la production de l'industrie aéronautique consistait de Mirages, mais plus de 85 %

---

<sup>15</sup> - Michael T. KLARE, "US Policy on Arms Transfers to the Third World" sous la dir. de Thomas OHLSON, p. 80, Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, pp. 84, 174

<sup>16</sup> - Ibid, pp. 84-85, p. 274

de ces derniers étaient destinés à l'exportation. Des 318 hélicoptères commandés de la compagnie SNIAS seulement 45 étaient pour les forces armées françaises. Parmi les missiles anti-tanks fabriqués également par SNIAS, plus de 50 % étaient destinés à l'exportation. Pour les années 1974-1977, 30 tanks AMX-30 furent commandés pour l'armée française et 103 pour l'exportation. Plus de 60 % de la production française d'avions est destinée aux besoins militaires. Certains secteurs de l'industrie de défense française, spécialement celui de l'aéronautique, dépendent plus des exportations que d'autres. Les exportations jouent un rôle important dans la réduction du coût de la recherche et du développement comme dans celui de la production. Les ventes outre-mer comptent pour plus de la moitié de la production de quelques-unes des armes françaises les plus importantes et pour plus de 75 % dans l'industrie aéronautique. Il y aurait environ 280 000 personnes employées dans l'industrie de l'armement; de ce nombre 90 000 travaillaient sur des commandes de l'étranger. Ceci n'inclut pas les emplois créés par les contrats de services.<sup>17</sup> Mais la France a été affectée par la stagnation de la demande des pays du tiers monde dans les années 80, puisqu'elle y exporte une grande partie de sa production.

---

<sup>17</sup> - Andrew PIERRE, "Arms Sales: The New Diplomacy", Foreign Affairs, Winter 1981-1982 - vol 66, no. 2, p. 274, Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, pp. 84-85

## 5. Conditions de fabrication des armes françaises

Il y a en France des organisations financées par l'industrie de défense, soit indirectement par l'État puisque une grande partie de l'industrie est nationalisée. Elles assistent dans les négociations, dans les ventes, dans la préparation des contrats et l'arrangement des services techniques. Le but de ces organisations est d'agir au profit des firmes participantes pour les aider à réaliser des exportations d'armes et fournir à chaque acheteur étranger des conseillers et l'assistance technique et financière nécessaires. La promotion des ventes d'armes fait aussi partie de cette relation entre l'industrie et l'État. La France publie peu de renseignements sur la destination des stocks d'armes vendus et tend à décourager un débat public sur la question. Les acheteurs trouvent souvent que les armes françaises sont des produits intéressants non seulement pour leur haute qualité, mais également à cause de l'approche adoptée par le gouvernement français qui consiste à vendre des armes sans porter de jugement sur les politiques domestiques des récipiendaires. Le gouvernement français n'attache d'ailleurs aucune importance au contrat de vente des clauses qui pourraient être vue comme imposant des restrictions sur la souveraineté nationale des récipiendaires. Même si la France impose des restrictions sur la ré-exportations, elle ne pose que peu d'obstacles à l'utilisation des armes par le client. Une exception à la règle a résulté en une interdiction sur les opérations offensives qui ont suivi la guerre de 1967. Ainsi, le Président de Gaulle, répondant aux pressions politiques

croissantes, a imposé un embargo à Israël et sur la ligne des pays du Front arabe en 1969. Cet embargo a eu des effets limités, car Israël est devenu un client principal des États-Unis. Ceci démontrait les limites de l'influence des fournisseurs de la deuxième catégorie et les pièces françaises ont continué à se rendre en Israël pendant ces embargos.<sup>18</sup>

## 6. Restrictions et offensives des ventes

Les restrictions unilatérales d'armes françaises comme celles des autres fournisseurs de la deuxième catégorie, ont été caractérisées comme demi-mesure, compromettant souvent les effets domestiques ou de politique étrangère. En addition aux embargos variés au Moyen-Orient, la France a imposé des restrictions de transferts d'armes en Indochine à la fin des années 1960, à diverses périodes au Pakistan, en Afrique du Sud, en Libye, en Iran révolutionnaire, au Nigéria, et en Angola (les deux derniers durant la guerre civile). Mais, la France a également vendu volontairement des armes à plusieurs de ces mêmes États et régime, directement ou par partie interposée. Par exemple dans la guerre civile au Nigéria, la France a continué à vendre des armes pour un certain temps au gouvernement fédéral, mais a modifié sa stratégie pour permettre la vente d'équipement français aux rebelles du

---

<sup>18</sup> - Christian CATRINA, Arms Transfers and Dependence, pp. 93, 97, Keith KRAUSE, «Rapport sur la conférence intitulée : Le commerce international»..., pp. 48-49, F. PEARSON, "Problems and Prospects of Arms Transfers Limitations"..., p. 134, Andrew PIERRE, The Global Politics..., pp. 88-91

Biafra, visant ainsi à affaiblir le Nigéria vis-à-vis l'Afrique francophone.<sup>19</sup>

## 7. Un gouvernement socialiste

La venue d'un gouvernement socialiste en 1981 n'a, malgré les promesses que légèrement changé les choses. Une des premières décisions prises par le gouvernement Mitterrand fut que presque tous les contrats existants avec la France devaient être honorés. Il faut dire comme l'indique Andrew Pierre, que dès 1978, Mitterrand notait qu'avec 275 000 personnes employées dans l'industrie de l'armement dont environ 90 000 travaillaient pour l'exportation en plus de la sécurité nationale, il serait difficile de fermer radicalement ces usines. Il a préféré suggérer des buts à long terme, soit une limitation dans les ventes, une nouvelle orientation de la direction des exportations françaises, et un processus de contrôle de fabrication et de transfert des armes plus ouvert.<sup>20</sup>

Même si le gouvernement français n'était pas prêt à vendre des armes à des pays racistes et fascistes comme l'Afrique du Sud, il refusa également de livrer des véhicules déjà commandés par le Chili puisque ces derniers pouvaient être utilisés afin de réprimer la population. Mais le gouvernement a permis le transfert de bateaux patrouilles à l'Argentine, l'Iran reçu aussi quelques

---

<sup>19</sup> - Frederick PEARSON, "Problems and Prospects of Arms Transfers"..., p. 135

<sup>20</sup> - Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, p. 94

bateaux missiles qui avaient été commandées. Un embargo sur les armes à destination de la Libye, imposé par Giscard d'Estaing à la veille de l'intervention de Kaddafi au Tchad, a été levé pour permettre la livraison de Mirage F-1 d'hélicoptères et de bateaux patrouilles commandés auparavant. Par ailleurs, la levée de l'embargo libéra la voie pour permettre à nouveau l'exploration pour le pétrole par le gouvernement français de sa compagnie Elf-Aquitaine. Mais, de nouvelles armes françaises ne pouvaient pas être vendues à la Libye jusqu'à ce que cette dernière retire ses troupes du Tchad et finisse de restaurer l'ambassade française endommagée en février 1980 à Tripoli. Mitterrand a levé en 1988 sous prétexte d'obtenir de meilleures relations avec le tiers monde, les restrictions sur les ventes d'armes à la Libye. Selon lui, les relations France-Libye pouvaient être améliorées en libérant les ventes d'armes. La France continue donc à poursuivre une approche de direction unilatérale pour limiter les transferts d'armes, décidant dans certaines situations de retenir des armes pour favoriser les intérêts français. La France fuit généralement les grandes doctrines ou les règlements politiques sur les restrictions de vente d'armes et semble avoir relativement peu de critères sur des décisions concrètes.<sup>21</sup>

---

<sup>21</sup> - Frederick S. PEARSON "Problems and Prospects of Arms Transfers"..., p. 135, Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, pp. 95-96,

## 8. Conclusion

La France a eu des difficultés pour trouver des nouveaux marchés au tiers monde ces dernières années, même si les armes françaises prennent encore une grande part des marchés africains et latino-Américains. En 1985, Paris a lancé une réorganisation et une approche marketing envers plusieurs régions du tiers monde.<sup>22</sup>

### C. Le Royaume-Uni

#### 1. Historique

Un autre pays membre du groupe des pays industrialisés et exportateurs d'armes est le Royaume Uni. Les ventes d'armes britanniques dans les années 70, ont suivi la même tendance à la hausse que celles de la France. Historiquement, le Royaume Uni était après la deuxième guerre mondiale, le deuxième pays exportateur d'armes après les États-Unis. Par la suite, il fut dépassé par l'Union soviétique et la France. Cette baisse a été occasionnée par une réduction du rôle du Royaume-Unie dans la politique internationale suite en partie à la décolonisation, ce qui mena à une baisse des déploiements militaires britanniques à l'étranger et à une réduction de la base militaire industrielle du Royaume-Uni. On vit à cette époque une concentration de l'industrie militaire sur les équipements nécessaires à l'armée britannique avec peu de recherche et développement, à laquelle se

---

<sup>22</sup> - Christian CATRINA, Arms Transfers and Dependence, p. 94, Frederick S. PEARSON "Problems and Prospects of Arms transfers"..., p. 133, Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, pp. 97-98

sont ajoutées des restrictions sur les transferts d'armes par le gouvernement.<sup>23</sup>

## 2. Motivations politiques

Une capacité de production indépendante ne reçoit pas la même attention au Royaume-Uni qu'en France et l'industrie n'est pas aussi dépendante des exportations qu'en France. Mais les raisonnements sont les mêmes, c'est-à-dire; une industrie d'armes reste un des attributs pour une grande puissance, la capacité de fabriquer des armes de technologie avancée est une autre source de puissance et une industrie de l'armement peut augmenter la flexibilité du Royaume-Uni en affaires étrangères et militaires.

Au Royaume-Uni, le débat public accorde plus d'attention aux possibilités de conversions des industries d'armements en industries civiles. Lors des transferts d'armes, le gouvernement britannique s'interroge sur les effets pour la sécurité britannique. La possibilité de fournir des armes à des terroristes, les questions de stabilité régionale, les intérêts des alliances et les complications d'un conflit potentiel par exemple impliquant les États-Unis dans des régions comme l'Amérique latine ou le Moyen-Orient font partie du débat. Également considérés, sont les liens avec le Commonwealth. Des pressions ont été faites au Royaume-Uni sur les exportations à l'Afrique du Sud, et la prolifération non-nucléaire est prise en considération. La

---

<sup>23</sup> - Christian CATRINA, Arms Transfers and Dependence, p. 98, Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, p. 101

répression politique interne et les intérêts économiques sont des facteurs importants pour le Royaume-Uni. L'équipement jugé utile dans les cas de répression domestique fut refusé à l'Argentine, à l'Ouganda et au Chili dans les années 70, et au Sri Lanka au milieu des années 80. Le Royaume-Uni était le fournisseur principal de «Nigeria's anti-aircraft guns».<sup>24</sup> Malgré tout, de l'équipement capable d'être utilisé contre la population domestique, comme des hélicoptères, a depuis 1978 été transféré au Chili et à l'Indonésie, et des restrictions n'ont pas été observées lors de transferts à l'Inde, à la Malaisie et au Soudan malgré les problèmes internes dans ces pays.

### 3. Motivations économiques

Les mêmes arguments économiques qu'en France sont donnés : comme exporter des armes pour le bénéfice de la balance des paiements, l'utilisation des profits des échanges étrangers pour réduire le coût unitaire de la production des armes, ainsi que pour recouper quelques-unes des dépenses en recherche et en développement pour l'industrie de défense. Les exportations de ventes d'armes se sont élevées de 235 millions de livres en 1970-1971 à approximativement 901 millions de livres en 1979. Les exportations comptent maintenant pour 25 à 30 % de la production d'armes britanniques et constituent selon les estimations, 3.5 % de son commerce extérieur. Mais la prépondérance des ventes

---

<sup>24</sup> - Bruce D. PORTER, The USSR in Third World Conflicts : Soviet Arms and Diplomacy in Local Wars 1945-1980, Cambridge University Press, 1984, p. 104

britanniques est maintenant dirigée vers les pays du tiers monde. Le Shah a commandé par exemple 1 200 tanks pour les forces iraniennes, soit plus que ce qui était en service dans l'armée britannique et ces engins étaient meilleurs et plus chers que ceux construits pour l'armée britannique. Mais comme les ventes à l'étranger peuvent maintenir une ligne de production et assurer des emplois quand il y a une baisse dans les commandes domestiques, ceci peut représenter une plus grande raison pour justifier le transfert d'armes que le simple coût unitaire peu élevé et l'épargne en recherche et développement.<sup>25</sup> Le Royaume-Uni gagne également les mêmes avantages que la France, c'est-à-dire qu'il bénéficie à la balance des paiements en augmentant les bénéfices des échanges étrangers, réduit le coût unitaire de la production des armes, recoupe certains coûts en recherche et en développement. Les ventes à l'étranger peuvent également maintenir des lignes de production et l'emploi lorsqu'il y a une baisse des commandes domestiques.<sup>26</sup>

L'industrie de la défense a un secteur public et privé. Dans les années 70 on estime qu'environ 275 000 à 280 000 personnes travaillent sur les contrats pour le Ministère de la Défense, et de ce nombre 70 000 à 80 000 travaillent sur les contrats attribuables aux ventes à l'étranger; environ le même nombre de personne est indirectement employé par l'effet d'entraînement de ces contrats.

---

<sup>25</sup> - Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, pp. 100-101 pp. 104-106

<sup>26</sup> - Ibid, p. 105

La promotion des exportations d'armes britanniques est prise avec beaucoup de sérieux et reçoit une grande priorité du Ministère de la défense.<sup>27</sup> Les intérêts politiques régionaux du Royaume-Uni ont conduit depuis 1970 à des embargos sélectifs contre le Honduras et le Guatemala. Dans le cas israélien, la participation britannique dans l'embargo de la Communauté économique européenne a continué surtout à cause d'une demande limitée d'armes britanniques de la part d'Israël et des intérêts dans le marché arabe. Le Royaume-Uni a indiqué que l'interdiction serait levée lorsque Israël complètera son retrait du Liban. Des pièces envoyées à l'Iran furent retenues temporairement pendant la crise des otages et des armes ont été refusées au PLO. L'embargo des Nations-Unies envers l'Afrique du Sud a largement été observé même si certaines pièces d'équipements, ont été transmises. Au début de la guerre Iran-Irak le Royaume-Uni a adopté un règlement contre l'exportation d'armes meurtrières interdites aux deux parties. L'ambiguïté de ce dernier règlement et la question de contrats payés existants avec l'Iran ont mené à une nouvelle formulation en 1985 où le Royaume-Uni a souligné son refus de fournir des armes meurtrières aux deux parties. Mais, précise qu'il doit remplir les contrats et obligations en cours, ce qui implique qu'il ne doit pas approuver à l'avenir de commandes pour aucun équipement de défense qui augmenterait la capacité de chacune des parties de prolonger ou exacerber ce conflit. Enfin le Royaume-Uni souligne le besoin d'examiner rigoureusement toutes

---

<sup>27</sup> - Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, pp. 102-103

les applications des licences d'exportations pour la fourniture des équipements de défense à l'Iran et à l'Iraq.<sup>29</sup>

#### 4. Conditions de la fabrication des armes britanniques

Le Parlement britannique n'est pas impliqué de près dans la prise de décision pour les ventes d'armes, puisqu'au Royaume-Uni on n'est pas tenu de consulter et d'informer le Parlement sur les perspectives ou les ventes d'armes qui ont été faites. Si le Parlement veut discuter des ventes d'armes, il doit le prévoir dans les débats sur la politique de défense ou la politique étrangère. Mais comme ces derniers domaines comprennent déjà un grand nombre de questions importantes, les transferts d'armes figurent rarement comme sujet dominant dans les débats parlementaires. Les décisions étant faites sur une base de cas par cas, les contraintes de la vente d'armes surviennent typiquement sur une base sélective, résultant d'un contexte politique particulier. Une fois par année une estimation globale est publiée dans le livre blanc sur la défense. La question est entièrement revêtue du secret officiel, il n'y a pas de détails sur le type ou la quantité d'armes, ni aucune explication sur ce qui est inclut ou exclut dans la somme totale annoncée. Il n'y a pas non plus aucune indication sur l'identité des récipiendaires par région ou par pays. Le Chili fut rapidement promu du statut inacceptable pour les livraisons

---

<sup>29</sup> - Keith KRAUSE, «Rapport sur la conférence intitulée : Le commerce international des armes», p. 49, Frederick S. PEARSON "Problems and Prospects of Arms Transfers"..., pp. 137-138, Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, pp. 102, 111,

d'armes, à celui de substitut pour l'Argentine pendant et depuis la guerre des Falklands. Même si l'Inde a présenté des problèmes à cause de ses liens de sécurité avec l'U.R.S.S., le Royaume-Uni a favorisé et conclu des ventes d'armes importantes avec ce pays.<sup>29</sup>

## 5. Conclusion

Depuis quelques années les exportations d'armes sont à la hausse, le Royaume-Uni ayant été capable de s'assurer de larges commandes des pays du tiers monde. Le gouvernement britannique s'en tient à beaucoup de flexibilité dans l'application des règlements. Les ministères de la Défense et des Affaires étrangères ont fait des tableaux qui classent les systèmes d'armes qui sont sensible sur le plan technologique et les acheteurs potentiels comme à hauts risques ou politiquement acceptables. Le classement peut être modifié selon les circonstances économiques ou politiques.<sup>30</sup> Également, la demande limitée pour les équipements de défense par les forces armées britanniques rendrait difficilement possible une industrie de défense pour les armes très perfectionnées. Il faut dire qu'au milieu des années 1980, le Royaume-Uni a encore la capacité d'avoir une autonomie de base dans la production des armes conventionnelles et que les intérêts politiques et militaires, tels le maximum d'autonomie et les

---

<sup>29</sup> - Christian CATRINA, Arms Transfers and Dependence, p. 101, Frederick S. PEARSON, "Problems and Prospects of Arms Transfers Limitations Among Second-Tier Suppliers:...", p. 136, Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, p. 106

<sup>30</sup> - PEARSON, op. cit., p. 136

avantages économiques de l'exportations, tels les revenus, l'emplois, se combinent en faveur de l'exportation d'armes.<sup>31</sup>

#### D. Allemagne de l'Ouest

##### 1. Historique

L'Allemagne de l'Ouest est au cinquième rang des exportateurs d'armes, mais ce pays fait partie de la catégorie des fournisseurs d'armes restrictifs. Cette restriction est dictée par l'histoire récente de l'Allemagne, et facilitée par la performance satisfaisante de l'économie et par l'absence de marché traditionnel comme les anciennes colonies. La majorité des ventes d'armes allemandes sont dirigées vers les pays de l'OTAN.<sup>32</sup> Après la deuxième guerre mondiale, l'industrie de l'armement allemande fut démantelée et la reproduction militaire limitée. À partir de 1961, les transferts d'armes furent utilisés par le gouvernement ouest-allemand comme instruments politiques de soutien pour les questions allemandes. Ainsi avec l'encouragement des américains, l'Allemagne envoya des armes à des pays comme le Nigéria, le Soudan, le Kenya, la Tanzanie et, sous accords secrets, à Israël. Les récipiendaires de l'assistance militaire devaient reconnaître l'Allemagne Fédérale et ne pas avoir de contact avec l'Allemagne de l'Est. Mais lorsque le transfert clandestin avec Israël fut connu au Moyen-Orient, cela occasionna la rupture des relations diplomatiques avec dix pays arabes. D'autres difficultés furent également occasionnées par le

---

<sup>31</sup> - Christian CATRINA, Arms Transfers and Dependence, p. 99

<sup>32</sup> - Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, p. 109

transfert de 90 «American F-86 sabres» et 28 «Seahawks» vendus à l'Iran et à l'Italie, mais qui sans explication et illégalement, se retrouvèrent au Pakistan et en Inde. À la suite de ces événements, le gouvernement allemand adopta des restrictions sur les ventes d'armes dans les régions de tensions.

En 1965, les règles concernant l'exportations d'armes ont été reformulées : l'exportation d'armes aux régions de tensions serait interdite à l'avenir comme c'était le cas en principe dans le passé par la War weapons control Act. Le montant de l'aide militaire accordé par l'Allemagne Fédérale a baissé après 1965 et une nouvelle orientation de cette aide à l'égard des pays du Sud de l'OTAN a pris place. Malgré tout, il fut révélé qu'entre 1966 et 1969, l'intelligence allemande avait envoyé secrètement des armes et de l'équipement à l'Afrique du Sud, à la Rhodésie et aux deux parties opposées pendant la guerre civile au Nigéria, et il y eut même une discussion à l'effet de fournir de l'uranium à la Chine.<sup>33</sup> En 1971, l'Allemagne de l'Ouest annonça des lignes directrices plus sévères à l'égard des exportations d'armes. Le principe était d'interdire les ventes d'armes à l'extérieur de l'alliance de l'OTAN, avec quelques exceptions pour des pays comme l'Australie, la Nouvelle Zélande, la Suède, la Suisse et le Japon. Mais ces lignes directrices ont été interprétées de manière permissive, permettant aux exportations d'armes allemandes d'augmenter considérablement.

---

<sup>33</sup> - Christian CATRINA, Arms Transfers and Dependence, p. 102

L'expansion de l'Allemagne de l'Ouest en ce qui a trait aux exportations d'armes se concentrait sur la production navale et par le transfert d'armes plus petites, la participation aux programmes multinationaux, le transfert de technologie, la vente de licence pour fabrication d'armements et la fourniture de pièces pour assemblage à l'étranger. Depuis les années 60 et 70 l'Allemagne de l'Ouest est liée à la France dans des projets conjoints, qui peuvent passer inaperçus, comme l'explique Andrew Pierre dans les totaux de ventes d'armes au tiers monde.<sup>34</sup> Tout d'abord sous le chancelier Schmit et puis sous Kohl, Bonn a démontré de vifs intérêts à utiliser les armes pour obtenir de l'influence et pour améliorer des relations.<sup>35</sup> Par exemple la fabrication de petites armes et de munitions a été faite par l'industrie allemande dans des pays comme la Guinée, le Nigéria, le Soudan, la Thaïlande et le Burma. L'Allemagne de l'Ouest est devenue un fournisseur important de navire; elle aurait même accepté en 1977 de fournir six sous-marins à l'Iran, et lorsque cette commande fut annulée après la révolution iranienne, ces navires furent vendus au Chili malgré la controverse.

L'Allemagne de l'Ouest utilise donc pour contourner les restrictions, la vente de systèmes d'armes co-produits avec d'autres pays. Elle a été de cette façon impliquée dans un grand nombre de projets avec la France et le Royaume-Uni, deux pays qui

---

<sup>34</sup> - Frederick S. PEARSON, "Problems and Prospects of Arms Suppliers Limitations Among Second-Tier Suppliers:...", p. 130

<sup>35</sup> - Ibid, p. 140

ont des politiques d'exportations moins restrictives. La Libye n'a pas reçu la permission d'importer les «U-boats» de l'Allemagne de l'Ouest, bien que le Chili eut ce privilège dans les années 70, malgré la répression domestique et les disputes internationales. Un arrangement secret conclut avec la France, mais qui a été depuis codifié dans les règlements relatifs à l'exportation révisés en 1982, a permis aux pays dont les armes sont produites conjointement d'aller dans des régions de conflits, par exemple à des clients français comme la Libye. Les exportations directes les plus autorisées étaient les bateaux et les sous-marins.

## 2. Motivations économiques

À la fin des années 70, la récession économique et l'augmentation des prix du pétrole ont altéré les circonstances passées. Au printemps 1981, par exemple, quand l'Arabie Saoudite indiqua son intention de commander 300 «Leopard», 2 tanks, environ 1 000 «Marder armored personnel» et «Gespard anti-aircraft vehicles» alors que l'Allemagne de l'Ouest était son acheteur principal pour le pétrole en lui fournissant 27 % de sa consommation et son plus large créancier avec 6,3 milliards de dollars, la question des restrictions fut mise à l'épreuve même si à la fin Schmidt rejeta la requête saoudienne.<sup>36</sup> En 1982, contrairement à d'autres pays l'Allemagne de l'Ouest ne fabrique

---

<sup>36</sup> - Christian CATRINA, Arms Transfers and Dependence, p. 102, Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, pp. 111-115

que les armes qui sont nécessaires à ses propres forces armées.<sup>37</sup> Les ventes d'armes allemandes représentent en 1982, moins de 1 % du total des exportations. Mais la fin des années 70 a connu une hausse des ventes d'armes allemandes dirigées vers le tiers monde.<sup>38</sup> L'industrie de l'armement allemande n'a pas de secteur nationalisé, elle consiste entièrement d'entreprises privées, et on estime qu'elle comprend environ 200 000 employés et compte pour 2 % du PNB. On estime que seulement 10 000 des 200 000 emplois dans le secteur militaro-industriels dépendent directement du marché du tiers monde et que la balance des échanges de l'Allemagne de l'Ouest est demeurée dernièrement en surplus.

### 3. Motivations politiques

Le 28 avril 1982, le gouvernement ouest allemand a adopté de nouveaux principes politiques pour guider l'exportation des armes. Ainsi l'ancien concept région de tension a été abandonné pour permettre la vente aux pays du tiers monde où pourraient augmenter les intérêts de sécurité et de politique étrangère vitaux pour l'Allemagne de l'Ouest. L'abandon de ce concept donnait la possibilité de vendre aux États qui n'utiliseraient pas les armes pour des répressions domestiques et où la tension régionale n'augmenterait vraisemblablement pas. Ceci permettait de vendre à des pays comme l'Arabie Saoudite, tout en positionnant l'Allemagne

---

<sup>37</sup> - Frederick S. PEARSON, "Problems and Prospects of Arms Transfers Limitations Among Second-Tier Suppliers"..., p. 140

<sup>38</sup> - Andrew PIERRE, The Global of Arms Sales, p. 109

de l'Ouest plus près de la Grande-Bretagne et de la France. Les exportations d'armes sont maintenant permises lorsque les politiques étrangères vitales et les intérêts de sécurité jouent en leur faveur, et sont interdites à des pays qui ont des occasions de s'engager dans des conflits armés. En ce qui a trait à l'exportation aux pays membres de l'OTAN, il n'y a que très peu de restrictions, mais ont leur demande l'assurance que les armes ne vont pas quitter la région. L'exportation d'armes allemandes aux pays qui ne sont pas membres de l'OTAN doit donc être décidée sur la base des intérêts vitaux de la République Fédérale allemande, mais les exportations d'armes ne doivent en aucun cas créer une capacité de production additionnelle en Allemagne de l'Ouest. Par ailleurs Kohl défend le droit de l'Allemagne de l'Ouest à toute la rangée des options politiques disponible aux puissances majeures, favorisant la fin des restrictions. Dans cette optique, une alliance a été conclue, avec l'Arabie Saoudite et les exportations de licence refusées à l'Égypte et à la Malaisie furent levées. On doit cependant noter que les directives de 1965, 1971, 1982 sont seulement des principes politiques et n'ont pas force de loi. Les politiques d'exportations d'armes en République Fédérale d'Allemagne sont donc encore gouvernées par les lois de 1961 permettant au gouvernement ouest allemand de les utiliser comme instrument politique. Mais les analystes indiquent que la politique de l'Allemagne de l'Ouest sur les exportations d'armes est la plus sévère de tous les pays de l'Ouest et exige que chaque vente soit approuvée cas par cas et les ventes sujette à de longues

procédures bureaucratiques devant passer par plusieurs ministères.”

#### 4. Conditions de la fabrication des armes allemandes

Malgré la croissance de l'industrie de l'armement de l'Allemagne de l'Ouest et des exportations depuis 1950, il n'y a pas à Bonn d'agence de promotion formelle pour les ventes. Le ministère des Affaires étrangères décide quelles sont les régions de tension et aucun critère d'ensemble n'est établi. Puisque l'Allemagne de l'Ouest a été pendant longtemps sensible à l'utilisation de ses armes pour des guerres dans les pays en développement, et que contrairement à la France, elle ne fabrique pas plus les armes nécessaires à ses propres forces armées, les restrictions à l'exportations se poursuivent et peuvent même être augmentées. Les exportations d'armes allemandes ont augmenté par des moyens indirects ou des échappatoires, comme par l'exportation d'usines entières et la vente de licences pour la fabrication d'armements, la fourniture de pièces d'assemblage à l'étranger et la participation à des projets multinationaux. Ces formes de transfert de technologie ont en effet surpassé plusieurs des restrictions formelles des directives de 1971. Des industries de fabrication d'armes légères et de munitions ont été construites par l'Allemagne de l'Ouest dans des pays en voie de développement comme la Guinée, le Nigéria, le Soudan et la Thaïlande. L'Allemagne de l'Ouest participe à plusieurs de ces projets avec la France et le

---

” - Christian CATRINA, Arms Transfers and Dependence, p. 103

Royaume-Uni. Le «French-German close support Alpha Jet light-attack aircraft» est disponible au tiers monde par les ventes françaises.

Les syndicats d'Allemagne de l'Ouest ont accepté le principe de la reconversion plus que les Français et les Britanniques. La dépendance de l'emploi sur les exportations par exemple, n'est pas un critère valide pour les intérêts vitaux de l'Allemagne dans les directives d'exportation de 1982. Les syndicats ont changé de position en indiquant que les restrictions faisaient perdre des emplois aux Allemands de l'Ouest. Cependant, les sociaux-démocrates alarmés par les autorisations gouvernementales d'exportation plus facile aux États de l'ASEAN, par les négociations préliminaires pour des exportations à l'Arabie Saoudite et les ventes d'hélicoptères à Afrique du Sud, au Chili et à l'Iraq, ont présentés un projet de loi au Parlement qui a été défait en 1985 pour interdire les exportations d'armes au tiers monde et renforcer le rôle de contrôle du Bundestag.

Contre ces restrictions, se trouve un ensemble de firmes incluant la majorité des entreprises d'Allemagne de l'Ouest qui prône l'importance des affaires militaires comme des intérêts régionaux, par exemple en Bavière ou au nord. Des contacts se forment entre les militaires, le ministère de la Défense et les fabricants pour promouvoir soit l'autosuffisance en armes pour l'Allemagne de l'Ouest, ou du moins une production à capacité significative. Mais avec les nouveaux principes politiques, on observe ces dernières années une augmentation des exportations

d'armes allemandes dont la majorité est dirigée vers les pays du tiers monde.<sup>40</sup>

### E. Conclusion

Cette comparaison des pays non-communistes exportateurs d'armes, nous permet de prouver à nouveau notre hypothèse selon laquelle l'U.R.S.S. lorsqu'on exclut les motivations idéologiques agit sur la scène internationale comme une puissance de type classique. Ce qui veut dire que l'Union soviétique cherche à obtenir des bénéfices économiques par les ventes d'armes comme les autres puissances. Ainsi, tant la France et la Grande-Bretagne que l'Union soviétique gagnent des bénéfices économiques par le transfert d'armes. Comme nous l'avons indiqué dans ce chapitre, en 1975, en France, 90 000 personnes travaillent à la fabrication d'armes destinées à être exportées à l'étranger. En 1977, 41 % des armes françaises fabriquées étaient exportées, et 85 % de celles-ci étaient exportées vers les pays en voie de développement. Suite à de nouvelles estimations des statistiques en 1978, les exportations d'armes françaises comptaient pour 4 % à 5 % des exportations de ce pays. En 1970, les ventes d'armes rapportaient 2 673 millions de francs et en 1980, 20,5 millions de francs. Sur 338 mirages construits entre 1974 et 1978, 297 étaient destinés à être exportés. Les ventes d'armes françaises sont

---

<sup>40</sup> - Frederick S. PEARSON, "Problems and Prospects of Arms Transfers Limitations Among Second-Tier Suppliers"..., p. 141, Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, pp. 109-110

importantes pour le principe d'autonomie et d'indépendance nationale. Du point de vue économique la demande domestique est insuffisante pour justifier une industrie militaire autonome. Au Royaume-Uni, les exportations d'armes britanniques soit à peu près un tiers de sa production comptaient pour 3 % à 4 % des exportations en 1978. En 1975, 70 000 à 80 000 personnes travaillaient à la fabrication d'armes pour les ventes à l'étranger. Le Royaume-Uni a également un marché intérieur très petit et l'exportation d'armes l'aide à maintenir une industrie nationale de défense tout à fait autonome. En 1970-1971, les exportations d'armes rapportaient 235 millions de livres. En 1979, ces exportations d'armes rapportaient 901 millions de livres. En Allemagne les exportations d'armes comptaient pour 1 % des exportations sans compter les projets multinationaux auxquels l'Allemagne est engagée et qui ne sont pas comptabilisés. En Allemagne 10 000 personnes dépendent des emplois reliés à l'exportation d'armes.

En même temps les transferts d'armes par des pays comme la France et le Royaume-Uni font parties d'une stratégie qui vise à employer des moyens économiques dans des buts politiques. Les exportations sont perçues comme un moyen de maintenir la viabilité des productions d'armes domestiques.<sup>41</sup> Même les puissances comme le Royaume-Uni et la France n'ont pas malgré leur volonté, le

---

<sup>41</sup> - Christian CATRINA, Arms Transfers and Dependence, pp. 69-70, Keith KRAUSE, «Le commerce international des armes», 1989, p. 11. Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, p. 21, pp. 411-412

pouvoir pour contrôler ou influencer les événements dans leurs anciennes colonies ou dans les zones stratégiques.<sup>42</sup> Cette comparaison nous permet de constater que l'U.R.S.S. cherche comme les autres puissances à obtenir des bénéfices commerciaux par le transfert d'armes, ce qui confirme notre hypothèse d'après laquelle la motivation soviétique est aussi celle d'une grande puissance classique. Il y a une similitude avec les trois autres puissances qui n'ont pas de but idéologique. L'Union soviétique aurait également comme objectif de faire concurrence aux autres pays pour obtenir une plus grande part du marché mondial. L'U.R.S.S. a un comportement similaire à d'autres puissances non-hégémoniques, non «idéologiques.»

---

<sup>42</sup> - Andrew PIERRE, "Arms Sales: The New Diplomacy", p. 90, Andrew PIERRE, The Global Politics of Arms Sales, pp.4-5, pp. 11-12, pp. 15, 21, 67, pp. 143-144, p. 147, 154, pp. 240-242

## CONCLUSION

Dans notre conclusion nous verrons un résumé des résultats présentés dans les différents chapitres, ainsi que la confirmation de notre hypothèse présentée dans notre introduction.

### A. Reprise de l'hypothèse :

Notre hypothèse stipule que (1) les transferts d'armes soviétiques au tiers monde ne proviennent pas seulement d'une volonté d'expansion animée par l'idéologie marxisme-léninisme. À ceci nous rajoutions deux sous-hypothèses : que les transferts d'armes de l'U.R.S.S. sont aussi et surtout faits (1.1) dans le but de s'affirmer à l'encontre des États-Unis et de la Chine, et (1.2) d'augmenter les ressources de l'U.R.S.S. en tant que grande puissance. Par ressources nous entendons l'obtention de bases militaires, l'accès à des ressources naturelles, à des voies navigables. Augmenter ses ressources veut également dire que par ses transferts d'armes, l'Union soviétique chercha à se servir de ce commerce pour obtenir des devises et affirmer sa présence dans le marché mondial des armes vis-à-vis d'autres états non-hégémoniques et fournisseurs d'armes, comme la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne de l'Ouest. En somme, par notre analyse «ex-posteriori» de la politique de transfert d'armes de l'U.R.S.S. nous avons pu éclaircir l'ensemble des objectifs de sa politique étrangère au tiers monde. Ce travail ne fut pas une analyse de la capacité de l'U.R.S.S. d'exercer une hégémonie à l'échelle mondiale mais plutôt une reprise critique des diverses thèses des

spécialistes des questions soviétiques dans le cadre des politiques de transfert d'armes au tiers-monde.

## B. Résultats de la recherche

La vérification de notre hypothèse confirme que la présence soviétique au tiers monde par le transfert d'armes est surtout liée à l'objectif d'une grande puissance qui est celui de s'assurer l'accès aux ressources pour ses propres besoins économiques et sécuritaires; cet objectif est lié à celui de contrer les actions américaines et l'influence chinoise. Notre recherche nous permet d'affirmer que les Soviétiques ont fourni des armes à divers pays sans tenir compte de l'orientation idéologique de ces derniers.

Nous avons étudié au cours de notre premier chapitre, l'expansion de la politique extérieure soviétique depuis 1917. Au cours des périodes présentées, l'U.R.S.S. a augmenté de plus en plus sa présence sur la scène internationale multipliant ses relations avec les diverses régions du monde. Nous avons cerné le rôle du tiers monde dans la politique extérieure soviétique surtout pour le transfert d'armes entre 1964 et 1979, période que nous avons décidé d'étudier pour observer notre hypothèse sur la politique extérieure soviétique. Cette période marque le temps où l'exportation d'armes est devenue l'instrument le plus important dans la politique extérieure soviétique, lui facilitant la pénétration dans les pays en voie de développement, où on vit une plus grande augmentation des transferts d'armes au tiers monde.

Nous avons donc documenté notre affirmation sur l'expansionnisme de la politique étrangère de l'U.R.S.S..

Dans le deuxième chapitre, nous nous sommes attardé sur quelques pays du tiers monde bénéficiaires du transfert d'armes soviétique. Nous avons vérifié si l'U.R.S.S. envoie des armes à des régimes au tiers monde sans discerner s'ils sont communistes ou non. Nous avons examiné de près la relation entre les régimes receveurs des armes soviétiques et leur orientation idéologique. Pour ce faire, nous avons regardé si le Parti communiste était au pouvoir au moment où l'U.R.S.S. transférait des armes ou si ce n'était pas le cas, l'orientation «prévisible» des dirigeants. Nous avons également étudié le matériel par secteur, c'est-à-dire le Moyen-Orient, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine, puisque ces régions ont une importance différente selon les stratégies géopolitiques internationales des deux superpuissances. Ce chapitre a démontré que l'U.R.S.S. a transféré des armes à plusieurs pays du tiers monde et que plusieurs pays non-communistes furent bénéficiaires. En démontrant la diversité des orientations des récipiendaires d'armes soviétiques, nous avons souligné la non-conformité face à l'objectif idéologique, ce qui nous a amené à regarder les autres motivations. On peut donc voir dans les transferts d'armes soviétiques que les intérêts idéologiques sont présents mais sur une petite échelle, et qu'ils sont complétés par les intérêts de grande puissance, car l'U.R.S.S. transfère souvent des armes pour des raisons géo-politiques, pour avoir accès à de l'infrastructure militaire par exemple. Nos brèves études de cas

au deuxième chapitre, ont fait ressortir des exemples qui soulignent comment dans les pays où l'U.R.S.S. a transféré des armes, elle a également retiré des avantages militaires et elle a vu ses intérêts de grande puissance représentés en transférant des armes qui empêchent souvent des pays du tiers monde de se lier d'amitié avec la Chine ou avec les États-Unis.

Dans le chapitre suivant, le troisième, nous avons exploré les raisons autres que celles purement idéologiques pour lesquelles l'Union soviétique aurait orienté sa politique extérieure vers les transferts d'armes. Avec ce chapitre, nous avons constaté que l'U.R.S.S. a dans sa politique internationale des objectifs d'État de type classique. Ce qui veut dire qu'elle est en confrontation avec une autre grande puissance, soit les États-Unis, et qu'elle a une volonté de contrer également la Chine. Cette politique de type classique implique aussi une recherche de ressources géo-politiques, par exemple l'accès à des ressources naturelles, à des voies navigables, à des bases aériennes, en plus des ressources commerciales, surtout après 1975, où l'U.R.S.S. privilégie la recherche de devises.

Dans le quatrième chapitre nous avons vu que l'U.R.S.S. fait concurrence à d'autres fournisseurs d'armes avec ses transferts sur le marché économique et politique. L'U.R.S.S. se manifeste ainsi non plus seulement comme une puissance idéologique mais une puissance commerciale comme les autres. En comparant les exportations d'armes soviétiques, avec celles faites par la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne de l'Ouest à la même époque nous

confirmons nos conclusions des chapitres précédents : la motivation soviétique est, lorsqu'on exclut la motivation idéologique, également celle d'une grande puissance classique, où l'U.R.S.S. fait concurrence avec les autres puissances pour obtenir une plus grande part du marché mondial.

Ce résumé de nos chapitres confirme à nouveau le bien-fondé de notre hypothèse de départ. Ainsi, notre recherche démontre que les transferts d'armes soviétiques au tiers monde ne proviennent pas seulement d'une recherche de l'expansion animée par l'idéologie marxiste-léniniste. Nos analyses confirment que les transferts d'armes de l'U.R.S.S. sont faits également dans le but de contrer les États-Unis et la Chine, et d'augmenter les ressources de l'Union soviétique en tant que grande puissance.

Comme l'indique Jacques Lévesque, il peut être difficile d'analyser les intentions véritables derrière les actions de l'Union soviétique, puisque les intérêts d'un État ne sont pas une donnée très stable.<sup>1</sup> André Fontaine rejoint Jacques Lévesque dans sa pensée lorsqu'il explique qu'il est très «difficile d'être à la fois le dépositaire d'un idéal éthique et le maître d'un empire temporel.»<sup>2</sup>

Jusqu'à la «révolution gorbatchévienne» commencée en 1985, la politique internationale soviétique était à la fois celle d'une puissance classique en interaction avec d'autres États et celle d'un État

---

<sup>1</sup> - Jacques LÉVESQUE, L'URSS et sa politique internationale de 1917 à nos jours, Armand Colin Collection, Paris, 2<sup>e</sup> édition refondue et augmentée, p. 203

<sup>2</sup> - André FONTAINE, Histoire de la guerre froide, Les grandes études contemporaines, Fayard, Tome 2, p. 529

qui entretenait un peu partout dans le monde, par-delà les régimes en place, des relations avec des partis ou des mouvements révolutionnaires officiellement voués au renversement de régimes avec lesquels l'U.R.S.S. maintenait souvent par ailleurs des relations diplomatiques normales. C'est sur cette équivoque, sur cette dualité que reposait la spécificité de la politique internationale de l'U.R.S.S. [...]. À cause de la dimension révolutionnaire, l'U.R.S.S. manquait de crédibilité comme puissance classique. Inversement, à cause de sa politique d'État, elle manquait aussi de crédibilité auprès des mouvements révolutionnaires.<sup>3</sup>

---

<sup>3</sup> - Jacques LÉVESQUE, «Politique internationale : la tradition remise en cause», L'État du monde, Annuaire économique et géopolitique mondial, Éditions La Découverte-Éditions du Boréal, 1991, Montréal, pp. 587-590

## POST-FACE

À première vue, les facteurs dits constants de notre analyse, tel de la confrontation avec les États-Unis ou l'expansionnisme soviétique, pour ne pas parler de la souveraineté même de cette grande puissance, semblent s'éclipser suite aux transformations extraordinaires de 1991-1992. Nous voudrions faire apprécier au lecteur la pertinence de notre étude pour comprendre la politique extérieure des États successeurs de l'ancienne U.R.S.S. en regardant ce qui s'est passé sur la scène mondiale et en U.R.S.S. dans le domaine du transfert d'armes. Avec tous les changements depuis la disparition de l'Union soviétique, le sujet de notre thèse touche un problème actuel qui se pose aux membres de la CEI. Ainsi, le besoin économique de vendre des armes est toujours présent. Même s'il y a eu une forte baisse sur le marché des armes en général, et plus spécifiquement une énorme diminution des ventes d'armes de l'ex-U.R.S.S. aux pays du tiers monde. L'ex-U.R.S.S. est passée de 40 % de la part du marché, à 18 % en 1991. Nous croyons que les membres de la CEI continueront à faire concurrence sur le marché des armes, mais avec un marché réduit, et devront être davantage en compétition avec les autres puissances, comme l'Allemagne réunifiée, la France et le Royaume-Uni. Il reste à savoir si les membres de la CEI préféreront investir dans les usines de conversion d'armements, ou vendre des armes qui amèneront toujours des bénéfices économiques à court terme. Mais à long terme, la question se pose également. Les membres de la CEI avec tous leurs problèmes économiques pourront-ils fabriquer des armes

qui seront assez compétitives sur le marché des ventes d'armes pour faire concurrence aux autres puissances?

#### A. Données sur les exportations d'armes à la fin des années 1980

Pour 1989, pendant que la valeur des exportations totales d'armes majeures conventionnelles a diminué, plusieurs fournisseurs ont augmenté leur part du marché, notamment la France, le Royaume-Uni et l'Espagne. Mais l'U.R.S.S. et les États-Unis ont continué à dominer le marché des armes conventionnelles en comptabilisant du total mondial respectivement 37 % pour l'U.R.S.S. et 34 % pour les États-Unis. Selon les données de SIPRI, l'Union soviétique est demeurée la plus grande exportatrice d'armes, fournissant 66 milliards de dollars entre 1985 et 1989. Même si pendant la période allant de 1985 à 1989, moins de pays du tiers monde importent les armes conventionnelles majeures de l'Union soviétique que des États-Unis, soient 31 clients pour les armes soviétiques contre 58 pour les armes américaines, il demeure que plus de la moitié de la valeur de ces ventes d'armes a été réalisée par l'Union soviétique. Mais les importateurs traditionnels d'armes soviétiques du Moyen-Orient, spécialement l'Iraq et la Syrie ne reçoivent maintenant qu'une fraction de leur fourniture antérieure d'armes soviétiques. En France, les ventes d'armes ont augmenté en 1985 de 25 %, malgré une réduction des ventes à l'Iraq. Il y eut des livraisons de «Mirage 2000 fighters» à la Grèce et aux Émirats Arabes Unies. Le Royaume-Uni est demeuré le quatrième plus grand fournisseur d'exportations d'armes dans le monde en 1989, malgré

les efforts du gouvernement britannique pour hausser ces dernières. Les contrats de vente du «Tornado fighter aircraft» et du «Hawk Jet Trainers» à l'Arabie Saoudite qui ont été signés en 1985 et 1988, ont mené à des envois de 400 000 barils de pétrole par jour à la compagnie Shell et à la compagnie British Petroleum. Pendant que les exportations aux pays industrialisés ont augmenté en 1989, plus de 60 % des exportations britanniques sont allées aux pays du tiers monde, et l'Arabie Saoudite a reçu plus de 20 % des exportations britanniques d'armes pour la période entre 1984-1989. Les exportations d'armes sont dominées par les ventes de la British Aerospace qui a compté pour plus de 60 % des exportations britanniques pour 1985 à 1989. En Allemagne de l'Ouest, le transfert de technologie à la Libye et l'inaction du gouvernement pour freiner ces ventes, malgré plusieurs avertissements des services d'intelligence des États-Unis et de l'Allemagne, a mené à des débats publics qui ont forcés le gouvernement à publier un rapport détaillé sur ces activités. Des actions immédiates furent annoncées, incluant des restrictions renforcées et une augmentation du personnel pour contrôler les exportations. L'Allemagne de l'Ouest est demeuré le sixième plus grand exportateur d'armes pour la période 1985-1989.<sup>1</sup>

Le rapport de SIPRI de 1991, indique que pour la première fois depuis des années, les ventes d'armes conventionnelles

---

<sup>1</sup> - SIPRI Yearbook 1990, World Armaments and Disarmament, SIPRI Stockholm Peace Research Institute, Oxford University Press, 1990, pp. 219-227, Olivia WARD, "No Rest in Mideast Arms Race", Toronto Star, mars 17, 1991,

américaines ont dépassé celles de l'Union soviétique. En 1990, le total des ventes de l'U.R.S.S. représentait 29 %, tandis que celui des États-Unis était de 40 %. Ce renversement provient d'une baisse des achats des pays traditionnellement acheteurs d'armes de l'U.R.S.S. comme par exemple, l'Inde, l'Irak, et l'Afghanistan. Mais le tiers monde demeure le plus important client de l'U.R.S.S.. Ainsi, le total des ventes pour 1990 s'est élevé à 8 738 millions de dollars américains pour les États-Unis et à 6 373 millions pour l'Union soviétique. La France se retrouve en troisième position avec 8,2 % des ventes et un chiffre d'affaire de 1 799 million de dollars américains. Le Royaume-Uni demeure en quatrième position avec 5,6 % des ventes et un chiffre d'affaires de 1 220 million de dollars américains. En cinquième position, l'Allemagne dépasse la Chine pour la première fois depuis 1986 avec 4,4 % des ventes, soit un chiffre d'affaire de 963 millions de dollars. Le commerce des armes conventionnelles en 1990 s'est élevé à près de 22 milliards de dollars, représentant une baisse de 35 % comparativement à 1989.<sup>2</sup>

La hausse des ventes d'armes de 8 milliards de dollars en 1989 à 18,5 milliards de dollars américains en 1990 était attribuée aux menaces iraqiennes au Golfe Persique. La fin de la guerre Iran-Iraq en 1988 et la diminution des autres conflits régionaux comme l'Angola et l'Éthiopie ont contribué à une diminution de la baisse

---

<sup>2</sup> - «Moscou et Washington dominent le commerce des armes», Le Devoir, 2 mai 1991

des ventes d'armes au tiers monde depuis 1987.<sup>3</sup> Entre 1987 et 1990, les États-Unis ont vendu 30,7 milliards d'armes aux pays du Proche-Orient contre 17,5 milliards de dollars par les Soviétiques au cours de la même période. En revanche, l'U.R.S.S. est devenu un important fournisseur de l'Iran avec des ventes de 2.7 milliards de dollars au cours des quatre dernières années.<sup>4</sup> Pendant les années 1980, la France a exporté plus de 34 milliards de dollars américains en armes. Les Soviétiques entre 1980 et 1988 ont vendu 174 milliards de dollars en armes comptant pour plus de un cinquième des exportations de ce pays. Selon le US arms Control and Disarmament Agency les exportations d'armes étaient la deuxième source de devises fortes après le pétrole.<sup>5</sup>

Pour la première fois l'Asie est au premier rang des régions importatrices d'armes. Pour l'U.R.S.S., l'Afghanistan, la Corée du Nord et l'Inde ont représenté les deux tiers de ses exportations.<sup>6</sup>

Les données de SIPRI pour 1991, soulignent que la vente des armes conventionnelles a été de 22,144 milliards de dollars US en 1991. Ce qui signifie une baisse de 25 % par rapport à 1990. Les États-Unis en 1991 sont au premier rang des exportateurs avec 51 %

---

<sup>3</sup> - "U.S. Biggest Arms Supplier. Iraqi Threat Cited as Sales More than Doubles Last Year." Globe and Mail, August 12 1991

<sup>4</sup> - «Les Etats-Unis numéro un des ventes d'armes au tiers monde», Le Devoir, 13 août 1991

<sup>5</sup> - Dave TODD, "Trying to Cut Off the Arms Trade", Ottawa Citizen, mars 9, 1991,

<sup>6</sup> - «Baisse des dépenses d'armements en 1989, selon le SIPRI de Stockholm une chute de 1% des dépenses d'armements permettrait une hausse de près de 40% de l'aide au développement», Le Devoir, 22 mai 1990

du total des ventes mondiales. Par contre en 1991, les ventes d'armes de l'U.R.S.S. ont atteint 18 %, contre 34 % en 1990 et 39 % en 1987. L'Allemagne réunifiée est maintenant à la tête des pays européens vendeurs d'armes, avec un chiffre d'affaire de 2 milliards devant celui du Royaume-Uni avec 990 millions de dollars et celui de la France de 804 millions de dollars. Également en 1991, l'Asie recevait 34 % des importations d'armes comparativement à 21 % pour le Moyen-Orient. Le budget militaire de l'ex-U.R.S.S. s'est élevé en 1991 à près de 96,6 milliards de roubles une baisse de 9 % comparativement à 1990.<sup>7</sup>

#### B. Ventes d'armes soviétiques au tiers monde

En somme il y eut une baisse des ventes d'armes de l'Union soviétique au cours des dernières années, mais dans un accord commercial qui a été conclu avec la Chine, l'U.R.S.S. aurait autorisé la vente d'un nombre non précisé d'avions de combat Su-7 contre un crédit commercial de 750 millions de dollars pour l'achat de denrées alimentaires et de biens de consommation. L'U.R.S.S. a également offert de vendre à Israël ses «fighters Mig-31» modèle le plus avancé et un système de missile qu'ils prétendent meilleurs que les «U.S. Patriots.»<sup>8</sup> La Syrie est reportée avoir pris livraisons des «Soviets-build Su-24 fighter-bombers» et des «North Koreans surface-to-surface missiles». Au cours de la dernière

---

<sup>7</sup> - «Les ventes d'armes en baisse», La Presse, Montréal, Jeudi 18 juin 1992

<sup>8</sup> - "Arms Folly in the Mideast" Edmonton Journal, July 24 1991,

année la Syrie a été rapporté pour avoir reçu des SS-N Scud-C missiles de la Corée du Nord.<sup>9</sup>

### 3. Les ventes d'armes: des ressources économiques

"Trouble spots come and go, but a weapon is forever." Ceci fut l'opinion de Boris Eltsine lorsqu'il décida en février de vendre pour l'équivalent d'un «Trillion» d'armes soviétiques, incluant des tanks, des avions et du matériel assorti. Yego Gaidar ajouta, "We intend to make our materials competitive in this market."<sup>10</sup> Également en février 1992, Mikhaïel Bazhavnov, à la tête du comité pour la conversion des industries militaires, a indiqué que le pays essaie de vendre des armes pour obtenir des devises, et pour aider à la conversion des industries militaires en industries civiles. De plus, il a précisé qu'il tentait d'approcher les pays de l'OTAN pour y vendre des armes.<sup>11</sup> Également, 15 000 pistolets destinés à la Grande-Bretagne ont été interceptés, et selon une note de service non-démentie de la direction des Affaires intérieures des forces armées russes, le quotidien Komsomolskia Pravda a indiqué que les officiers militaires se sont lancés dans les affaires en vendant à leur propre compte, les biens de l'armée. Ils auraient vendu par exemple des chars d'assaut, des avions et des navires.

---

<sup>9</sup> - "Syria Shopping for Arms. Protection Against Israel Likely Aim", Globe and Mail, April 12, 1991

<sup>10</sup> - "Russia's Arms Sales: Crises Go, Guns Are Forever", Ottawa Citizen, February 06, 1992

<sup>11</sup> - "Russia Steps Up Pressure on Ukraine", Globe and Mail, February 7, 1992

Leur commandant en chef, le maréchal Chapochnikov a admis avoir vendu par l'intermédiaire d'une société par action 49 bâtiments de guerre, dont des sous-marins. La liste non exhaustive, qui a été compilée dans les milieux spécialisés comprend entre autres, 24 avions d'attaque supersonique Sukhoi Su-224 à la Syrie, 24 chasseurs Su-27 à la Chine, 12 Ig-29 à l'Iran. De plus, les pays se sont vu proposer sur le marché des croiseurs et des sous-marins, des offres de ventes de blindés, et de vieux modèles T-54 et T-55. Andrei Kozyrev, ministre des Affaires étrangères a précisé que les ventes seraient dirigées «uniquement aux nations et gouvernements jouissant d'une stabilité politique». Il a ajouté que les ventes seraient seulement commerciales.<sup>12</sup>

---

<sup>12</sup> - «Les ventes d'armes de l'ex-URSS inquiètent plusieurs pays», Le Devoir, 3 avril 1992

## BIBLIOGRAPHIE

### Articles de journaux, de revues et de livres

- ALBRIGHT, David E. "Soviet Policy", Washington, Problems of Communism, January-February, 1978, pp. 20-39
- AREL, Dominique «La déconfiture de l'URSS, après la communauté européenne, la communauté slave?», La Presse, 14 décembre 1991
- ARRIGHI Giovanni, «Une crise d'hégémonie», dans La crise, quelle crise? Paris, François Maspero, 1982, pp.57-109
- «Baisse des dépenses d'armements en 1989, selon le SIPRI de Stockholm une chute de 1% des dépenses d'armements permettrait une hausse de 40% de l'aide au développement», Le Devoir, 22 mai 1990
- CARRÈRE D'ENCAUSSE, Hélène, «La pénétration soviétique au Moyen-Orient», sous la dir. de Pierre Kende et al. Le système communiste : un monde en expansion, Institut français des relations internationales, Paris, 1982, pp. 187-201
- CARRÈRE D'ENCAUSSE, Hélène, «Aux origines du conflit», Paris, Revue française de science politique, décembre 1970, pp. 1182-1199
- CASEY, Francis, M, "The Theory and Tactics of Soviet Third World Strategy", The Journal of Social, Political and Economic Studies, XII: 3, Fall 1987, pp.243-258
- CUTLER, Robert M., "Economic Issues in East-South Relations", Washington, Problems of Communism, July-August, 1984, pp. 73-80
- CUTLER, Robert M., DESPRES, Laure, KARP, Aaron, "The Political Economy of East-South Military Transfers", California, International Studies Quarterly : 31, 1987, pp. 273-299
- CROZIER, Brian, "The Broader Picture", New York, National Review, XXXIX: 21, November 6, 1987,
- DAVID, Steven R., "Third World Interventions," Washington, Problems of Communism, May-June 1984, pp. 65-71
- DAY, Richard, "Economic Union Succumbs to Ukrainian Politics", Ottawa Citizen, November 29, 1991

- DESPRES, Laure, «Les ventes d'armes de l'URSS et des six pays socialistes européens aux pays en voie de développement», sous la dir. de Marie Lavigne, Les relations est-sud dans l'économie mondiale, Paris, Economica, 1986, pp. 57-73
- «Deux ans pour résoudre les problèmes militaires de l'ex-URSS», Le Devoir, 16 janvier 1992
- DUROSELLE, J.B., «Qu'est-ce qu'une grande puissance?», Relations internationales, Paris, Printemps 1979, no 17, pp. 3-10.
- DOMENACH, Jean-Luc, «La Chine devant l'hégémonisme soviétique», sous la dir. de Pierre KENDE et al. Le système communiste un monde en expansion, Institut français des relations internationales, Paris, 1982, pp. 141-160
- FARNSWORTH, Clyde H., "Soviet Said to Cut its Foreign Aid", New York Times, 8-12-77
- EDMONTON JOURNAL, "Arms Folly in the Mideast" July 24, 1991
- FEI, Edward T., "Understanding Arms Transfers and Military Expenditures : Data Problems" in Arms Transfers in the Modern World, Edited by Stephanie G. Neuman and Robert E. Karvaky, Praeger, 1979, pp. 37-46
- FEUCHTWANGES, E.J. NAILOR, P., The Soviet Union and the Third World, New York, St-Martin's Press, 1981, 229p.
- FRIEDMAN, Thomas L. "As Ideology Recedes, the U.S. Rearranges its Global Struggles", New York Times, December 31, 1989, p.2
- "Friends In Need, Friends, Indeed (Russian Military Aid to Nicaragua)", Time, November 18, 1985
- FUKUYAMA, Francis, "Gorbachev and the Third World", New York, Foreign Affairs, 64, 4 - 1986, pp. 715-731
- FUKUYAMA, Francis, "Patterns of Soviet Third World", Washington, Problems of Communism, september-october 1987, pp. 1-13
- FUKUYAMA, Francis, "The New Marxist-Leninist States and Internal Conflict in the Third World", sous la dir. de Uri Ra'anan et al. Third World Marxist-Leninist : Strengths, vulnerabilities and U.S. Policy, Washington, Praeger, 1985,

- GELMAN, Harry: «L'Union soviétique dans le tiers monde : bilan et perspectives» Institut français des relations internationales, Politique Etrangère, été 1986, vol 51, no 2, pp. 485-503
- GEROL, Ilya, "North-South Problems Really an East-West Conflict", The Citizen, January 12 1986
- GEROL, Ilya, "Back Where They Started : Despite One Million Deaths, Persian Gulf War Has no Winner", Ottawa Citizen, July 19, 1988
- GRAY, Colin S, "The Soviet-Threat in the 1990s", Washington, Global Affairs, Spring 1990, pp. 25-44
- GRAY, John, "Ukraine Chuckles at Yeltsin's Plan for Russian Army Moscow's About Face on Military Exactly What Kiev Has Predicted", Globe and Mail, March 17, 1992,
- GRAY, John, "CIS in Danger of Going Down With the Fleet Russo-Ikrainian Relations Sinking as Controversy Over Fate of Black Sea Forces Escalates", Globe and Mail, January 10, 1992
- GREG, Ian, "They Mean What They Say : a Compilation of Soviet Statesmen on Ideology Foreign Policy And the Use of Military Forces", London, Foreign Affairs Institute, 1981,
- GUSTAFSON, Thane, "Will Soviet Foreign Policy Change Under Gorbachev", The Washington Quarterly, Number 4, Fall 1986, p. 153-157
- HALLIDAY, Fred, "Where the Soviet Stand; Balancing Between Iran and Iraq", New York, World Press Review, vol. 34, no. 10 October 1987,
- HANDELMAN, Stephen, "Republics Agree to Form Jointly Military Force", Toronto Star, December 3, 1991
- HENZE, Paul B, "Communism and Ethiopia", Washington, Problems of Communism, May-June, 1981, pp. 55-74
- HORSMAN, Mathew, "No Cure is Certain for Soviet Economy", Financial Post, December 30, 1991
- HUSBANDS, Jo. L. & HESSING CAHN Anne, "The Conventional Arms Transfers Talks : An Experiment in Mutual Arms Trade Restraint", sous la dir. de Thomas Ohlson, Arms Transfer Limitations and Third World Security, SIPRI, Stockholm International Peace Research Institute, Oxford University Press, 1988, pp. 110-125

- JAVETSKI, Bill, "Gorbatchev's Offer Forces Tough Choices On Contra Aid", New York, Business Week, Janvier 1988
- KATZ; Mark N., "Soviet Third World Policy", Washington, Problems of Communism, september-october, 1982, pp. 76-80
- KLARE, Michael T. "Who's Arming Who? the Arms Trade in the 1990s", Technology Review, May/June 1990, pp. 44-50
- KLARE, Michael T. "US Policy on Arms Transfers to the Third World", sous la dir. de Thomas Ohlson", Arms Transfer Limitations and Third World Security, SIPRI, Stockholm International Peace Research Institute, Oxford University Press, 1988, pp. 75-94
- KLASS, Rosanne, "Afghanistan : The Accords", New York, Foreign Affairs, Summer 1988, pp. 922-945
- KRAKOWSKI, Elie D, "Red Star Over Afghanistan", Washington, Global Affairs, Spring 1990, pp. 100-131
- KRAMER, Mark N. "Soviet Arms Transfers to the Third World", Washington, Problems of Communism, vol. 36, September-October 1987 pp. 52-68
- KRAUSE, Joachim, "Soviet Arms Transfers Restraint" sous la dir. de Thomas Ohlson, Arms Transfers Limitations and Third World Security", SIPRI, Stockholm International Peace Research Institute, Oxford University Press, 1988, pp. 95-109
- LAIDI, Zaki, «Les traductions internes de la compétition est- ouest dans le tiers monde,» Politique étrangère, Institut français des relations internationales, vol 54 no. 1, printemps 1989, pp. 67-78
- LAIDI, Zaki, «Les niveaux d'influence de la politique soviétique en Afrique» sous la dir. de Pierre KENDE et al. Le système communiste un monde en expansion, Institut français des relations internationales, 1982, pp. 163-177
- «La Russie se dote d'une véritable armée», Le Devoir, 17 mars 1992
- LARRABEE, F. Stephen, "Gorbatchev and the Soviet Military", New York, Foreign Affairs, Summer 1988, pp. 1003-1024
- «Le déficit menace les réformes économiques» soutien Gaidar de 24,3 milliards le déficit passerait à 205 milliards de roubles au deuxième trimestre», Le Devoir, 25 avril 1992
- LEIGHTON, Marian, "Moscow's Third World Empire", Washington, Global Affairs, Spring 1990, pp. 133-156

- LEIKEN, Robert S. "Nicaragua and Moscow", The New Republic, février 1988, pp. 13-15
- LEGUM, Colin, "The USSR and Africa : The African Environment", Washington, Problems of Communism, January-February 1978, pp. 1-9
- «Les États-Unis numéro un des ventes d'armes au tiers monde», Le Devoir, 13 août 1991
- «Les prix augmentent de 1% par jour en Russie», Le Devoir, 28 mars 1992,
- «Les ventes d'armes de l'ex-URSS inquiètent plusieurs pays», Le Devoir, 3 avril 1992
- «Les ventes d'armes en baisse», La Presse, Montréal 18 juin 1992
- LEVESQUE, Jacques, «Politique internationale : la tradition remise en cause, L'État du monde, Annuaire économique et géopolitique mondial, Éditions La découverte/Éditions du Boréal, 1991, pp. 587-590
- LOWENTHAL, Richard, "Soviet Counterimperialism", Washington, Problems of Communism, November-December, 1976, pp. 52-63
- MENON, Rajan, "The Soviet Union, the Arms trade and the Third world", University of Glasgow Press, Soviet Studies, vol 34: 3, July 1982, pp. 377-396
- MEARSHEIMER; John J., "Why We Will Soon Miss The Cold War", The Atlantic Monthly, August 1990, pp. 35-50
- MOLNAR, Miklos, «La révolution importée : Europe de l'Est (1944-1948) sous la direction de Pierre KENDE et al. Le système communiste: un monde en expansion, Institut Français des relations internationales, Paris, 1982, pp. 33-52
- «Moscou et Washington dominant le commerce des armes», Le Devoir, 2 mai 1991
- NEL, Philip R. "Soviet Fortunes in Southern Africa", Washington, Problems of Communism, May-June 1985, pp. 74-78,
- NEUMAN, Stéphanie G., "Arms, Aid and the Superpowers", New York, Foreign Affairs, Summer 1988, vol. 66, no. 5, pp. 1044-1066

- NEUMAN, Stephanie G., "International Stratification and Third World Military Industries", International Organization by the Massachusetts Institute of Technology and the World Peace Foundation, 38/Winter 1984 pp. 167-107
- NICHOLSON, John Gree, "Resurgent Russia, With its Abundant Resources, Large Population and Impressive Armed Forces the World's Largest Nation Still May Recapture its Former Glory", Ottawa Citizen, December 18, 1991
- NOUAILLE, Martine Nouaille, «La Russie superpuissance de la CEI», La Presse, 23 décembre 1991
- O'NEIL, Juliet, "Soviet Make Breakup Official, Congress Endorses Transitional Government, Passes First Human Rights Declaration", Ottawa Citizen, September 5 1991
- PEARSON, Frederick S. "Problems and Prospects of Arms Transfers Limitations Among Second-Tier Suppliers : the Case of France, the United Kingdom and the Federal Republic of Germany", sous la dir. de Thomas Ohlson, Arms Transfer Limitations and Third World Security, SIPRI, Stockholm International Peace Research Institute, Oxford University Press, 1988, pp. 126-157
- PEARSON, John, "How Reagan Could Push Managua into Moscow's arms", Business Week, Mars 1985
- PIERRE, Andrew J., "Arms sales: The New Diplomacy", New York, Foreign Affairs, Winter 1981/1982, vol. 60, no. 2 pp. 267-304
- QUAYLE, Dan, "Strategies for the 1990's", Washington, Global Affairs, Spring 1990, pp. 1-4.
- RA'ANAN, Uri, "The USSR and the Third World : Conceptual Overview, Strategy and Tactics", sous la dir. de Uri Ra'an an et al. Third World Marxist-Leninist Regimes : Strenghths, vulnerabilities and U.S. Policy, Pregamon-Brasseys, Washington 1985,
- «Rareté des vivres et flambées des prix écrasent les russes,» Le Devoir, 3 janvier 1992
- RECORD OF THE PROCEEDING, "The Changing U.S.-Soviet Strategic Balance", Washington, Global Affairs, Spring 1990, pp. 5-23

- RUBINSTEIN, Alvin Z. "Soviet Intervention in the Third World", Edited by John Maurer and Richard H. Porth, Military Intervention in the Third World Threats, Constraints and Options, New York, A Foreign Policy Research, Institute Series, Praeger Special Studies, 1984,
- RUHLE; Michael, "The illusion of strategic stability", Washington, Global Affairs, Spring 1990, pp. 157-172,
- "Russia's Arms Sales : Crises Go, Guns are Forever", Ottawa Citizen, February 6, 1992
- "Russia Steps Up Pressure on Ukraine", Globe and Mail, February 7, 1992
- SARKESIAN, Sam C. "Marxist-Leninist Regimes in Black Africa : Prospects for the Future", sous la dir. de Uri Ra'anan et al. Third World Marxist-Leninist Regimes : Strenghts, Vulnerabilities and U.S. Policy, Pregamon-Brasseys, Washigton, 1985,
- SALVER, Carol R. "Superpowers in the Middle East", Washington, Problems of Communism, September-October. 1987, pp. 77-84
- SCHUTZ; Barry M., "Soviet Designs on Africa", Washington, Problems of Communism, Jan-Feb, 1986, pp. 77-83
- SHULTZ, Richard H. "Countering Third World Marxist-Leninist Regimes : Policy Options for the United States", sous la dir. de Uri Ra'anan et al. Third World Marxist Leninist Regimes : Strenghts, Vulnerabilities and U.S. Policy, Pregamon-Brasseys, Washington, 1985,.
- SEGAL, David, "The Iran-Iraq War : A military Analysis", New York, Foreign Affairs, Summer 1988, vol 66, no. 5, pp. 946-963
- SMITH, Hedrick, "Soviet Foreign Aid Estimated at 2.2. billion a year", The New York Times, Saturday November 13, 1971
- "Soviet Arms Still a Threat Professor Warns", Toronto Star, December 9, 1991
- "Soviet military power", U.S. Department of Defense, April 1985
- "Soviet Ships Quit Mediterranean, Indian Ocean Departures Mark Sweeping Changes in Defense Policy", U.K. Minister Says", Globe and Mail, January 15, 1992
- "Syria shopping for arms. Protection against Israel likely aim", Globe and Mail, April 122, 1991

- "The Commonwealth of Ineffectual States", Globe and Mail, Tuesday, March 10, 1992
- "Three Republics Declared U.S.S.R. Dead, Kazakhstan Backs Gorbachev Refuses to Join New Union," Ottawa Citizen, December 9, 1991
- TODD, Dave, "Trying to Cut Off the Arms Trade", Ottawa Citizen, mars 9, 1991
- TOTH, Robert C., "Soviet May Be Giving Up Liberation Movements", The Citizen, Ottawa, Wednesday, July 30, 1986,
- TRUNG, Thai Quand, «L'Asie de l'Est dans la stratégie globale de l'URSS," sous la dir. de Pierre KENDE et al. Le système communiste : un monde en expansion, Institut français des relations internationales, Paris, 1982, pp. 83-126
- "U.S. Biggest Arms Supplier. Iraqi Threat Cited as Sales More Than Doubles Last Year", Globe and Mail, August 12, 1991
- "U.S. Documents Soviet Build Up of Military Forces in Latin America", Aviation Week, April 22, 1985
- UTTING, Gerald, "Reborn Russia Revises New World Order", Toronto Star, August 31, 1991
- UTTING, Gerald, "Can Soviet Republics Pass Economic Test", Toronto Star, september 7, 1991
- VALKENIER, Elizabeth Kridl, "The USSR, the Third World and the Global Economy", Washington, Problems of Communism, July-August 1979, pp. 17-32
- VERBIN, Anatoly, "Russia to Slash Military Spending Arms Purchases to be Cut to One Eight of Last Year's Level", Globe and Mail, January 22, 1991
- VEYRAT, Bernadette, «Les relations économiques entre les pays socialistes européens et les pays d'Afrique subsaharienne», sous la dir. de Marie Lavigne, Les relations est-sud dans l'économie mondiale, Economica, Paris, 1986, pp. 259-273
- WARD, Olivia, "No Rest in Mideast Arms Race", Toronto Star, March 17, 1991
- WHITAKER, Mark, WALCOTT, John, "The Sandinista Threat, Managua Builds a Huge War Machine But to What End?" New York, Newsweek, April 29, 1985

- Yu, George T., "China's Impact", Washington, Problems of Communism", January-February, 1978, pp. 40-50
- ZABEH, S., Iran Since the Revolution: Baltimore, John Hopkins University Press, 1982, 282p.
- ZARTMAAN, William I, "The USSR in the Third World", Washington, Problems of Communism, sept-oct, 1982, pp. 76-80

#### Publications gouvernementales

- "Arms Transfers and the Third World", Ottawa, United Nations Association in Canada, October 1984, pp.1-6
- Assemblée de l'Atlantique Nord, commission politique, Rapport Général sur la politique étrangère soviétique sous Gorbatchev, M. Luic Bouvard (France) Rapporteur Général, Secrétariat International, Octobre, 1989
- BALLENTINE, Karen, «La réforme de l'industrie de défense soviétique : Les problèmes de conversion dans une économie non convertie», Ottawa, Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, Juillet 1991, 8p.
- KRAUSE, Keith, «Le Commerce international des armes», Ottawa, Institut Canadien pour la paix et la sécurité internationales, Mars 1989, 8p.
- KRAUSE, Keith, «Rapport sur la conférence intitulée, »Le commerce international des armes : problèmes et perspectives», sommaire des délibérations d'une conférence sur le commerce international des armes, Hull, (Québec), les 21-22 octobre 1987, Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, 53p.
- LECOURS, Francine, «La guerre du Golfe», Ottawa, Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, Mai 1988, pp. 1-7
- MACFARLANE, S.N., La rivalité entre les superpuissances et la politique soviétique dans le bassin des Caraïbes», Ottawa, Institut Canadien pour la paix et la sécurité internationales, juin 1986, 74p.
- MARANTZ, Paul, «De Lénine à Gorbatchev : L'évolution des perspectives soviétiques sur les relations Est-Ouest», Les cahiers de l'institut, Ottawa, Institut Canadien pour la paix et la sécurité internationales, mai 1988, 100p.

REAGAN, Ronald, Vital Speeches of the Day: The Problems in Central America, The National Security of All the Americas, Deliveries to a Joint Session of Congress, Washington, D.C. April 27, 1983, vol. XLIX, no. 15

SEAWAR, Lloyd: «Paix, développement et sécurité dans le bassin des Caraïbes : perspectives d'évolution d'ici l'an 2000», délibérations d'une conférence tenue à Kinston (Jamaïque) du 22 au 25 mars 1987, avec la collaboration de Institute for Social and Economic Research, de Institute for International Relations, et de International Peace Academy : Institut Canadien pour la paix et la sécurité internationales, 41p.

SIPRI YEARBOOK 1990. World Armaments and Disarmament, SIPRI Stockholm International Peace Research Institute, Oxford University press, 1990, 714 p.

The State of the Union Messages of the Presidents 1790-1966, Volume III. 1905-1966, Editor: Fred L. Israel, New York, Chelsea House Publishers in Association with the R.R. Bowker Company, 1967.

U.S. Congress House Committee on International Relations, 1st session, 1977, 186p.

Weekly Compilation of Presidential Documents, Monday, March 14, 1983, volume 19, Number 10, Pages 33-398

World Military Expenditures and Arms Transfers, U.S. Arms Control and disarmament Agency, ACDA Publication 131, Released June 1989, 137p.

World Military and Social Expenditures, 1987-1989, Ruth Leger Sivard, 12th Edition, World Priorities, Washington, 56p.

ZOETER, Joan Parpart, "USSR : Hard Currency Trade and Payments" dans Soviet Economy in the 1980's : Problems and Prospects, part 2, Washington, Selected Papers Submitted to the Joint Economic Committee Congress of the United States, December 31, 1982, pp. 479-506,

#### Livres

ARON, Raymond, Paix et guerre entre les nations, Paris, Calmann-Lévy, 1984, (1962) 8e édition, 749p.

- ARON, Raymond, République impériale: Les États-Unis dans le monde : 1945-1972, France, Calmann Lévy, 1973, 338p.
- CATRINA, Christian, Arms Transfers and Dependence, United Nations Institute for Disarmament Research, New York, Taylor and Francis, New York, Philadelphia, Washington D.C., London, 1988
- CARRÈRE D'ENCAUSSE, Hélène, Ni paix, ni guerre: Le nouvel empire soviétique ou du bon usage de la détente, 1986, France, Flammarion, 417p.
- DALLEK, Robert, Ronald Reagan, The Politics of Symbolism, London, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, London, 1984, 221p.
- DELAPORTE Murielle et MALLERET Thierry, L'Armée rouge face à la perestroïka: Le système militaire soviétique à l'heure de Gorbatchev, Bruxelles, Editions Complexe 1991, 303p.
- DUNCAN, R, Soviet Policy in the Third World, New York, Pergamon Press, 1980, 322p.
- FEJTO, François, Histoire des démocraties populaires, Paris, Editions du Seuil, Nouvelle Edition, Tome 1, L'ère Staline, 380p. 1969, Tome 2, Après Staline: 1953-1979, 378p. 1979.
- FONTAINE, André, Histoire de la guerre froide; les grandes études contemporaines, Tome 1 1917-1950, et Tome 2, 1950-1971, Paris, 1965 pour Fayard, 1983 Editions du Seuil pour l'Édition en Série «Points»
- JOSHUA, Wynfred, GIBERT, Stephen P., Arms for the Third World: The Johns Hopkins Press, Baltimore, London, 1969, 169p.
- JONSSON, Christer, Superpower : Comparing American and Soviet Foreign Policy, New York St. Martin's Press, 1984, 248p.
- KATZ, Mark N. Gorbachev's Military Policy in the Third World, The Washington Papers, Praeger, 1989, 103p.
- KATZ, Mark N., The USSR and Marxist Revolutions in the Third World, Woodrow Wilson International Centres, Cambridge University Press, 145p.
- KENNEDY, Paul, The Rise and Fall of the Great Powers, London, Fontana Press 1988, 898p.

- KEOHANE, Robert O., After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1984, 290p.
- LAQUEUR, W.Z., The Pattern of Soviet Conduct in the Third World, New York, Praeger, 1983, 250p.
- LEVESQUE, Jacques; L'URSS en Afghanistan, de l'invasion au retrait, Bruxelles, Editions complexe, 1990, 282p.
- LEVESQUE, Jacques, L'URSS et sa politique internationale de 1917 à nos jours, Armand Colin Collection, Paris, 2<sup>e</sup> édition refondue et augmentée, 404p. 1987
- LEVESQUE, Jacques, L'URSS et la révolution cubaine; Presses de la fondation nationale des sciences politiques. Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 220p. 1976.
- MAURER, John H., PORTH, Richard H., Military Intervention in the Third World Threats, Constraint and Options. New York, Foreign Policy Issues, A Foreign Policy Research Institute Series. Praeger Special Studies, 1984, Praeger Publishers, 239p.
- MCCGWIRE, Michael, Military Objectives in Soviet Foreign Policy, Washington D.C., The Brookings Institution, 1987, 530p.
- MITCHELL, R.J., Ideology of a Superpower: Contemporary Soviet Doctrine on International Relations, Stanford, Hoover Ins. Press, 1982, 159p.
- NATHAN, James A, OLIVER, James K, United States Foreign Policy and World Order Second Edition University of Delaware, 1981, 467p.
- OHLSON, Thomas, Arms Transfer Limitations and Third World Security, SIPRI, Stockholm International Peace Research Institute, Oxford University Press, 260p. 1988
- PIERRE, Andrew, The Global Politics of Arms Sales, Princeton University Press, N. J. 1982, 352p.
- PORTER, Bruce D., The USSR in Third World Conflicts: Soviet Arms and Diplomacy in Local Wars 1945-1980, Cambridge University Press, 1984, Cambridge, 248p.
- SAIVETZ, Carol & WOODBY Sylvia, Soviet-Third World Relations, Westview Press/Boulder & London, 1985, 254p.

- SALISBURY, Harrison, Chine-URSS: La Guerre Inévitable, Paris, Editions Albin-Michel, 1970, 340p.
- ULAM, Adam B., Expansion and Coexistence : The History of Soviet Foreign Policy, 1917-67, New York/Washington, Frederick A. Praeger, Publishers, 1968, 775p.
- VALKENIER, Elizabeth Kridl, The Soviet Union and the Third World an Economic Bind, Praeger Publishers, 1983, 188p.

## Résumé

Il nous apparaît essentiel de faire un retour dans le passé et d'observer l'Union soviétique au cours des années qui ont connu la consolidation de son hégémonie, de sa puissance et finalement de son déclin. L'hégémonie signifie pour nous une grande puissance qui réussit par ses capacités en ressources matérielles et sa volonté de leadership à imposer aux autres les structures de sécurité et de développement économique. L'Union soviétique lors de la période étudiée trouve son hégémonie explicite limitée à la région des pays d'Europe de l'Est. À l'échelle mondiale, l'Union soviétique n'est pas une puissance hégémonique capable de contrôler les rapports de force économique, dans une économie monde capitaliste. En somme et en dépit de son idéologie marxisme-léninisme à vocation universelle son statut de superpuissance à l'échelle mondiale repose sur sa capacité d'agir sur les plans militaire et nucléaire. Nous avons voulu vérifier si l'objectif qui consiste à répandre l'idéologie marxisme-léninisme peut expliquer la présence des armes soviétiques au tiers-monde. Si nous avons choisi d'observer le tiers monde, c'est qu'il est devenu le théâtre privilégié des actions des Soviétiques et des Américains au début des années 60, conséquence de la décolonisation. Nous avons choisi d'analyser plus attentivement la période Brejnev entre 1964 et 1979, parce que ces années marquent la plus grande augmentation des flux d'assistance militaire au tiers monde.

Suite à nos lectures de soviétologues nous avons voulu cerner «ex posteriori» les raisons d'être de la politique des transferts d'armes de l'Union soviétique au tiers monde, pour observer les effets des décisions soviétiques et voir leurs

conséquences sur l'influence de l'U.R.S.S. dans le monde. Ce travail n'est pas une analyse de la capacité de l'Union Soviétique d'exercer l'hégémonie à l'échelle mondiale, mais plus étroitement une analyse des motivations de sa politique d'exportation d'armes au tiers monde. Suite à nos lectures nous nous sommes trouvés en face de plusieurs explications sur la présence soviétique au tiers monde par les transferts d'armes. Certains soutenaient que le seul but de l'U.R.S.S. dans sa politique extérieure était de favoriser l'expansion de la révolution socialiste à l'échelle mondiale. Une deuxième thèse présentée par les théoriciens est que l'objectif de l'U.R.S.S. est d'agir pour contrer les politiques impérialistes américaines. Ceci faisait référence à une confrontation bipolaire dotée en plus d'une confrontation idéologique où l'objectif aurait été de bloquer l'autre puissance. Une troisième thèse soutient que l'U.R.S.S. voit son action dans la vie politique mondiale liée aux intérêts nationaux classiques des grandes puissances au sens traditionnel. L'action soviétique aurait été marqué par son intérêt à se procurer l'accès à des ressources naturelles, à des voies navigables et commerciales, à élargir sa sphère d'influence et de se procurer des devises.

À la suite de ces explications nous avons formulé l'hypothèse que (1) les transferts d'armes soviétiques au tiers monde ne proviennent pas seulement d'une volonté d'expansion animée par l'idéologie marxisme-léninisme. Cette constatation nous a amené à formuler deux sous-hypothèse, la première que les transferts d'armes de l'U.R.S.S. sont aussi et surtout faits (1.1) dans le but de s'affirmer à l'encontre des États-Unis et de la Chine et la

deuxième (1.2) que les transferts d'armes lui ont permis d'augmenter ses ressources en tant que grande puissance.

Dans le premier chapitre nous avons fait une historique de la politique extérieure soviétique depuis 1917 de façon à démontrer les étapes de l'expansion de l'action soviétique dans le monde.

Nous avons voulu dans le deuxième chapitre examiner la relation entre les régimes receveurs des armes soviétiques et l'orientation idéologique de ces derniers. Nous avons choisi de diviser les régimes de la façon la plus simple possible, c'est à dire un régime communiste au pouvoir, un régime à tendance socialiste ou un régime à alignement anti-gauche. Nous avons par la suite présenté le matériel par secteur, ou région, c'est-à-dire le Moyen-Orient, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine. Cette mise en catégorie nous a permis d'identifier les catégories liées aux situations géo-politiques suivantes : le risque d'escalade, la concurrence entre grande puissance y compris la Chine, des limites à la domination des États-Unis. De cette façon nous avons démontré que les transferts d'armes soviétiques au tiers monde ne proviennent pas seulement d'une volonté d'expansion animée par l'idéologie marxiste-léniniste.

Le troisième chapitre a été fait pour nous permettre d'exposer les autres motivations pour les exportations d'armes. Nous avons démontré que les transferts d'armes permettent à l'Union soviétique de s'affirmer comme une grande puissance à l'encontre des États-Unis et de la Chine. Nous avons également démontré qu'après 1975, suite à la hausse des prix du pétrole l'U.R.S.S. trouve des avantages économiques à vendre des armes qui deviennent une source

de devises importantes pour les soviétiques.

Nous avons voulu démontrer dans le quatrième chapitre par une analyse comparée, que lorsqu'on exclut les motivations idéologiques, l'U.R.S.S. sur le marché du transfert d'armes est en compétition avec d'autres puissances recherchant comme elles à obtenir des bénéfices commerciaux par le transfert d'armes. Nous avons observé les transferts d'armes faits par la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne de l'Ouest, trois puissances non communistes, sans idéologie messianiques et sans prétention à une hégémonie mondiale.

Ces quatre chapitres démontrent l'utilité de la recherche en soulignant que la relation assistance militaire et orientation idéologique ne peut être retenue comme seule explication de la présence soviétique au tiers monde. La vérification de l'hypothèse confirme que la présence de l'U.R.S.S. au tiers monde par le transfert d'armes est aussi liée à l'objectif d'une grande puissance qui est celui de s'assurer l'accès aux ressources pour ses propres besoins économiques et sécuritaires, démontrant la non exclusivité des objectifs idéologiques des transferts d'armes au tiers monde.

Sur le plan théorique la thèse permet de voir au-delà du discours de l'anti communisme, ainsi que de saisir les nuances de la politique extérieure soviétique et de mieux comprendre les raisons qui sous tendent les actions soviétiques à la fin de son hégémonie.